

CANADA

H. OF C.

MANAGEMENT AND MEMBERS' SERVICES

C. DES C.

GESTION ET SERVICES AUX DEPUTES

1977 - 78

J
103
H7
1977/78
M3
A1

*LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT*

J
103
H7
1977/78
m3
A1

Issue No. 1

Fascicule n° 1

Tuesday, November 8, 1977
Wednesday, November 30, 1977

Le mardi 8 novembre 1977
Le mercredi 30 novembre 1977

Chairman: Mr. Robert C. Coates

Président: M. Robert C. Coates

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

**Management
and
Members' Services**

**Gestion
et des
services aux députés**

RESPECTING:

CONCERNANT:

Organization and Supplementary Estimates (A)
1977-78

Organisation et Budget supplémentaire (A)
1977-1978

INCLUDING:

Y COMPRIS:

First and Second Reports to the House

Le premier rapport et le deuxième rapport à la
Chambre

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

Third Session of the
Thirtieth Parliament, 1977

Troisième session de la
trentième législature, 1977

STANDING COMMITTEE ON
MANAGEMENT AND MEMBERS' SERVICES

Chairman: Mr. Robert C. Coates

Vice-Chairman: Mr. Gérard Duquet

Messrs.

Comtois
Dinsdale
Ellis

Halliday
Hopkins
Lambert (*Bellechasse*)

COMITÉ PERMANENT DE LA
GESTION ET DES SERVICES AUX DÉPUTÉS

Président: M. Robert C. Coates

Vice-président: M. Gérard Duquet

Messieurs

MacGuigan
McIsaac

Stewart (*Cochrane*)
Symes—(12)

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Malcolm Jack

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, November 8, 1977:

Mr. Comtois replaced Mr. Maine.

On Wednesday, November 30, 1977:

Mr. Guay (*Lévis*) replaced Mr. Stewart (*Cochrane*);

Mr. Dinsdale replaced Mr. Lambert (*Edmonton West*);

Mr. Stewart (*Cochrane*) replaced Mr. Guay (*Lévis*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 8 novembre 1977:

M. Comtois remplace M. Maine.

Le mercredi 30 novembre 1977:

M. Guay (*Lévis*) remplace M. Stewart (*Cochrane*);

M. Dinsdale remplace M. Lambert (*Edmonton-Ouest*);

M. Stewart (*Cochrane*) remplace M. Guay (*Lévis*).

ORDERS OF REFERENCE

Tuesday, November 8, 1977

ORDERED,—That the Standing Committee on Management and Members' Services be empowered to travel outside of Canada, namely to London, England for one week during the month of November 1977, for the purpose of visiting the British House of Commons to inquire into matters pertaining to Members' services and that they be accompanied by the necessary support staff.

Wednesday, November 9, 1977

ORDERED,—That Vote 5a relating to Parliament for the fiscal year ending march 31, 1978, be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

ATTEST

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

ORDRES DE RENVOI

Le mardi 8 novembre 1977

IL EST ORDONNÉ,—Que les membres du Comité permanent de la gestion et des services aux députés soient autorisés à passer à l'extérieur du Canada, notamment à Londres en Angleterre, une semaine au cours du mois de novembre 1977, afin d'y visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Le mercredi 9 novembre 1977

IL EST ORDONNÉ,—Que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

ATTESTÉ

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le Comité permanent de la gestion et des services aux députés soit autorisé à tenir des réunions à l'étranger et à visiter le Parlement britannique en Angleterre pendant le mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le Comité permanent de la gestion et des services aux députés soit autorisé à tenir des réunions à l'étranger et à visiter le Parlement britannique en Angleterre pendant le mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le Comité permanent de la gestion et des services aux députés soit autorisé à tenir des réunions à l'étranger et à visiter le Parlement britannique en Angleterre pendant le mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le Comité permanent de la gestion et des services aux députés soit autorisé à tenir des réunions à l'étranger et à visiter le Parlement britannique en Angleterre pendant le mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le Comité permanent de la gestion et des services aux députés soit autorisé à tenir des réunions à l'étranger et à visiter le Parlement britannique en Angleterre pendant le mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le Comité permanent de la gestion et des services aux députés soit autorisé à tenir des réunions à l'étranger et à visiter le Parlement britannique en Angleterre pendant le mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Sur motion de M. Desautels, il est convenu que le Comité permanent de la gestion et des services aux députés soit autorisé à tenir des réunions à l'étranger et à visiter le Parlement britannique en Angleterre pendant le mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

REPORTS TO THE HOUSE

Tuesday, November 8, 1977

The Standing Committee on Management and Members' Services has the honour to present its

FIRST REPORT

In relation to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65(13), your Committee recommends that Members of the Committee have the power to travel outside of Canada, namely to London, England for one week during the month of November 1977, for the purpose of visiting the British House of Commons to inquire into matters pertaining to Members' services and that they be accompanied by the necessary support staff.

Respectfully submitted,

Le président

Robert C. Coates

Chairman

Concurred in Tuesday, November 8, 1977

Thursday, December 1, 1977

The Standing Committee on Management and Members' Services has the honour to present its

SECOND REPORT

In accordance with its Order of Reference of Wednesday, November 9, 1977, your Committee has considered the Vote under Parliament in the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1978, and reports the same.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 1*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président

Robert C. Coates

Chairman

RAPPORTS À LA CHAMBRE

Le mardi 8 novembre 1977

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

En vertu de l'autorité que lui confère le paragraphe 65(13) du Règlement, le Comité recommande que les membres du Comité soient autorisés à passer à l'extérieur du Canada, notamment à Londres en Angleterre, une semaine au cours du mois de novembre 1977, afin d'y visiter la Chambre des communes britannique, en vue de faire enquête sur des questions concernant les services aux députés et qu'ils soient accompagnés du personnel de soutien nécessaire.

Respectueusement soumis,

Le président

Robert C. Coates

Chairman

Agréé le mardi 8 novembre 1977

Le jeudi 1^{er} décembre 1977

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mercredi 9 novembre 1977, votre Comité a étudié le crédit sous la rubrique Parlement dans le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978 et en fait rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 1*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

Robert C. Coates

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, NOVEMBER 8, 1977

(1)

[Text]

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 11:14 o'clock a.m. this day for the purpose of organization.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Duquet, Ellis, Halliday, Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, McIsaac and Stewart (*Cochrane*).

Other Members Present: Messrs. Comtois, Poulin and Roy (*Laval*).

Witnesses: From the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House; Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel and Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services.

The Clerk of the Committee presided over the election of a Chairman.

Mr. Ellis, seconded by Mr. Duquet, moved that Mr. Coates do take the Chair of this Committee as Chairman.

The question being put on the motion it was agreed to and Mr. Coates took the Chair.

On motion of Mr. Ellis, seconded by Mr. McIsaac, it was agreed that Mr. Duquet be elected Vice-Chairman.

On motion of Mr. Stewart (*Cochrane*), it was agreed,—That the Chairman, Vice-Chairman, one member of the New Democratic Party and one member of the Social Credit Party, appointed by the Chairman, after the usual consultations with the Whips of the different parties, would compose the Subcommittee on Agenda and Procedure.

On motion of Mr. McIsaac, it was agreed,—That, as directed by the Chairman after the usual consultations from meeting to meeting, the Committee print 1,000 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence.

On motion of Mr. Duquet, it was agreed,—That the Chairman be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that five members representing two parties are present.

On motion of Mr. McIsaac, it was agreed,—That each time the Committee meets *in camera*, a transcript of the evidence for that meeting be made for the use of the committee only.

On motion of Mr. Ellis, it was agreed,—That the Chairman be authorized to convey to Mr. Speaker those resolutions of the Committee requiring a decision or action by either the Speaker or the Commissioners of Internal Economy.

On motion of Mr. Duquet, it was agreed,—That sub-committees composed of the following members be formed:

Sub-Committee on Staff and Storage of Files:

Chairman: Mr. Stewart (*Cochrane*); Members: Mr. Ellis; Mr. Symes; Mr. Lambert (*Bellechasse*).

Sub-Committee on Printing:

Chairman: Mr. Lambert (*Edmonton West*); Members: Mr. Duquet; Mr. Symes; Mr. Lambert (*Bellechasse*).

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 8 NOVEMBRE 1977

(1)

[Traduction]

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés tient aujourd'hui à 11 h 14 sa séance d'organisation.

Membres du Comité présents: MM. Coates, Duquet, Ellis, Halliday, Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, McIsaac et Stewart (*Cochrane*).

Autres députés présents: MM. Comtois, Poulin et Roy (*Laval*).

Témoins: De la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre; M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel; M. R. E. Thomas, directeur du service législatif.

Le greffier du Comité préside à l'élection du président.

M. Ellis, appuyé par M. Duquet, propose que M. Coates soit élu président du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée et M. Coates prend place au fauteuil.

Sur motion de M. Ellis, appuyé par M. McIsaac, il est convenu que M. Duquet soit élu vice-président.

Sur motion de M. Stewart (*Cochrane*) il est convenu,—Que le président, le vice-président, un membre du nouveau parti démocratique et un membre du parti crédit social nommés par le président après les consultations habituelles avec les whips des différents partis forment le sous-comité du programme et de la procédure.

Sur motion de M. McIsaac, il est convenu,—Que, tel qu'indiqué par le président après les consultations habituelles de séance en séance, le Comité fasse imprimer 1,000 exemplaires de ses procès-verbaux et témoignages.

Sur motion de M. Duquet, il est convenu,—Que le président soit autorisé à tenir des séances, à recevoir et autoriser l'impression des témoignages à défaut d'un quorum, pourvu que cinq membres représentant deux partis soient présents.

Sur motion de M. McIsaac, il est convenu,—Que chaque fois que le Comité se réunit à huis clos, une transcription des témoignages de cette séance soit faite pour l'usage du Comité seulement.

Sur motion de M. Ellis, il est convenu,—Que le président soit autorisé à transmettre à M. l'Orateur les résolutions du Comité qui demandent qu'une décision ou une action soit prise soit par l'Orateur ou les commissaires de l'économie interne.

Sur motion de M. Duquet, il est convenu,—Que les sous-comités comprenant les membres suivants soient créés:

Sous-comité du personnel et du dépôt des dossiers:

Président: M. Stewart (*Cochrane*); Membres: M. Ellis; M. Symes; M. Lambert (*Bellechasse*).

Sous-comité de l'impression:

Président: M. Lambert (*Edmonton-Ouest*); Membres: M. Duquet; M. Symes; M. Lambert (*Bellechasse*).

Sub-Committee on Telephone Services and Computerized Mailing Service:

Chairman: Mr. Ellis; Members: Mr. Duquet; Mr. Symes; Mr. Lambert (*Bellechasse*).

Sub-Committee on Travel:

Chairman: Mr. McIsaac; Members: Mr. Lambert (*Edmonton West*); Mr. Symes; Mr. Lambert (*Bellechasse*).

Sub-Committee on Accommodation:

Chairman: Mr. Lambert (*Edmonton West*); Mr. Maine; Mr. Symes; Mr. Lambert (*Bellechasse*).

Sub-Committee on Certificate of Service, Lapel Pins, etc.:

Chairman: Mr. Lambert (*Edmonton West*); Members: Mr. Stewart (*Cochrane*); Mr. Lambert (*Bellechasse*).

Sub-Committee on Travel Claims:

Chairman: Mr. Stewart (*Cochrane*); Members: Mr. Duquet; Mr. Halliday; Mr. McIsaac.

On motion of Mr. MacGuigan, it was agreed,—That the Chairman of the Committee, after consultation with the various parties, be authorized to make changes in the memberships of the various sub-committees, as necessary.

On motion of Mr. Ellis, it was agreed,—That a sub-committee composed of Mr. MacGuigan as Chairman and Messrs. Lambert (*Edmonton West*), Duquet, Hopkins and Symes be formed to consider matters pertaining to House of Commons pages.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65(13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

On motion of Mr. Lambert (*Edmonton West*) it was agreed,—That Members of the Committee seek permission to travel outside Canada to London, England for one week during the month of November 1977 for the purpose of visiting the British House of Commons to inquire into matters pertaining to Members' services and that they be accompanied by the necessary support staff.

On motion of Mr. Duquet, it was agreed,—That the draft report pertaining to travel to the United Kingdom be adopted as the Committee's First Report to the House and that the Chairman be instructed to present it to the House and seek concurrence therein.

At 11:32 o'clock a.m., on motion of Mr. Stewart (*Cochrane*), it was resolved,—That the balance of today's meeting be held *in camera*.

At 12:11 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, NOVEMBER 30, 1977

(2)

The Standing Committee on Management and Member's Services met at 3:39 o'clock p.m. this day.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Dinsdale, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Belle-*

Sous-comité des services téléphoniques et d'un service de courrier traité sur ordinateur:

Président: M. Ellis; Membres: M. Duquet; M. Symes; M. Lambert (*Bellechasse*).

Sous-comité des voyages:

Président: M. McIsaac; Membres: M. Lambert (*Edmonton-Ouest*); M. Symes; M. Lambert (*Bellechasse*).

Sous-comité du logement:

Président: M. Lambert (*Edmonton-Ouest*); M. Maine; M. Symes; M. Lambert (*Bellechasse*).

Sous-comité des attestations de service et des insignes:

Président: M. Lambert (*Edmonton-Ouest*); Membres: M. Stewart (*Cochrane*); M. Lambert (*Bellechasse*).

Sous-comité des demandes d'indemnité de déplacements:

Président: M. Stewart (*Cochrane*); Membres: M. Duquet; M. Halliday; M. McIsaac.

Sur motion de M. MacGuigan il est convenu,—Que le président du Comité, après les consultations habituelles avec les différents partis, soit autorisé à faire des changements dans le nombre des membres des différents sous-comités s'il y a lieu.

Sur motion de M. Ellis, il est convenu,—Qu'un sous-comité formé de M. MacGuigan comme président et de MM. Lambert (*Edmonton-Ouest*), Duquet, Hopkins et Symes soit créé pour étudier les questions concernant les pages de la Chambre des communes.

Conformément aux pouvoirs conférés au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

Sur motion de M. Lambert (*Edmonton-Ouest*), il est convenu,—Que les membres du Comité obtiennent la permission de se rendre à l'extérieur du Canada, à Londres en Angleterre, pour une semaine au cours du mois de novembre 1977, afin de visiter la Chambre des communes britannique dans le but de s'enquérir des questions pertinentes aux services des députés et qu'ils soient accompagnés par le personnel de soutien nécessaire.

Sur motion de M. Duquet, il est convenu,—Que le projet de rapport relatif au voyage au Royaume-Uni soit adopté comme premier rapport du Comité à la Chambre et que le président soit prié de le présenter à la Chambre et de tenter d'obtenir son approbation.

A 11 h 32, sur motion de M. Stewart (*Cochrane*), il est décidé,—Que la dernière partie de la séance d'aujourd'hui soit tenue à huis clos.

A 12 h 11 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 30 NOVEMBRE 1977

(2)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 39.

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Dinsdale, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, McIsaac, Stewart (*Cochrane*) et Symes.

chasse), MacGuigan, McIsaac, Stewart (*Cochrane*) and Symes.

Other Members present: Messrs. Beatty and Maine.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. G. A. St. Jacques, Director, Administration and Personnel, Lt. Col. D. V. Currie, Sergeant-at-Arms, and Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services.

The Clerk of the Committee presided over the election of an Acting Chairman.

Mr. Halliday, seconded by Mr. Lambert (*Bellechasse*), moved,—That Mr. Ellis do take the Chair of this Committee as Acting Chairman.

The question being put on the motion, it was agreed to.

The Order of Reference dated Wednesday, November 9, 1977 relating to the Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1978, being read as follows:

Ordered,—That Vote 5a relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1978 be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

The Chairman called Vote 5a relating the House of Commons under Parliament.

The Director of Administration and Personnel made a statement and, with the other witnesses, answered questions.

Vote 5a carried.

Ordered,—That the Chairman report to the House the Supplementary Estimates (A) under Parliament for the fiscal year ending March 31, 1978.

On motion of Mr. Comtois, it was agreed,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 5:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Autres députés présents: MM. Beatty et Maine.

Témoins: De la Chambre des communes: M. G. A. St. Jacques, Directeur, Administration et personnel; Lt. Col. D. V. Currie, Sergent d'armes et M. R. E. Thomas, Directeur des services législatifs.

le greffier du Comité préside à l'élection du président suppléant.

M. Halliday, appuyé par M. Lambert (*Bellechasse*) propose que M. Ellis soit élu président suppléant du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant du mercredi 9 novembre 1977, portant sur le Budget supplémentaire (A), pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978:

Il est ordonné,—Que le crédit 5a, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Le président met en délibération le crédit 5a relatif à la Chambre des communes sous la rubrique Parlement.

Le directeur de l'administration et du personnel fait une déclaration puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

Le crédit 5a est adopté.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport à la Chambre du Budget supplémentaire (A), sous la rubrique Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978.

Sur motion de M. Comtois, il est convenu,—Que le Comité poursuive ses travaux à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe (13) de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 17 h 20, le Comité suspend ses travaux, jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Malcolm Jack

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, November 8, 1977

• 1114

[Text]

The Clerk: Honourable members, there is a quorum. Your first order of business today is to elect a chairman, and I am prepared to receive nominations to that effect.

Mr. Ellis: I take great pleasure in nominating as Chairman the gentleman who did such a fine job for us during the last session of the House, Mr. Robert Coates.

Mr. Duquet: I will second that.

Some hon. Members: Hear, hear!

The Clerk: Any other nominations?

It has been moved by Mr. Ellis and seconded by Mr. Duquet that Mr. Coates take the Chair of this Committee as Chairman. All those in favour?

Motion agreed to.

• 1115

The Chairman: Thank you very much, Mr. Jack and colleagues. As easy as it might have occurred to you fellows to be on the weekend, this is much more pleasant from my point of view. It is really the way I like to see things done.

We have a quorum and we have a number of other positions to fill. We need one vice-chairman and a number of subcommittee chairmen.

Mr. Ellis: Mr. Chairman, I take great pleasure in nominating Gérard Duquet as our vice-chairman.

The Chairman: Are there any further nominations?

Mr. Comtois: I move that nominations close.

Motion agreed to.

The Chairman: Mr. Duquet is then the Vice-Chairman.

A number of subcommittees have to be set up. We have the Subcommittee on Agenda and Procedure, which is the Chairman, Vice-Chairman and a member from each political party. During the last session we had one Liberal, one member of the New Democratic Party, and one member of the Social Credit Party. The Liberal was Mr. Hopkins, the member of the New Democratic Party was Mr. Symes and the member of the Social Credit Party was Mr. Lambert.

Mr. Stewart: Mr. Chairman, might I make a suggestion. The Chairman is of the Conservative Party and the Vice-Chairman is of the Liberal Party. Why not just have that plus the Social Credit and a New Democratic Party member as the steering committee? It is a small committee here.

The Chairman: That sounds great to me. Is that agreeable to everyone?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Duquet: Which members?

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 8 novembre 1977

[Translation]

Le greffier: Honorables membres, il y a quorum. Vous allez procéder aujourd'hui à l'élection du président et je suis prêt à recevoir les candidatures à ce sujet.

M. Ellis: C'est avec grand plaisir que j'aimerais proposer au poste de président la personne qui a accompli un travail tout à fait remarquable lors de la dernière session de la Chambre des communes, je veux parler de M. Robert Coates.

M. Duquet: Permettez-moi d'appuyer cette proposition.

Des voix: Bravo!

Le greffier: Y a-t-il d'autres candidatures?

M. Ellis propose, appuyé par M. Duquet, que M. Coates occupe les fonctions de président du Comité. Quelles sont les personnes favorables à cette motion?

Motion adoptée.

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur Jack, ainsi que vos collègues. Bien que l'idée de la fin de semaine ne vous ait pas déplu, pour ma part, je préfère nettement cette façon de procéder.

Nous avons le quorum et nous devons maintenant combler d'autres postes. Il nous faut un vice-président et un certain nombre de présidents de sous-comités.

M. Ellis: Monsieur le président, je suis heureux de proposer la candidature de Gérard Duquet au poste de vice-président.

Le président: Y a-t-il d'autres candidatures?

M. Comtois: Je propose que la liste des candidatures soit close.

Motion adoptée.

Le président: M. Duquet est donc nommé vice-président.

Il faut maintenant créer certains sous-comités. Nous avons le sous-comité du programme et de la procédure auquel il faudra assigner un président, un vice-président et un député de chaque parti politique. Pendant la dernière session ce sous-comité comptait un libéral, un député néo-démocrate ainsi qu'un député créditiste. Il s'agissait notamment de MM. Hopkins, Symes et Lambert, dans cet ordre.

M. Stewart: Monsieur le président, puis-je faire une suggestion? Le président du comité et un conservateur alors que le vice-président est un libéral. Pourquoi ne pas leur associer simplement un député créditiste et un néo-démocrate au comité directeur? Ce comité compte peu de membres.

Le président: Cette idée me plat. Est-ce que tout le monde est d'accord?

Des voix: Adopté.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

M. Duquet: De quels députés s'agira-t-il?

[Texte]

The Chairman: It probably should be you, Gerry, as the member of the Liberal Party, and we only have one member of the New Democratic Party.

Mr. Duquet: Yes, but I mean the two others.

The Chairman: It depends on whom their parties decide to recommend as members of this Committee.

Mr. Duquet: I see.

An hon. Member: Through the usual channels—check with the Whips and so on.

Mr. Stewart: I move that the Chairman, Vice-Chairman, one member from the New Democratic Party and one member from the Social Credit Party of the Committee appointed by the Chairman, after the usual consultation with the Whips, do compose the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much. Now the printing motion. During the second session of this Parliament there were 17 meetings of this Committee. Because the majority of the meetings were in camera, there were only four printed issues. It is most likely that this trend will continue. Thus a motion along the following lines, if adopted, would allow the Chairman to decide after each meeting whether to print or not: "Moved by whomever that, as directed by the Chairman after the usual consultation from meeting to meeting, the Committee print 1,000 copies as recommended of its *Minutes of Proceedings and Evidence*."

Mr. McIsaac: I so move.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much.

• 1120

It is customary for the Committee to adopt a motion to authorize the hearing and printing of evidence when a quorum is not present, a quorum being seven. During the second session of this Parliament, it was agreed that the Chairman should hold meetings to receive and authorize the printing of evidence when a quorum was not present provided that five members representing two parties were present.

Could I have a motion to carry on with that procedure?

Mr. Duquet: I shall move that.

Motion agreed to.

The Chairman: Transcripts of Evidence.

Normally when meetings are held in camera there is no transcript of evidence. Because of the wide range of complicated subjects discussed by this Committee, a motion was adopted during the second session of this Parliament to authorize the production of one copy only of a transcript of the evidence to be held by the Clerk of the Committee. The adoption of a motion along the following lines would be appreciated.

In other words, when we are in camera the Clerk takes notes and he maintains a copy for us in case we want to refer back to something that is said.

Do we have someone that would move this motion?

[Traduction]

Le président: Probablement de vous, Gerry, en tant que membre du parti libéral, et nous n'avons qu'un seul député du parti néo-démocrate.

M. Duquet: Oui, mais je veux parler des deux autres.

Le président: Tout dépendra de la recommandation des partis.

M. Duquet: Je vois.

Une voix: On pourrait procéder de la façon habituelle, c'est-à-dire vérifier auprès des whips, et ainsi de suite.

M. Stewart: Je propose que le président, le vice-président et un député du parti néo-démocrate ainsi qu'un membre du parti du Crédit social au sein du comité, nommés par le président après les consultations habituelles auprès des whips, composent le sous-comité du programme et de la procédure.

Motion adoptée.

Le président: Je vous remercie beaucoup. Passons maintenant à la motion concernant l'impression. Pendant la deuxième session de cette législature ce comité s'est réuni 17 fois. Puisque la majorité des réunions ont eu lieu à huis clos, seulement quatre fascicules ont été imprimés. Il est vraisemblable que cette tendance se poursuive. Donc, si l'on adoptait une motion telle que celle-ci, le président pourrait décider après chaque réunion s'il y a lieu d'imprimer les délibérations ou non: «Il est proposé par... que, suivant les directives du président après les consultations d'usage d'une réunion à l'autre, le comité imprime, comme approuvé, 1,000 exemplaires du procès-verbal et des témoignages.»

M. McIsaac: Je propose cette motion.

Motion adoptée.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Le Comité a l'habitude d'adopter une motion autorisant à entendre et à imprimer des témoignages lorsqu'il n'y a pas quorum, le quorum étant de sept. Au cours de la deuxième session de la présente législature, il a été convenu que le président tiendrait des séances pour entendre les témoignages et en autoriserait la publication en l'absence d'un quorum pourvu que cinq membres représentant deux partis soient présents.

Pourrais-je avoir une motion autorisant cette procédure?

M. Duquet: Je propose la motion.

Motion adoptée?

Le président: Transcription des comptes rendus.

Lorsque les séances ont lieu à huis clos, il n'y a normalement pas de transcription des comptes rendus. Étant donné la diversité et la complexité des sujets qu'aborde ce comité, une motion a été adoptée au cours de la deuxième session de la présente législature autorisant la production d'une seule copie du compte rendu, à remettre au greffier du Comité. Une motion à cette fin serait appréciée.

Autrement dit, lorsque nous nous réunissons à huis clos, le greffier prend des notes et en conserve une copie qu'il tient à notre disposition au cas où nous voudrions nous y référer.

Quelqu'un veut-il proposer cette motion?

[Text]

Mr. McIsaac: I move that.

Motion agreed to.

THE CHAIRMAN: The Referral of Resolutions of the Committee to Mr. Speaker. By virtue of Standing Order 65.(1)(s), the mandate of this Committee is to advise Mr. Speaker as well as the Commissioners of Internal Economy on the administration of the House and provision of services and facilities to members. The adoption of a motion along the following lines would give the Chairman the automatic authority to convey to Mr. Speaker these resolutions of the Committee requiring decisions or actions by either him or the Commissioners of Internal Economy and would obviate the need for a separate motion each time a resolution is adopted.

Have I a mover to give us that authority?

Mr. Ellis: I so move.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much. This is an efficient committee!

Subcommittees. During the second session of this Parliament, the Committee formed a number of subcommittees which were still active at the time the second session prorogued. By virtue of Standing Order 65.(13), all matters relating to the administration of the House and the provision of services and facilities to members shall be deemed to have been referred to the Standing Committee on Management and Members' Services on the first day of each session. This automatic reference would enable the Committee and its subcommittees to continue with their deliberations on the subjects which were under discussion at the end of the second session. Therefore, it is suggested that there is some merit in formally reconstituting the subcommittees.

Could I have a motion, first of all, to reconstitute the subcommittees.

Mr. Duquet: I move that.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much.

Now the Subcommittee on Staff and Storage of Files. I will just give you the personnel, the last item, and get your reaction. The Chairman was Mr. Stewart. The members were Messrs. Ellis, Symes and Lambert (Bellechasse). Mr. Stewart, are you interested in . . .

Mr. Stewart: Yes.

The Chairman: Thank you very much. Do I have agreement that those people . . . Agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Subcommittee on Printing.

[Translation]

M. McIsaac: Je la propose.

Motion adoptée.

LE PRÉSIDENT: Présentation à l'Orateur de résolutions du Comité. En vertu de l'alinéa 65(1)(s) du Règlement, le Comité a pour mandat de conseiller l'Orateur et les autres membres de la Commission de l'économie interne sur l'administration de la Chambre et la fourniture des services et des installations aux députés. L'adoption d'une motion à cette fin donnerait automatiquement au président le pouvoir de transmettre à l'Orateur les résolutions du Comité demandant que lui ou les commissaires de l'économie interne prennent des décisions ou des mesures, et rendrait inutile l'adoption d'une motion distincte à chaque fois qu'une résolution est approuvée.

Quelqu'un veut-il proposer une motion afin de nous donner ce pouvoir?

M. Ellis: Je le propose.

Motion adoptée.

Le président: Merci beaucoup. Notre Comité est très efficace.

Sous-comités. Au cours de la deuxième session de la présente législature, le Comité a formé un certain nombre de sous-comités qui étaient encore en fonction au moment où la deuxième session a été prorogée. En vertu du paragraphe 65(13) du Règlement, les questions relatives à la régie intérieure de la Chambre et à la fourniture de services aux députés seront réputées avoir été déferées au Comité permanent de la gestion et des services aux députés, à la date d'ouverture de chaque session. Ce renvoi automatique permettrait au Comité et à ses sous-comités de continuer leurs délibérations sur les sujets qui étaient à l'étude à la fin de la deuxième session. En conséquence, il serait utile de réformer officiellement les sous-comités.

Pourrais-je avoir une motion afin de réformer les sous-comités, en premier lieu?

M. Duquet: Je le propose.

Motion adoptée.

Le président: Merci beaucoup.

Passons au sous-comité sur le personnel et le dépôt des dossiers. Je vais vous énumérer le personnel, le dernier article, afin d'obtenir votre réaction. Le président était M. Stewart. Les membres étaient MM. Ellis, Symes, et Lambert (Bellechasse). Monsieur Stewart, êtes-vous intéressé à . . .

M. Stewart: Oui.

Le président: Merci beaucoup. Êtes-vous d'accord pour que ces personnes . . .

Des voix: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

Sous-comité de l'impression.

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West), with Messrs. Duquet, Symes and Lambert (Bellechasse). Are you agreeable, Mr. Lambert?

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, yes, we will take that one.

The Chairman: All right?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Telephone Service and Computerized Mailing Service. The illustrious Mr. Ellis is the Chairman, with Messrs. Duquet, Symes and Lambert (Edmonton-West). Agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Subcommittee on Travel. This is the easy one. The Chairman was Dr. McIsaac, with Messrs. Lambert (Bellechasse), Symes and Lambert (Edmonton West). Are you agreeable?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Are you agreeable, Dr. McIsaac?

Mr. McIsaac: Unless somebody else wants to volunteer.

The Chairman: I do not think anybody else wants the job.

Thank you very much.

Subcommittee on Accommodation—Mr. Lambert (Edmonton West), with Messrs. Maine, Symes and Lambert (Bellechasse). Are you agreeable to continue?

Mr. Lambert (Edmonton West): Oh, yes, very much so, if you do not mind.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Subcommittee on Certificate of Service Lapels, Pins, etc. The Chairman was Mr. Lambert (Edmonton West), with Messrs. Stewart and Lambert (Bellechasse). I hope that we will be able to achieve something on that.

• 1125

Mr. Stewart (Cochrane): That was just formed toward the end.

The Chairman: Right.

Mr. Stewart (Cochrane): Is Mr. Maine with us?

The Chairman: I do not know. He asked me if I had any objection, because he was a Parliamentary Secretary, to his sitting and I said I certainly did not. I would like to see him here.

An hon. Member: A valuable contribution.

Mr. Lambert (Edmonton West): We have three gentlemen from the government party here whose names have been conspicuous by their absence on any of these subcommittees here.

An hon. Member: I think that should be rearranged.

The Chairman: Except that I do not know whether these gentlemen are here filling a slot for the day, or whether they are planning to . . .

[Traduction]

M. Lambert (Edmonton-Ouest), ainsi que MM. Duquet, Symes et Lambert (Bellechasse). Êtes-vous d'accord, monsieur Lambert?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, nous acceptons celui-là.

Le président: Très bien?

Des voix: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

Services téléphoniques et services de courrier informatisé. L'illustre M. Ellis est le président, et MM. Duquet, Symes et Lambert (Edmonton-Ouest) en sont les membres. D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Sous-comité des voyages. Celui-là est facile. Le président était M. McIsaac, et les membres, MM. Lambert (Bellechasse), Symes et Lambert (Edmonton-Ouest). Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Êtes-vous d'accord, monsieur McIsaac?

M. McIsaac: A moins que quelqu'un d'autre ne se porte volontaire.

Le président: Je ne pense pas que quelqu'un d'autre veuille s'en charger.

Merci beaucoup.

Sous-comité du logement—M. Lambert (Edmonton-Ouest), ainsi que MM. Maine, Symes et Lambert (Bellechasse). Êtes-vous d'accord pour continuer?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, j'aimerais beaucoup, si cela ne vous dérange pas.

Des voix: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

Sous-comité des épinglettes de service. Le président était M. Lambert (Edmonton-Ouest), et les membres étaient MM. Stewart et Lambert (Bellechasse). J'espère que nous pourrions faire quelque chose avec cela . . .

M. Stewart (Cochrane): Ce sous-comité avait été formé à la toute fin.

Le président: C'est exact.

M. Stewart (Cochrane): M. Maine sera-t-il avec nous?

Le président: Je ne sais pas. Il m'a demandé si je m'opposais à ce qu'il siège à ce comité, vu sa qualité de secrétaire parlementaire, et j'ai répondu n'y voir aucun inconvénient. J'aimerais qu'il siège avec nous.

Une voix: Ce serait une contribution très valable.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je vois que trois membres du parti ministériel n'ont jamais fait partie d'un sous-comité.

Une voix: Cela devrait être modifié.

Le président: D'accord, mais je ne sais pas si ces messieurs sont ici pour la journée seulement, ou s'ils ont l'intention de . . .

[Text]

Mr. Ellis: Mr. MacGuigan for sure is not.

The Chairman: No, Mark has been on here steady.

At the end of this could I get a motion passed with some authority to add or alter so that when we do know what the complement is—is that all right? We are not now in a position where we can . . .

An hon. Member: There are no official changes.

The Chairman: Okay. Subcommittee on travel claims: The chairman was Mr. Stewart; the members were Messrs. Duquet, Halliday and McIsaac. Is that agreeable, Mr. Stewart?

Mr. Stewart: That was which one again?

The Chairman: Travel claims. Could I have a motion from someone to the effect that I be given the authority to alter in a minor way the personnel of the various committees in relation to the make-up of the Committee after consultation with the whips?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. MacGuigan: I would not put it in a minor way. If you are doing it in consultation you could have complete discretion.

The Chairman: I think perhaps I would like to move that we set up one more subcommittee. This relates back to our recent visit to Washington. Dr. MacGuigan had indicated to me a willingness to set up a subcommittee in relation to the pages in the House. I think this is a very important new responsibility for our Committee and I am very pleased that Dr. MacGuigan would take the interest and the time that will be involved. I am just wondering who else might be interested in joining him on that committee?

Mr. Duquet: I would.

The Chairman: All right.

Mr. Lambert (Edmonton West): I have not looked at it in some detail.

Mr. MacGuigan: I think Mr. Lambert should be on it and Mr. Duquet. Len Hopkins had indicated a great interest in that as well on that Washington trip. Four is not too many, is it?

Some hon. Members: No.

The Chairman: I think we should probably also put Cyril Symes on there, whether he is here or not. Maybe someone had better make that motion for me.

Mr. Ellis: I so move, since I am not going to be sitting on it.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much.

Gentlemen, by way of explanation, we have encountered a few problems in working out the best manner of having reconfirmed the right to travel to the United Kingdom to examine their operations. As many of you know we did visit the United States, and it was a very useful week that we spent there in getting to better understand how they operate as

[Translation]

M. Ellis: Certainement pas M. MacGuigan.

Le président: Non, Mark a assisté régulièrement à nos réunions.

A la fin de la séance, pourrait-on proposer une motion pour m'autoriser à modifier cette liste lorsque nous saurons . . . ? Nous ne pouvons pas pour l'instant . . .

Une voix: Il n'y a pas de changement officiel.

Le président: Très bien. Le sous-comité sur les frais de déplacement: le président était M. Stewart, les membres étaient MM. Duquet, Halliday et McIsaac. Êtes-vous d'accord, monsieur Stewart?

M. Stewart: De quel sous-comité s'agit-il?

Le président: Celui des frais de déplacement . . . Quelqu'un pourrait-il proposer une motion pour m'autoriser à apporter des modifications mineures à la composition des divers sous-comités après avoir consulté les whips?

Des voix: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

M. MacGuigan: Je ne dirais pas qu'il s'agit de modifications mineures. Si vous consultez les intéressés, vous pouvez avoir entière discrétion.

Le président: J'aimerais proposer la création d'un autre sous-comité. Ceci se rapporte à notre récente visite à Washington. M. MacGuigan m'a dit souhaiter un sous-comité sur les pages de la Chambre. Je crois que c'est une nouvelle responsabilité très importante pour notre comité et je suis très heureux que M. MacGuigan s'y intéresse et soit disposé à y consacrer du temps. Qui d'autre serait intéressé à faire partie de ce comité?

M. Duquet: Moi.

Le président: Très bien.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je n'ai pas étudié la question en détail.

M. MacGuigan: Je crois que M. Lambert et M. Duquet devraient en faire partie. Len Hopkins s'est aussi montré très intéressé lors de notre voyage à Washington. Quatre membres, ce n'est pas trop, n'est-ce pas?

Des voix: Non.

Le président: Nous devrions peut-être aussi nommer Cyril Symes, présent ou non. Il faudrait que quelqu'un propose cette motion.

M. Ellis: Je le propose, puisque je ne ferai pas partie du comité.

Motion adoptée.

Le président: Merci beaucoup.

Messieurs, pour votre gouverne, je signale qu'il nous a été difficile d'obtenir à nouveau l'autorisation de visiter le Royaume-Uni. Comme vous le savez, nous avons visité les États-Unis et notre séjour là-bas nous a grandement aidés à mieux comprendre le fonctionnement de leur gouvernement par comparaison au nôtre. Nous allons donc devoir présenter

[Texte]

compared with how we operate. So, what we are going to have to do is make a motion in the House today for reconfirmation of what the House gave us the authority to do during the last session of Parliament. I will just read this and ask for your reaction.

• 1130

We are now in a new session of the Thirtieth Parliament. It is necessary to get a new authority for our visit to the United Kingdom early this week. Hence the following motion should be passed: moved by X that members of the Committee seek permission to travel outside Canada to London, England for one week during the month of November 1977 for the purpose of visiting the British House of Commons to inquire into matters pertaining to members' services and they be accompanied by the necessary support staff.

Do I have a mover of that motion?

Mr. Lambert (Edmonton West): I so move.

Motion agreed to.

The Chairman: All right. The draft report to the House will now be circulated to all members of the Committee. If you have it, I will now ask that someone move that the draft report pertaining to travelling to the United Kingdom be adopted as the Committee's first report to the House and that the Chairman be instructed to present it to the House.

An hon. Member: I can just see the faces in the House this afternoon when the Chairman makes that report. He just gets elected President and he skips the country.

The Chairman: The way some of the fellows in the press are treating me, it is the only thing to do.

Would someone move that motion?

Mr. Duquet: I so move.

Motion agreed to.

The Chairman: Thank you very much. Shall I seek concurrence of the House in the Committee's first report?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. MacGuigan: Are you going to seek concurrence today?

The Chairman: Yes.

Mr. MacGuigan: That is fine, sir. That is the best way to do it, otherwise we will not get our cheque until Friday after we have gone.

The Chairman: This is the report that will be submitted and I would like to seek agreement to it.

In relation to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65(13), your Committee recommends that Members of the Committee have the power to travel outside of Canada, namely to London, England for one week during the month of November 1977, for the purpose of visiting the British House of Commons to inquire into matters pertaining to members' services and that they be accompanied by the necessary support staff.

[Traduction]

aujourd'hui une motion à la Chambre pour que celle-ci confirme les autorisations qu'elle nous avait données lors de la précédente session du Parlement. Permettez-moi de lire ce texte, vous me direz ce que vous en pensez.

Nous venons d'entrer dans une nouvelle session de la Trentième Législature. Nous devons absolument obtenir une nouvelle autorisation pour visiter le Royaume-Uni au début de cette semaine. Il faut donc que la motion suivante soit adoptée: Proposé par «X»: Les membres du Comité désirent obtenir la permission de se rendre à Londres, Angleterre, pendant une semaine au cours du mois de novembre 1977 dans le but de visiter la Chambre des communes britanniques et de recueillir des informations touchant les services aux députés, le personnel de soutien nécessaire étant inclus dans cette permission.

L'un d'entre vous propose-t-il cette motion?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je la propose.

Motion adoptée.

Le président: Très bien. Nous allons maintenant distribuer à tous les membres du Comité le projet de rapport destiné à la Chambre. Si vous l'avez, je vais demander sans tarder à l'un d'entre vous de proposer que le projet de rapport relatif au voyage au Royaume-Uni soit adopté à titre de Premier rapport du Comité à la Chambre, et que le président soit prié de le présenter à la Chambre.

Une voix: Je vois d'ici la tête des gens en Chambre cet après-midi lorsque le président fera ce rapport. A peine élu président, il fiche le camp à l'étranger.

Le président: Quand je vois comme certains journalistes me traitent, c'est la seule chose qui me reste à faire.

L'un d'entre vous propose-t-il cette motion?

M. Duquet: Oui.

Motion adoptée.

Le président: Merci beaucoup. Dois-je demander à la Chambre d'approuver le Premier rapport du Comité?

Des voix: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

M. MacGuigan: Vous allez le faire aujourd'hui?

Le président: Oui.

M. MacGuigan: Parfait. C'est la meilleure solution, sinon nous risquons de recevoir notre chèque vendredi seulement, après notre départ.

Le président: Voilà le rapport qui sera soumis et j'aimerais que vous me donniez votre approbation.

Conformément aux pouvoirs conférés au Comité par le Règlement 65(13), votre Comité recommande que les membres du Comité obtiennent la permission de se rendre à Londres, Angleterre, pendant une semaine au cours du mois de novembre 1977 dans le but de visiter la Chambre des communes britannique et de recueillir des informations touchant les services aux députés, le personnel de soutien nécessaire étant inclus dans cette permission.

[Text]

Is that agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Lambert (Edmonton West): It might help to smooth things out if it were indicated that this was merely a reconfirmation of an authority previously granted.

An hon. Member: Yes.

The Chairman: Well, we will have some people working on public relations, sir.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, but it only takes one or two . . .

The Chairman: We will try to program that. All right. Now, could I have a motion from someone that we go in camera? Mr. Stewart.

Mr. Stewart: I so move.

Motion agreed to.

Wednesday, November 30, 1977

• 1539

The Clerk: Honourable members, I have been in contact with the Chairman, who happens to be airborne somewhere and he has been delayed until about 5.00 o'clock, and unfortunately the Vice-Chairman is in hospital having some tests—nothing serious.

• 1540

The Chairman asked me to suggest to you that we could proceed with the business of the day, and to do so we would have to elect an acting chairman to handle this day's proceedings. I am prepared to accept motions to that effect.

Mr. Halliday: Mr. Clerk, I would like to nominate Mr. Ellis.

Mr. Lambert (Bellechasse): I will second that motion.

The Clerk: It is moved by Dr. Halliday and seconded by Mr. Lambert that Mr. Ellis take the Chair of this Committee.

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Gentlemen, thank you very much for your confidence. We have a quorum, and in dealing with the estimates this afternoon we would normally have the Speaker here. I understand, Mr. St-Jacques, that you have been in touch with the Speaker. He would prefer not to come down for the moment and has asked you to make a statement.

Mr. G. A. St-Jacques (Director of Administration and Personnel, House of Commons): He has asked me to make a presentation before you and to provide you with any information that you might require. If you feel that his presence would be welcome here to provide additional information, he would make himself available to you.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you very much, Mr. St-Jacques. In addition, gentlemen, we have, as usual, the

[Translation]

D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Nous faciliterions peut-être les choses en précisant qu'il s'agit uniquement de la confirmation d'une autorisation que nous avons déjà obtenue.

Une voix: Oui.

Le président: Oui, de toute façon nous avons des spécialistes en relations publiques.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oui, mais il s'agit d'une ou deux . . .

Le président: Nous essaierons d'en tenir compte. Bien. Maintenant, l'un d'entre vous aurait-il l'amabilité de proposer que nous siégions à huis clos? Monsieur Stewart.

M. Stewart: Je propose que nous siégions à huis clos.

Motion adoptée.

Le mercredi 30 novembre 1977

Le greffier: Honorables députés, j'ai pris contact avec le président, qui se trouve quelque part dans les airs et il sera retardé jusqu'à environ 5 heures. Malheureusement, le vice-président est à l'hôpital où il subit certains tests, rien de grave.

Afin que puissent être étudiées les questions inscrites à l'ordre du jour, le président m'a demandé de vous suggérer de nommer un président suppléant pour la séance d'aujourd'hui. Je suis prêt à accepter vos motions à cet effet.

M. Halliday: Monsieur le greffier, je propose le nom de M. Ellis.

M. Lambert (Bellechasse): J'appuie cette motion.

Le greffier: Motion proposée par M. Halliday et appuyée par M. Lambert, pour que M. Ellis préside ce comité.

Motion adoptée.

Le président suppléant (M. Ellis): Messieurs, merci beaucoup pour la confiance que vous me témoignez. Nous avons le quorum et, puisque nous étudions cet après-midi le budget, l'Orateur devrait être présent. Je crois savoir, monsieur St-Jacques, que vous avez pris contact avec l'Orateur. Il préfère ne pas venir pour le moment et vous a demandé de faire une déclaration.

M. G. A. St-Jacques (Directeur de l'administration et du personnel, Chambre des communes): Il m'a demandé de vous faire un exposé et de vous fournir tous les renseignements dont vous pourriez avoir besoin. Si vous pensez que sa présence est nécessaire, il se rendra disponible.

Le président suppléant (M. Ellis): Merci beaucoup, monsieur St-Jacques. En outre, messieurs, nous avons comme

[Texte]

witnesses: Colonel Currie, Mr. Thomas and Mr. St-Jacques. Mr. Fraser is away and so will not be down this afternoon.

Gentlemen, very briefly, we are asked to deal with the supplementary estimates, Vote 5a. I will ask the clerk to read the reference to the Committee of the estimates.

The Clerk:

House of Commons

Wednesday,

November 9, 1977

Ordered—That Vote 5a relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1978, be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

Attest

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you very much, Mr. Clerk. I now call Vote 5A.

PARLIAMENT

House of Commons

Vote 5a—House of Commons—Program expenditures—
\$7,000,000

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Mr. St-Jacques, in view of what you have just said, perhaps you would like to make an opening statement.

Mr. St-Jacques: Perhaps before I do that we could distribute this information, which I think should provide members with most of the information with regard to the supplementary amount of \$7 million.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Gentlemen, does everyone have a copy of the estimates? The Clerk has printed pages of the estimates in both languages, so if someone does not have a copy there are copies here.

Mr. St-Jacques, will you continue, please?

Mr. St-Jacques: As you will see, the first item included in this amount of \$7 million is the revised classification and pay scheme for members' constituency office staff. When the estimates were being prepared last October and November, we were unaware that the formula would be revised, and provision was only made at that point to increase from \$7,900 to \$8,600 the amount that was made available for constituency staff. We all know that since then the new classification scheme was introduced, whereby if you worked under the allowance system the amount was \$9,116, which is greater than the \$8,600. In some other instances, if the staff was considered to be employed on a full-time basis, these persons were then classified as member's secretary 1 with a salary range of \$9,116 to \$11,183. As a result of these changes it became necessary to find supplementary funds in order to pay these revised rates of pay, and that represents \$350,000.

[Traduction]

d'habitude les témoins suivants: le colonel Currie, M. Thomas et M. St-Jacques. M. Fraser est absent et ne sera pas là cet après-midi.

Messieurs, nous devons étudier le budget supplémentaire, crédit 5a. Je demanderai au greffier de lire l'ordre de renvoi du budget devant ce comité.

Le greffier:

Chambre des communes

Mercredi

9 novembre 1977

Il est ordonné,—Que le crédit 5a), Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé devant le comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Attesté par

ALISTAIR FRASER

Le greffier de la Chambre des communes.

Le président suppléant (M. Ellis): Merci beaucoup, monsieur le greffier. Je mets maintenant en délibération le crédit 5a.

PARLEMENT

Chambre des communes

Crédit 5a... Chambre des communes... Dépenses du
programme—\$7,000,000.

Le président suppléant (M. Ellis): Monsieur St-Jacques, compte tenu de ce que vous venez de dire, vous aimeriez peut-être faire une déclaration d'ouverture.

M. St-Jacques: Auparavant, nous pourrions peut-être distribuer ces renseignements, qui devraient donner toutes les explications utiles aux députés en ce qui concerne le montant supplémentaire de 7 millions de dollars.

Le président suppléant (M. Ellis): Messieurs, tout le monde a-t-il un exemplaire du budget? Le greffier a des exemplaires dans les deux langues des pages du budget qui nous intéressent, et ceux qui n'en ont pas peuvent s'en procurer ici.

Monsieur St-Jacques, je vous prie de continuer.

M. St-Jacques: Comme vous le verrez, le premier poste inclut dans ce montant de 7 millions de dollars est le système de classification et de rémunération révisé à l'intention des employés des bureaux de circonscription des députés. Lors de la rédaction du budget en octobre et novembre derniers, nous ignorions que ce système serait révisé, et à ce moment-là, nous pensions que le budget affecté aux employés des bureaux de circonscriptions passerait de \$7,900 à \$8,600. Nous savons tous que le nouveau système de classification a été introduit depuis et le montant s'est donc élevé à \$9,116, ce qui est plus que \$8,600. En d'autres cas, les employés considérés comme employés à plein temps étaient alors classifiés comme secrétaires de députés de premier rang, ce qui représente un salaire de \$9,116 à \$11,183. A la suite de ces changements, il a fallu trouver les fonds nécessaires pour honorer les taux révisés de salaires, soit \$350,000.

[Text]

Secondly, as you are well aware, because of the requirements for the TV and radio broadcasting of proceedings of the House, it became necessary to hire additional staff representing 15 man-years, as a result of which we feel that there will be a need for an additional \$500,000 to pay the salaries attached to the positions created through the Committee.

Thirdly, an increase in the cost of parliamentary printing and publications. Last year we had estimated that the total cost of printing the official publications of the House of Commons would amount to \$6.2 million. We now find, on the basis of the approximately six months' figures we have accumulated, that we are heading more likely toward a figure of \$8 million. This is attributable, in part, to higher costs, over which we have no control because we are billed through the Printing Bureau and, to a certain degree, because of additional volume.

• (1545)

Item number four relates to the equipment to be purchased, which is already installed but which will have to be paid for, equipment, as I mentioned, for TV and radio broadcasting. The figure of \$4.35 million is an amount that has been established in consultation with the project team attached to the Special Committee on Television Broadcasting. If we take those four items and add them up, we arrive at the figure before you of \$7 million.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you (very much, Mr. St-Jacques.

Gentlemen, questions. Mr. Stewart.

Mr. Stewart: Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask Mr. St-Jacques whether this \$4.35 million, plus the other \$500,000, is not all of what it is costing us for this TV in the House; I assume all the changes made to the Chamber came under a Public Works vote, did they?

Mr. St-Jacques: I believe Col. Currie may be able to provide you with information on that. If I recollect, I think some of those expenditures were borne by the House and some others by Public Works.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Col. Currie.

Lieutenant-Colonel D. V. Currie (Sergeant-at-Arms, House of Commons): The installation of the new rug was borne by the House of Commons. The cost of the refurbishing, movement, change and location of the desks, the taking out of the screens behind, was all borne by the House of Commons. The cost of certain elements of the wiring and channelling to handle the television was borne by the House of Commons. The main feature in the Chamber that was borne by Public Works was the construction and installation of the mezzanine floor, which is still going on. But those three items I mentioned were borne by the House of Commons and paid for out of the Sergeant-at-Arms vote.

Mr. Stewart: So from what I understand, Mr. Chairman, we have no figure that tells us what it cost us to go through this

[Translation]

Deuxièmement, en raison des besoins de personnel pour la radiodiffusion et la télédiffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités, il a fallu engager de nouveaux employés, soit 15 années-hommes. Nous estimons que nous aurons besoin de \$500,000 supplémentaires pour rémunérer les employés affectés à ces nouveaux postes.

Troisièmement, augmentation du coût des publications et impressions parlementaires. L'année dernière, nous avons calculé que le coût total des publications et des impressions de la Chambre des communes s'élèverait à 6.2 millions de dollars. Après environ six mois, et d'après les chiffres que nous avons réunis, nous pensons que ce montant sera vraisemblablement de l'ordre de 8 millions de dollars. Cela s'explique en partie par une augmentation des coûts, augmentation que nous ne pouvons pas contrôler puisque nous recevons nos factures par l'intermédiaire du bureau de l'imprimerie, mais aussi par l'accroissement du volume.

Le quatrième paragraphe a trait à l'achat du matériel pour la radiodiffusion et la télédiffusion, matériel qui est déjà installé mais que nous n'avons pas encore payé. Le montant de 4.35 millions de dollars a été établi à la suite de consultations avec l'équipe attachée au Comité spécial de la télédiffusion. Si nous additionnons ces quatre rubriques, nous en arrivons au chiffre de 7 millions de dollars.

Le président suppléant (M. Ellis): Merci beaucoup, monsieur St-Jacques.

Messieurs, nous passons aux questions. Monsieur Stewart.

M. Stewart: Merci, monsieur le président. Je voudrais demander à M. St-Jacques si cette somme de 4.35 millions de dollars, plus les autres \$500,000 ne représentent pas exclusivement les coûts des installations de télévision à la Chambre; je pense que toutes les modifications apportées à la Chambre elle-même figurent dans le budget des Travaux publics, n'est-ce pas?

M. St-Jacques: Le colonel Currie pourra sans doute vous donner des renseignements là-dessus. Si je me souviens bien, je crois que certaines dépenses ont été imputées à la Chambre et d'autres aux Travaux publics.

Le président suppléant (M. Ellis): Colonel Currie,

Le Lt-Colonel D. V. Currie (Sergent d'armes, Chambre des communes): L'installation du nouveau tapis a été payée par la Chambre des communes. Les coûts de remise à neuf, de déplacement et de réinstallation des bureaux, ainsi que les coûts de la suppression des écrans situés à l'arrière ont été assumés par la Chambre des communes. Le coût de certains éléments du filage et des câbles de télévision a été assumé par la Chambre des communes. Les travaux de construction et d'installation de la mezzanine, qui sont encore en cours, constituent l'essentiel des dépenses des Travaux publics. Mais les trois articles de dépenses que j'ai mentionnés ont été assumés par la Chambre des communes et figurent au poste du Sergent d'armes.

M. Stewart: D'après ce que je comprends, monsieur le président, nous n'avons pas de chiffre qui nous révèle exacte-

[Texte]

operation, really, no complete figure to tell us what it cost the taxpayers of Canada to have television in the House of Commons?

Mr. St-Jacques: I have before me a report submitted by Alex Small, who is attached to the Committee on TV and Radio Broadcasting. The amount of \$4.35 million that appears here relates only to the expenditures to be borne by the House of Commons. It also makes mention of further amounts that will have to be provided for in our estimates for 1978-79. The amounts I see here indicate that although this year there will be a requirement for \$4.35 million for capital expenditures, it is expected that next year there will be a further requirement of \$1.25 million. Of course, this does not take into account the amounts that Public Works will be spending and, unfortunately, I do not have the figures here for you.

Mr. Stewart: I see.

Mr. St-Jacques: I would imagine that the figures for the expenditures required for these items we just mentioned might appear in the Public Works' supplementary estimates, if supplementary estimates were required.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Mr. Maine.

Mr. Maine: Mr. Chairman, if I may reply to the last statement, as Parliamentary Secretary to the minister of Public Works, the supplementary estimates for Public Works will be on Thursday night at 8 o'clock, and they do not include any supplementary estimates for the House of Commons at all.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Since you have intervened, Mr. Maine, could you tell us whether that is because no extra funds were needed or is there some way of finding out what amount of money was actually spent?

Mr. Maine: I will certainly undertake to do that.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): I presume, Mr. Stewart, that is a question you would want asked?

Mr. Stewart: Yes, because this thing of having some costs here, some costs there and some somewhere else simply seems to me to be an effort not to let people know exactly that this is costing. As far as I am concerned, for the record, I would just like to express an opinion that it is a hell of a waste of money.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Any other question, Mr. Stewart?

Mr. Stewart: No. That is all, thank you.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Mr. Lambert, Bellechasse.

• 1550

Mr. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, le montant de \$1,800,000 pour les publications et impressions parlementaires servira-t-il à payer des dépenses qui se font actuellement ou s'il s'agit d'un montant à dépenser d'ici le 31 mars?

Mr. St-Jacques: Dans nos prévisions budgétaires pour l'année en cours, nous avons prévu une somme de \$6,200,000, pour couvrir le coût de toutes ces publications-là, à la suite de factures que nous recevons du gouvernement. Après environ

[Traduction]

ment ce que coûte aux contribuables canadiens l'installation de la télévision à la Chambre des communes?

M. St-Jacques: J'ai sous les yeux un rapport présenté par Alex Small, qui est attaché au Comité de la radio et de la télévision. Le montant de 4.35 millions de dollars qui apparaît dans ce rapport comprend exclusivement les dépenses imputables à la Chambre des communes. Il englobe également certains montants qui figureront au budget de 1978-1979. Bien que cette année nous aurons un budget de 4.35 millions de dollars pour les dépenses en capital, nous pensons que l'année prochaine nous aurons besoin de 1.25 million de dollars supplémentaire. Cela bien sûr ne tient pas compte des sommes que les Travaux publics devront déboursier, et malheureusement je n'ai pas ces chiffres.

M. Stewart: Je vois.

M. St-Jacques: J'imagine que les chiffres des dépenses requises par ces postes figureront dans le budget supplémentaire des Travaux publics, si toutefois un budget supplémentaire est nécessaire.

Le président suppléant (M. Ellis): Monsieur Maine.

M. Maine: Monsieur le président, en ma qualité de secrétaire parlementaire auprès du ministre des Travaux publics, je voudrais répondre à cette dernière déclaration. Le budget supplémentaire des Travaux publics sera étudié jeudi soir à huit heures et ne comprend pas de budget supplémentaire pour la Chambre des communes.

Le président suppléant (M. Ellis): Puisque vous êtes intervenu, monsieur Maine, cela est-il dû au fait qu'on n'a pas eu besoin de fonds supplémentaires, et existe-t-il un moyen de savoir quel a été le montant exact des dépenses?

M. Maine: Je veillerai à vous donner ces renseignements.

Le président suppléant (M. Ellis): Je suppose, monsieur Stewart, que c'est la question que vous vouliez poser?

M. Stewart: Oui. J'ai l'impression qu'en disséminant à droite et à gauche ces dépenses, on veut cacher aux Canadiens le montant exact de ces coûts. J'estime, pour ma part, que c'est un monstrueux gaspillage.

Le président suppléant (M. Ellis): Vous avez une autre question, monsieur Stewart?

M. Stewart: Non, c'est tout, merci.

Le président suppléant (M. Ellis): Monsieur Lambert, Bellechasse.

Mr. Lambert (Bellechasse): Mr. Chairman, will the amount of \$1,800,000 for parliamentary printing and publications be used to pay for present expenses or is it an amount which will be spent before March 31?

Mr. St-Jacques: According to our budgetary provisions for the current year, we had calculated an amount of \$6,200,000 to cover the cost of all these publications, as we are billed through the government. After approximately six months, we

[Text]

six mois, nous nous sommes rendu compte que le montant de \$6,200,000 ne serait pas suffisant. Nous croyons maintenant qu'il nous en coûtera plutôt environ 8 millions de dollars pour toutes ces publications-là. Alors, cela explique pourquoi nous avons dû prévoir une somme supplémentaire de \$1,800,000.

M. Lambert (Bellechasse): Bon. En ce cas, il n'y a aucun montant de prévu là-dedans pour l'achat de cartes pour l'usage des députés, de cartes Scripto-Matic, par exemple, pour des adresses? Absolument pas?

M. St-Jacques: Absolument pas.

M. Lambert (Bellechasse): Bon. Est-ce que des suggestions vous ont été faites par le personnel, par le responsable des impressions à ce sujet-là?

M. St-Jacques: Nous avons fait une étude il y a quelques années et d'ailleurs, je pense que les résultats de cette étude avaient été présentés devant le comité. Il avait été décidé à ce moment-là qu'on remettrait à plus tard une décision à ce sujet. Alors, par conséquent, pour le moment du moins, il n'y a aucune somme de prévue pour mettre sur pied un programme semblable.

M. Lambert (Bellechasse): Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert.

Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

I have a question relating to the second item on this list of four for staff requirements. I may not understand the significance of 15 man-years but if I do understand it correctly, and I have worked out a bit of mathematics, it would look as though that is a payment of roughly \$33,333 per person. Am I right?

Mr. St-Jacques: That is correct.

Mr. Halliday: I find it a little hard to understand why these two...

Mr. St-Jacques: I think, now that we have hired a number of these people, that the amount of \$500,000 might be a bit on the generous side, but at the time we were preparing the supplementary estimates, we were working on the basis of an organizational proposal which had been submitted by the project team and in this particular proposal, there were positions at the level of \$40,000, others at the level of \$33,000, \$35,000, \$30,000. This has been watered down, of course, since then, but to be on the safe side we did provide an amount of \$500,000, which corresponded to the amount submitted to us by the project team.

Mr. Halliday: Do you think, Mr. Chairman, that it would be fair to ask that we have a copy of, not necessarily the names but certainly the positions of these various people and what their pay is, in the end result?

Mr. St-Jacques: Yes, such a report will be submitted to the Committee on Broadcasting.

Mr. Halliday: A supplementary, and really on the same thing. In the estimates, here on page 90, in the bottom paragraph under the heading of "Manpower", again I am not sure I understand it. It says: "Planned Total Man-years", and that comes to 15; and then it says in the next column,

[Translation]

realized that the amount of \$6,200,000 will not be sufficient. We now believe that this amount will rather be to the tune of \$8 million. This is the reason why we had to allow for a supplementary amount of \$1,800,000.

Mr. Lambert (Bellechasse): Well, in that case, there is no amount for the purchase of cards, Scripto-Matic cards, for example, for the members? Absolutely none?

Mr. St-Jacques: Absolutely none.

Mr. Lambert (Bellechasse): Well, did you receive any suggestions from the staff or from the printing bureau to that effect?

Mr. St-Jacques: We made a study a few years ago on the subject and I think that the results of the study have been submitted to the Committee. We had decided to postpone our decision. Consequently, and at least for the time being, there is no amount whatsoever allotted for such a program.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you.

Le président: Merci, monsieur Lambert.

Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Je voudrais poser une question au sujet du deuxième article de cette liste. Je ne comprends pas très bien que l'ont ait besoin de 15 années-hommes mais, et j'ai fait un peu de mathématiques, il me semble que cela représente un salaire d'environ \$33,333 par personne. Est-ce exact?

M. St-Jacques: C'est exact.

M. Halliday: J'ai de la difficulté à comprendre pourquoi ces deux...

M. St-Jacques: Nous avons embauché plusieurs personnes et il me semble maintenant que le montant de \$500,000 est peut-être un peu généreux. Mais au moment où nous préparions le budget supplémentaire, nous avons fondé nos calculs sur une proposition soumise par l'équipe responsable du projet. Certains postes devaient être rémunérés au niveau des \$40,000, d'autres de \$33,000, \$35,000, et \$30,000, ces chiffres ont bien sûr été atténués depuis, mais nous avons néanmoins prévu un montant de \$500,000, ce qui correspond au montant qui nous a été proposé par l'équipe responsable du projet.

M. Halliday: Pensez-vous, monsieur le président, que nous pourrions obtenir, la liste pas nécessairement des noms, mais du moins des postes occupés par ces employés ainsi que leur salaire?

M. St-Jacques: Oui, ce rapport sera présenté au comité de la radio.

M. Halliday: J'ai une question complémentaire sur le même sujet. Je ne suis pas très sûr de bien comprendre le dernier paragraphe de la page 90 du budget, à la rubrique «main-d'œuvre». Une colonne est intitulée «années-hommes totales autorisées» soit 15; et la colonne suivante s'intitule «effectif

[Texte]

“Planned Continuing Employees on March 31, 1978”, and that comes to 30. If I interpret that correctly, it means that for this fiscal year you are planning on 15 but for the ensuing . . .

Mr. St-Jacques: No, what is occurring here is that we expected, when these estimates were being prepared, that there would be 30 persons on strength but since they would only be on strength for half-a-year, this represented 15 man-years.

Mr. Maine: Half-a-year. Half-a-year times 30 equals 15 man-years.

Mr. Halliday: I understand that but is this telling us that what you are going to have at the end of March 31, 1978 will be 30 man-years?

Mr. St-Jacques: That is right.

Mr. Halliday: Oh, I see.

Mr. St-Jacques: It is double the amount. Actually the provision is for six months, so in terms of a full year . . .

Mr. Halliday: So this does not represent an increase, then, come the end of March.

• 1555

Mr. R. E. Thomas (Director of Legislative Services, House of Commons): Mr. Chairman, that figure might change with time because we do not know yet what the final outcome of the whole picture is. It depends on what decisions are made in the special committee established to implement the resolution. So it could possibly go up.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, are we going to have another round? I have questions on different topics.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): You have lots of time right now, Dr. Halliday, if you wish. I am going to use what I think we always have in committee, about 10 minutes each, and be fairly lax if someone goes a few minutes under or over. We can have a second round if you wish to later on.

Mr. Halliday: I would like to ask a question if it is in order now. It is apropos of the printing costs really, and on behalf of one of the government members who could not make it today. Ken Robinson stopped me on the stairs coming down just now, and he is concerned about the printing regulations with respect to the distribution to householders in that new part of one's constituency. He was told that if he wants to circulate—say in his new constituency 20 per cent of it is currently outside of his present constituency. If he wants to circulate that new addition he has to use one of his total mailings. He has to indicate that he is willing to use an extra . . .

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Dr. Halliday, with all due respect, what I think we should do for the moment is stick to the supplements here before us. The question you have brought up is one that has affected a number of members. I have a suggestion from Mr. St-Jacques as to one way that it can be handled. I think we will have to deal with that at a later meeting or if the Committee wishes—I am at your disposal—after we have settled Vote 5a. But you have more time for other questions.

[Traduction]

constant projeté au 31 mars 1978», soit 30. Si je comprends bien, vous prévoyez 15 années-hommes pour cette année financière mais 30 pour la suivante?

M. St-Jacques: Non, lorsque nous avons établi ce budget, nous pensions employer 30 personnes. Mais puisqu'elles ne seront employées que pendant 6 mois, cela représente 15 années-hommes.

M. Maine: Six mois. Six mois multipliés par 30 égalent 15 années-hommes.

M. Halliday: Je comprends cela, mais est-ce que cela signifie que nous aurons 30 années-hommes au 31 mars 1978?

M. St-Jacques: C'est exact.

M. Halliday: Je vois.

M. St-Jacques: C'est deux fois ce chiffre. C'est un calcul pour 6 mois, donc, au bout d'un an . . .

M. Halliday: Cela ne représente donc pas une augmentation à la fin mars.

M. R. E. Thomas (Directeur des services législatifs, Chambre des communes): Monsieur le président, ce chiffre pourrait changer, car nous ne savons pas encore vraiment ce qui se passera. Cela dépend des décisions qui seront prises au comité spécial chargé d'appliquer la résolution. Il pourrait donc augmenter.

M. Halliday: Monsieur le président, aurons-nous un autre tour? J'ai des questions portant sur différents sujets.

Le président suppléant (M. Ellis): Vous avez beaucoup de temps maintenant, monsieur Halliday, si vous le désirez. Comme c'est le cas habituellement en comité, je vais accorder environ 10 minutes à chacun, tout en étant assez tolérant à quelques minutes de moins ou de plus. Nous aurons un second tour si vous le désirez.

M. Halliday: J'aimerais poser une question si c'est possible maintenant. Il s'agit du coût des imprimés; je pose la question au nom d'un député du gouvernement qui ne pouvait pas venir aujourd'hui. Ken Robinson m'a arrêté dans l'escalier il y a quelques minutes. Il se soucie des règlements concernant les imprimés pour ce qui est de la distribution aux chefs de famille dans cette nouvelle partie de nos circonscriptions. On lui a dit que s'il voulait faire circuler—disons que sa nouvelle circonscription est à 20 p. 100 à l'extérieur de sa circonscription actuelle, donc que s'il voulait faire circuler des imprimés il devait se servir de son allocation totale pour les mises à la poste. Il m'a mentionné qu'il veut bien se servir d'un . . .

Le président suppléant (M. Ellis): Monsieur Halliday, sauf votre respect j'aimerais pour le moment m'en tenir au budget supplémentaire que nous avons devant nous. La question que vous avez soulevée touche également un certain nombre de députés. M. St-Jacques me dit qu'il est possible de répondre à cette question. Je pense qu'il faudra le faire à une autre réunion du Comité ou, si vous le désirez—je suis à votre disposition—après que nous aurons terminé l'étude du crédit

[Text]

Mr. Halliday: I have nothing more directly concerned with Vote 5a except that you could always make it relate somehow or other.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): It would be related but I think that is a policy question, Dr. Halliday.

Mr. Halliday: That is where I learned it, on a committee.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Of course, and from your own people. Dr. McIsaac.

Mr. McIsaac: Mr. Chairman, I have three or four questions. Getting back to the amount voted here, or being asked to be voted, \$4.3 million for the construction and acquisition of machinery and equipment for televising the House, how much was spent approximately on equipment, on the cameras and so on, the technical aspect of it? The second question is, how much has been spent to date on modifications to the Chamber which the Sergeant-at-Arms outlined, a number of which come under this vote?

Thirdly, what is anticipated to be the annual operating cost of the installation in the House once it is there and complete. The \$500,000 that is here, and some questions have been raised on it, is that a reasonable looking figure at this time, or what?

Mr. St-Jacques: In terms of the costs incurred so far or what we have been billed for so far, unfortunately a number of billings have still not been received. So I am unable at this time to give you any figures as to what has been paid to this date. In terms of what the over-all operating budget will be for this particular program next year, leaving aside the capital investment which will be taken care of mostly this year—as I mentioned previously it appears that there will be a requirement for at least an additional \$1,250,000 on the basis of what has been accepted so far by the Committee. Next year there will be further capital expenditures of \$1.2 million. It is expected that the payroll next year for the staff attached to this particular program will be \$1 million, and that is not making provision for any supplementary staff that may be required as a result of the expansion of the program to take in committee proceedings.

It is strictly on the basis of a report which was submitted to us some months ago, and it was on the basis of that information that the supplementary estimates were prepared. So it is very difficult to tell exactly first of all how much it costs so far because not all of the billings have come in, and in terms of next year we do know what the capital expenditures will be, we do know what the staff costs will be, and we have an idea as to what the tape costs will be. But I do not believe we have yet determined if there will be a recovery of the cost of tapes that are made available to various people who want to make use them.

So there again, will the revenue portion offset the cost portion in terms of the tapes? That is still very uncertain

[Translation]

5a. Mais vous avez encore du temps pour poser vos autres questions.

M. Halliday: Je n'ai rien d'autre à dire concernant directement le crédit 5a, sauf que vous pouvez toujours relier ma question à ce crédit.

Le président suppléant (M. Ellis): Sans doute, mais je crois qu'il s'agit là d'une question de politique, monsieur Halliday.

M. Halliday: C'est ici que j'ai appris cela, au Comité.

Le président suppléant (M. Ellis): Évidemment, et de vos propres gens. Monsieur McIsaac.

M. McIsaac: Monsieur le président, j'ai trois ou quatre questions à poser. Pour revenir au montant voté ici, ou qu'on nous demande de voter, 4.3 millions de dollars pour la construction et l'acquisition d'équipement et de matériel pour la télédiffusion des délibérations de la Chambre, combien avez-vous dépensé environ pour l'équipement, les caméras, etc., pour l'aspect technique de la question? Ma deuxième question est la suivante: combien avez-vous dépensé jusqu'à maintenant pour modifier la Chambre ainsi que l'a mentionné le sergent d'armes, un certain nombre de choses étant couvertes par ce crédit?

Troisièmement, quel sera le coût d'exploitation annuel prévu pour ces installations à la Chambre une fois que ce sera terminé? Il y a \$500,000 de mentionnés ici, certains ont posé des questions à ce sujet, est-ce un chiffre raisonnable à ce moment-ci?

M. St-Jacques: Pour ce qui est des coûts encourus jusqu'à maintenant, ou facturés à ce jour, malheureusement un certain nombre de factures n'ont pas encore été reçues. Je ne puis donc pas à ce moment-ci vous donner de chiffre concernant ce qui a été payé à ce jour. Quant au budget global d'exploitation pour ce programme l'an prochain, en mettant de côté les investissements en capital dont on s'occupera en grande partie cette année—je l'ai mentionné un peu plus tôt—il semble qu'il faudra au moins une somme additionnelle de 1.250 million de dollars étant donné ce qui a été accepté jusqu'à maintenant par le Comité. L'an prochain, il y aura d'autres dépenses d'immobilisation de quelque 1.200 million de dollars. On s'attend que la masse salariale l'an prochain pour le personnel affecté à ce programme sera d'un million de dollars. Cela ne prévoit pas le personnel additionnel qui sera peut-être nécessaire, à la suite de l'expansion du programme pour englober les comités.

Je me fonde en tout sur le rapport qui nous a été présenté il y a quelques mois et sur les renseignements qui ont servi à la préparation du budget supplémentaire. Il m'est donc très difficile de vous dire exactement combien cela nous a coûté jusqu'à maintenant, car nous n'avons pas encore toutes les factures, et pour l'an prochain, nous savons quelles seront les dépenses d'immobilisation, ce que nous coûtera le personnel, et nous avons une idée de ce que les rubans magnétoscopiques nous coûteront. Mais je ne crois pas que nous ayons établi encore s'il y a recouvrement des coûts des rubans qui sont disponibles à diverses personnes qui veulent s'en servir.

De nouveau, est-ce que la partie revenu compensera la partie coût pour les rubans? C'est tout à fait incertain pour l'instant, car nous n'avons pas encore reçu d'instructions du Comité.

[Texte]

because we have not received any directions as yet from the Committee.

• 1600

Mr. McIsaac: Mr. Chairman, just a couple of followups. If I, going to another vote that is here, understood your earlier opening remarks correctly, the additional \$1.8 million, in terms of Parliamentary printing and publications, you are not talking here about Members' Services and printing along that line, you are talking about printing *Hansard*, *Committee Proceedings*, et cetera . . .

Mr. St-Jacques: Right.

Mr. McIsaac: . . . and that figure would now be approaching about \$8 million, is that correct?

Mr. St-Jacques: That is correct.

Mr. McIsaac: I just want to go on record as strongly disagreeing with my colleague from Cochrane to the extent that if we are spending \$8 million on the printed records of the House itself and its various committees, it seems to me perhaps we could re-examine where some of that money is going. I do not know whether we need as many copies and as many copious printing reports. I really believe the million that you are talking about in respect of annual televising is a much more useful kind of thing to be doing in terms of our spending, as far as the House is concerned and making use of a modern media, getting it out to parts of the country where just one hell of a lot of that \$8 million printing never reaches. I just want to say that I think it is a wise expenditure and I would wonder whether we could review some of the present spending on the printing side of it to wind up, not spending any more, but making the proceedings available to both media and thereby reaching just many, many more people across the country.

An hon. Member: That is a noble thought.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you, Dr. McIsaac.

Mr. Comtois.

M. Comtois: Monsieur St-Jacques, il est question du salaire des employés des bureaux de circonscription, lequel salaire a été révisé. A plusieurs reprises, des représentations ont été faites pour faire changer l'allocation qui s'applique aux comtés dans le cas où plus d'une personne est employée. Actuellement, c'est le montant minimum qui s'applique, lequel est de \$9,116. Je sais que plusieurs députés ont formulé des plaintes à l'effet que, lorsqu'il y a plus d'un employé dans plus d'un bureau, l'allocation maximale devrait s'appliquer. Je pense que ce serait très logique. Je cite mon cas en exemple. J'ai deux bureaux de circonscription, à cause des dimensions et du nombre d'électeurs de mon comté. Actuellement, je suis obligé de diviser le \$9,000 en trois parties. J'emploie trois personnes à temps partiel dans les deux bureaux. Elles se partagent le travail. Je pense qu'il serait logique, dans le cas où un député a plus d'un bureau, que ce montant-là soit changé. Au lieu de \$9,000, le montant maximal de \$11,093 deviendrait l'allocation

[Traduction]

M. McIsaac: Monsieur le président, j'ai quelques questions dans le même sens. Pour passer à un autre crédit, si j'ai bien compris vos déclarations préliminaires, la somme additionnelle de 1.8 million de dollars pour les publications et impressions parlementaires ne concerne pas seulement les services aux députés et les impressions, mais l'impression du *Hansard*, des comptes rendus des Comités, etc.

M. St-Jacques: C'est exact.

M. McIsaac: . . . et ce chiffre sera maintenant d'environ 8 millions de dollars, n'est-ce pas?

M. St-Jacques: C'est exact.

M. McIsaac: Je voudrais consigner au procès-verbal et je suis tout à fait en désaccord avec mon collègue de Cochrane, dans ce sens que si nous dépensons 8 millions de dollars pour les journaux de la Chambre et de ses divers comités, il me semble que nous pourrions peut-être revoir à quoi sont affectés certains de ces coûts. Je ne sais pas si nous avons besoin d'autant d'exemplaires de comptes rendus et de rapports volumineux. Je crois vraiment que le million de dollars dont vous parlez au sujet des émissions de télévision pour l'année serait beaucoup plus utilement dépensé pour ce genre de choses, du moins du point de vue de la Chambre, si on se sert des media d'information modernes pour rejoindre des parties du pays où une grande partie de ces 8 millions de dollars d'impression n'a jamais accès. Je voulais simplement ajouter qu'à mon avis c'est une dépense sage et je me demande si nous ne pourrions pas réviser une partie de nos dépenses actuelles relativement aux impressions, afin de ne pas dépenser davantage mais plutôt de voir à ce que les comptes rendus soient disponibles aux deux media, et de cette façon rejoignent beaucoup plus de personnes au pays.

Une voix: C'est une idée qui est bien noble.

Le président suppléant (M. Ellis): Merci, monsieur McIsaac.

Monsieur Comtois.

Mr. Comtois: Mr. St-Jacques, there is also the question of the office staff salaries in the ridings, which salaries have been revised. In several occasions, representations have been made to change the allocation applicable to constituencies where more than one person is employed. Presently, the amount applicable is the minimum that is \$9,116. I know that several members have complained for the fact that where there are more than one employee, in more than one office, the maximum allowance should apply. I believe it would only be logical. Take my case, for example. I have two offices in my riding, because of the scope of the riding and the number of voters in my constituency. Right now I have to divide this \$9,000 in three parts. I have three people doing part-time in both offices. They split the work. I think it would be logical in the case of the member who has more than one office that this amount be changed. Instead of \$9,000 the maximum amount of \$11,093 would become the allowance for this constituency. I

[Text]

tion de ce comté-là. Je pense que plusieurs députés sont pris avec le même problème, et trouvent très difficile d'opérer avec le montant minimum. Je pense qu'il serait dans la ligne de la logique même de faire en sorte que le montant maximum s'applique. Je ne dis pas que cela devrait commencer demain matin, mais il faudrait peut-être prévoir, lors du prochain ajustement de salaire des employés des circonscriptions, cette différence qui devient très importante pour plusieurs députés.

Mr. St-Jacques: Le montant de \$9,116 avait été établi à la suite d'un rapport qui avait été déposé par ce Comité. Je pense que d'autres députés, à la suite de cette décision acceptée par les commissaires de la régie intérieure, avaient exprimé, comme vous, les mêmes objections. Par la suite, je crois que nous avons présenté des chiffres supplémentaires qui établissaient la moyenne des salaires de ceux et celles qui étaient employés à plein temps à la Chambre des communes. Je pense que nous étions arrivés à un chiffre se situant aux environs de \$9,006 ou \$9,007, ce qui semblait refléter la moyenne. Je pense que la question est peut-être encore à l'étude devant un de vos sous-comités. Alors c'est peut-être à ce niveau-là que des propositions seront faites dans un avenir plus ou moins rapproché.

M. Comtois: Merci.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you, Mr. Comtois. Do you have any other questions? If not, Mr. Symes is next.

Mr. Symes: I would like to ask Mr. St-Jacques in relation to the cost of the Parliamentary printing of publications, when was the last time the Officers of the House did a review as to the adequacy or not, say of 1,000 copies of the *Minutes of proceedings* per Committee? Is that, for example, too many copies for the utilization of these minutes? Also with regard to the cost of distributing *Hansard*, which I believe is 5 cents a copy, or \$3 a session, which does not even cover postal charges, when was the last time any comprehensive review was done of the parliamentary printer?

• 1605

Mr. St-Jacques: I will ask Mr. Thomas to take that one.

Mr. Thomas: As far as [Hansard] is concerned, I believe the last time they considered that was the last time the Printing Committee sat, which was several years ago.

With respect to the number of copies of printed issues of committee meetings, we look at that at the beginning of the session when the committees are being established again to see whether the numbers left over is excessive or otherwise. Some committees decide that 1,000 is not enough. The Justice Committee, for example, have raised theirs, and I believe Health and Welfare at one time raised theirs when they were studying a specific item. We have no control over that. This is a decision of the committee itself.

Mr. Symes: It seems to me that most committees are under the impression that 1,000 is what is needed and I am just

[Translation]

think that several members have the same problem and find it very difficult to operate with a minimum amount. It would be wise to see that the maximum amount applied. I do not say that this could start tomorrow morning but it could be studied when the next staff salary adjustments will come and the difference would be very important for several members.

Mr. St-Jacques: The amount of \$9,116 has been set following a report presented by this Committee. I believe other members, following this decision accepted by the Commissioners of Internal Economy, have voiced the same objections. I believe we have later on presented supplementary figures fixing the average salary for those employed full-time at the House of Commons. We arrived at a figure in the neighbourhood of \$9,006 or \$9,007, which seemed to be the average. I believe this question is still under study in one of your sub-committees. It might be at that level that the proposals will be made in the more or less distant future.

Mr. Comtois: Thank you.

Le président suppléant (M. Ellis): Merci, monsieur Comtois. Avez-vous d'autres questions? Sinon, M. Symes est le prochain sur ma liste.

Mr. Symes: J'aimerais demander à M. St-Jacques, en rapport avec le coût des impressions et des publications parlementaires, quelle était la dernière fois où les officiers de la Chambre ont révisé ces chiffres pour savoir s'ils convenaient ou non, prenons par exemple le cas de 1,000 exemplaires des comptes rendus des comités? Par exemple, s'agit-il de trop d'exemplaires dans ce cas-ci? Pour ce qui est du coût de la distribution du *Hansard*, qui est je crois de 5 cents la copie ou \$3 la session, cela ne couvre même pas les frais postaux. Quand, la dernière fois, avons-nous fait une revue complète des impressions parlementaires?

Mr. St-Jacques: Je vais demander à M. Thomas de vous répondre.

Mr. Thomas: Pour ce qui est du *Hansard*, je crois que la dernière fois que la question a été étudiée c'est lors de la dernière réunion du comité des impressions, il y a plusieurs années.

Quant au nombre d'exemplaires des comptes rendus des comités, nous en parlons au début de la session lorsque chaque comité entre de nouveau en fonction, pour voir si le nombre d'exemplaires qui reste est excessif. Certains comités ont décidé que 1,000 exemplaires n'étaient pas suffisants. Le Comité de la justice, par exemple, en a augmenté le nombre et je crois que le Comité de la santé et du bien-être social a fait la même chose lorsqu'il étudiait un article en particulier. Nous n'avons pas de contrôle là-dessus. C'est une décision que doit prendre le comité de lui-même.

Mr. Symes: Il me semble que la plupart des comités ont l'impression que 1,000 exemplaires sont nécessaires et je me

[Texte]

wondering if members of a committee could not have more specific direction from the officers who review the situation on a yearly basis. For example, certain committees may have used up so many hundred in the past session and perhaps for this session a lower number might be advisable.

Also, regarding [Hansard], I would think it is time to review the cost of that issue and that it should be raised because of the increase in cost, and I hope some recommendation would be taken to the Speaker. Is that a function of this Committee or would that be a function of administration?

Mr. Thomas: Well . . .

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Mr. Symes, I am going to interrupt Mr. Thomas to say that I have a personal opinion on this, and I think it is shared by some of the other Committee members. I know it is shared by the Chairman, who is not here.

While Mr. Thomas can give you an answer on this right now I think the Chairman feels—I know I certainly agree with him and I would hope that most of the members of this Committee, who all look to me like they are going to be back after the next election, will agree—that over the years such items as this and other items will all eventually come under the purview of this Committee and that eventually the Management and Members' Services Committee would deal in depth with all such items that have to do with the House of Commons, the printing and everything else, and I would hope this is the intent of the Committee.

Mr. Thomas, you might want to answer the specific question that was asked.

Mr. Thomas: Mr. Chairman, all I was going to suggest is that it is not up to us to tell members what they should have and should not have. We have to provide what you decide you want.

Mr. Symes: But the problem of this Committee is to get a reference to these issues so that we can decide on them. As it is now, I assume the cost of *Hansard* is purely an administrative decision, what we charge the public and so on.

Mr. Thomas: That is correct. But where there is what we feel to be an excessive increase, we go back to the printers and discuss it at length.

Mr. Symes: If I may, Mr. Chairman, a further question. What is the reason for this \$1.8 million? Is it the cost of paper that has gone up, or has the demand for parliamentary publications escalated at that rate.

Mr. Thomas: It is a combination of factors, Mr. Chairman. Printing costs have gone up approximately \$9 a page from the previous fiscal year.

Mr. Symes: Nine dollars a page.

Mr. Thomas: Yes. That is the printed page. We are working now at trying to computerize as much as possible our publications, which would effect a saving of approximately \$40 a page in the final printed output, which is what we have accom-

[Traduction]

demande si les membres d'un comité ne pourraient pas recevoir des instructions plus précises des officiers qui révisent la situation chaque année. Ainsi, par exemple, certains comités n'ont utilisé peut-être que quelques centaines de comptes rendus pendant la dernière session et peut-être que pour cette session-ci un nombre moins élevé serait souhaitable.

Par ailleurs, pour ce qui est du *Hansard*, je pense qu'il serait temps de réviser le coût de cette publication afin qu'il soit augmenté, à cause de l'augmentation des coûts. J'espère que cela sera recommandé à l'Orateur. Est-ce que ce Comité-ci peut s'acquitter de cette fonction, ou s'agit-il du rôle de l'administration?

M. Thomas: En bien . . .

Le président suppléant (M. Ellis): Monsieur Symes, j'interromps M. Thomas pour vous dire mon opinion personnelle, qui est partagée, je crois, par certains autres membres du Comité. Je sais que le président la partage, mais il n'est pas ici.

M. Thomas peut vous répondre maintenant, mais je sais que le président est d'avis, comme moi-même, et j'espère la plupart d'entre vous, qui me paraissez devoir revenir après la prochaine élection, qu'au cours des années de tels articles de même que d'autres reviendront automatiquement à ce Comité et qu'éventuellement le Comité de la gestion et des services aux députés examinera en détail tous ces articles qui ont trait à la Chambre des communes, les impressions, et tout le reste. Ce sera, je l'espère, l'intention des membres du Comité.

Monsieur Thomas, vous voulez peut-être répondre à la question qui vous a été posée.

M. Thomas: Monsieur le président, j'allais mentionner que ce n'est pas à nous de dire aux députés ce qu'ils doivent ou ne doivent pas recevoir. Nous leur offrons ce qu'ils nous ont demandé.

M. Symes: Mais les problèmes de ce Comité, c'est qu'il nous faut un ordre de renvoi pour ces questions afin que nous puissions les régler. Actuellement, je crois que le coût du *Hansard* découle tout simplement d'une décision administrative, de ce qu'il faut demander au public.

M. Thomas: C'est exact. Mais lorsqu'il y a une augmentation que nous croyons excessive, nous communiquons avec les imprimeurs pour en discuter en profondeur.

M. Symes: Si vous me le permettez, monsieur le président, j'ai une autre question à poser. Quelle est la raison de ce 1.8 million de dollars? S'agit-il du coût du papier qui a augmenté ou la demande de publications parlementaires s'est-elle accrue à ce point?

M. Thomas: C'est une combinaison de facteurs, monsieur le président. Les coûts des impressions ont augmenté d'environ \$9 la page pendant la dernière année fiscale.

M. Symes: Vous avez bien dit \$9 la page?

M. Thomas: Oui. Il s'agit de la page imprimée. Nous essayons maintenant de mettre sur ordinateur autant que possible toutes nos publications et nous pourrions ainsi épargner quelque \$40 par page dans le résultat final des impres-

[Text]

plished in respect of our Order Paper, Votes and Proceedings. We are doing a trial run on the committee issues, which is a combination of Votes, Minutes of Proceedings sort of thing and *Hansard*-type approach. *Hansard* would be the last area that we would go to

Mr. Symes: I would like to address this to either Mr. St-Jacques or Mr. Thomas. On the staff allotment of \$500,000 for television and radio broadcasting, are the producers, directors and cameramen being paid the equivalent salary of the same people in either the CBC or CTV, approximately the same salary? If so, can we have the rounded figures on their salaries?

• 1610

Mr. St-Jacques: In response to the first part of your question, our rates of pay that we have developed to attract these people had to be generous enough to be able to hire the persons that we required for the program. I would say that the rates that were developed in order to attract these people might be a bit more generous than the prevailing rates in the outside industry.

Now in terms of a cameraman, I do not have the information here before me, but if I remember correctly, depending on the experience of these people we were talking in terms of \$18,000 to \$22,000. And then you have supervisory positions and you have technical positions which perhaps were a bit beyond that. It is very difficult to say, but in general terms the basic starting salary of anyone attached to the program, outside of the clerical support staff, is around \$18,000, and then depending on the years of experience that you have, you start adding to that basic amount which is the starting salary.

Mr. Symes: Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): I have yet on my list Mr. Dinsdale.

Mr. Dinsdale: I would like to agree with Dr. McIsaac with respect to the effect of the electronic media, particularly in more remote parts of the country, and I would presume, Mr. Chairman, that the question of the availability of television in the House, electronic *Hansard*, has been taken into consideration by the planning committee and those responsible for budgeting. Is there any idea of where we are going in this direction? The deterrent at the moment is the difficulty of getting the media out to the point of delivery. Can our advisers make any comments in that direction?

Mr. St-Jacques: Outside of the figures that I have already mentioned to you in terms of what they see now as being the program, the cost for this year will represent, if you take the staff in addition, close to \$5 million.

I received, for instance, just today a copy of a report which was approved by Mr. Speaker making provision for the purchase of tape duplicating equipment. It appears that in terms of distribution it is growing quite rapidly; there are a number of cable companies that are very much interested in obtaining tapes for distribution purposes, and this particular piece of

[Translation]

sions et c'est ce que nous avons réalisé pour le Feuilleton et pour les procès-verbaux. Nous sommes en train de faire un essai pour les comptes rendus des comités, envisageant en combinaison crédits, comptes rendus, et *Hansard*. Le *Hansard* serait le dernier sur notre liste.

M. Symes: J'aimerais poser cette question à M. St-Jacques ou à M. Thomas. Au chapitre de l'allocation de \$500,000 pour les besoins du personnel de la radiodiffusion et de la télédiffusion, les producteurs, directeurs et caméramans sont-ils payés un salaire équivalent à celui que reçoivent les personnes embauchées par Radio-Canada ou CTV? S'agit-il environ du même salaire? Dans l'affirmative, pouvez-vous me donner un chiffre rond concernant ces salaires?

M. St-Jacques: Pour répondre à la première partie de votre question, nos échelles de salaire, qui ont été établies pour attirer ces personnes, devaient être suffisamment généreuses pour nous permettre d'embaucher les personnes nécessaires au programme. Je dirais que les échelles sont peut-être un peu plus généreuses que celles existant dans le secteur privé.

Pour ce qui est des caméramans, je n'ai pas ces renseignements devant moi, mais si je me souviens bien, en tenant compte de l'expérience de ces personnes, les salaires étaient de \$18,000 à \$22,000. Vous avez ensuite les postes de surveillants et de techniciens dont les salaires sont un peu plus élevés. Il est très difficile de vous répondre, mais de façon générale les salaires de base de départ pour quiconque est affecté à ce programme, sauf pour le personnel de soutien, est d'environ \$18,000. Cela dépend évidemment des années d'expérience, et alors vous pouvez ajouter à ce montant de base qui est le salaire initial.

M. Symes: Merci, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Ellis): J'ai encore sur ma liste le nom de M. Dinsdale.

M. Dinsdale: Je suis d'accord avec M. McIsaac sur l'effet des médias électroniques, surtout dans les parties éloignées du pays. Je suppose, monsieur le président, que la question de la disponibilité de la télévision à la Chambre, du *Hansard* électronique, a été prise en considération par le comité de la planification et ceux qui sont responsables du budget. Est-ce que quelqu'un a une idée et peut nous dire où nous allons dans cette direction? L'élément de dissuasion, à ce moment-ci, c'est la difficulté d'obtenir les médias au point de livraison. Est-ce que nos conseillers peuvent nous renseigner à ce sujet?

M. St-Jacques: A part les chiffres que j'ai déjà mentionnés et qui font maintenant partie du programme, le coût pour cette année représentera, en plus du personnel, près de 5 millions de dollars.

Ainsi, j'ai reçu aujourd'hui seulement copie d'un rapport qui a été approuvé par M. l'Orateur et qui prévoit des dispositions pour l'achat d'équipements pour la reproduction des rubans. J'ai l'impression qu'au point de vue distribution, cela augmente très rapidement, il y a un certain nombre de sociétés de cablodiffusion qui sont très intéressées à ces rubans pour les

[Texte]

equipment will cost, if I remember correctly, something like \$75,000.

I do not know if we will be coming again before this Committee to seek your approval for supplementary estimates to the tune of \$75,000, but to my knowledge there is no provision in the amounts that are before you for this type of equipment. So perhaps when Supplementaries (B) come around we may be appearing again before this Committee, because it is moving quickly and it is difficult to determine in many respects exactly what will be happening. Most of these decisions are being looked at by this other committee and we have to respond in financial terms through this Committee. So it is a bit difficult to forecast exactly what is happening, because you have control over this program being exercised by another committee, but in terms of the dollar values it is being funded through here.

Mr. Dinsdale: That brings me to another question that I had intended to ask, and it follows on the line of a suggestion of our Chairman today. It looks as if there is a growing need for co-ordination of the functions of these two committees, because once we get into the electronic media business, an explosion occurs which radiates in all directions and you do not quite know what is going to be the fall-out.

• 1615

Dr. McIsaac indicated that he thought with the availability of the electronic *Hansard* it might cut back on the demand for the printed media. I would tend to say that it might even stimulate the demand but actually the media exposure is quite limited. Here in Ottawa, we are saturated by media but I am always amazed that the farther you get from Ottawa, the thinner and thinner becomes the coverage by the media, and once these folk out there see the product live in exciting technicolour, it could whet the appetite and they would say: we want to get more of this.

So, my suggestions is, I think it is rather essential to get everybody working together to see where we are heading.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Yes, do you want to comment on that Mr. St-Jacques?

Mr. St-Jacques: All I can say, Mr. Chairman, is that what we are doing now is reacting to proposals and decisions that have been taken by the Special Committee on TV and Radio Broadcasting. Like yourself, sir, they have gone to some length in obtaining information in relation to these proposals and I guess to a certain degree it is unfortunate that there is this distinction whereby the program is being looked at by this other committee, but in terms of the dollar amounts, it becomes a matter for discussion before this Committee.

To reassure the members of this Committee, I have attended a number of the committee meetings of this other committee and it is strictly on the basis of what is happening in terms of development right now that decisions are taking place. There is still this matter of the Committee proceeding which is still undecided and I would imagine that if a decision is taken on this in the course of this particular Parliament, it may be

[Traduction]

distribuer. Cet équipement coûtera, si je me souviens bien, quelque \$75,000.

Je ne sais pas si nous reviendrons de nouveau devant le Comité pour vous demander d'approuver un budget supplémentaire de \$75,000, mais à ma connaissance les montants que nous avons devant nous ne prévoient pas ce genre d'équipement. Ainsi, lorsque le budget supplémentaire (B) sera présenté, nous comparâtrons peut-être de nouveau, car la situation évolue très rapidement et il est difficile sous bien des rapports de dire exactement ce qu'il va se passer. La plupart des décisions ont été étudiées par cet autre comité, mais du point de vue financier, c'est ce Comité-ci qui est responsable. Nous ne pouvons donc pas prédire exactement de qui va se produire, car vous avez le contrôle de ce programme qui est élaboré par un autre comité. Mais du point de vue dollars, le programme est financé par celui-ci.

M. Dinsdale: Cela me conduit à vous poser une autre question qui fait suite un peu à ce qu'a dit le président aujourd'hui. Il semble qu'il y ait un besoin croissant de coordination des fonctions de ces deux comités, car une fois que nous sommes engagés dans les media électroniques, une explosion se produit et les radiations vont dans tous les sens sans que nous sachions exactement où se feront les retombées.

M. McIsaac avait dit que maintenant qu'il y aura un *hansard*, la demande pour la version imprimée diminuera peut-être. Je pense pour ma part que cela aurait tendance à stimuler la demande, bien que le temps d'antenne soit plutôt limité. A Ottawa nous sommes inondés par tous les média, mais plus on s'éloigne d'Ottawa, moins on en entend parler dans la presse et à la télé, si bien que lorsque les gens vivant dans des régions plus éloignées auront la possibilité de voir le déroulement en direct sur le petit écran, ils pourraient peut-être y prendre goût et exiger d'avoir davantage.

Il est donc essentiel de coopérer tous ensemble pour déterminer nos orientations.

Le président suppléant (M. Ellis): Avez-vous quelque chose à ajouter à cela, monsieur St-Jacques?

M. St-Jacques: Nous ne faisons que donner suite aux propositions et suggestions du Comité spécial sur la radio et la télévision. Les membres du Comité ont fait de gros efforts pour obtenir le maximum d'information se rapportant à ces propositions, et il est peut-être dommage que ce soit l'autre comité qui soit saisi de ce programme. C'est ce Comité-ci qui est certainement habilité à parler finances.

Je puis néanmoins vous assurer que j'ai assisté à plusieurs réunions de l'autre Comité et je sais donc que les décisions sont prises exclusivement sur la base de l'évolution actuelle. Une décision n'a pas encore été prise en ce qui concerne les délibérations des comités, mais si l'actuelle législature se prononçait sur cette question, des montants devraient sans doute être engagés outre ce dont je vous ai déjà parlé.

[Text]

necessary to make provision for sums in addition to those that I have mentioned to you already.

Mr. Dinsdale: I take it, Mr. Chairman, that the Committee on Printing is not a very active committee according to Mr. Thomas's comment. Perhaps it should become more active and perhaps it should be integrated with this Committee because we have a tiger by the tail, shall we say.

Mr. Thomas: Mr. Chairman, I have been here for over 10 years and it has not met in all those years.

Mr. Dinsdale: Who are the bodies?

The Acting Chairman (Mr. Ellis): My comment would be not only the Committee on Printing but the Committee on Restaurants and a few others might be integrated into this Committee eventually, but that is something not to be discussed this afternoon.

Mr. Dinsdale: have you anything else?

Mr. Dinsdale: Just a matter of housekeeping. I presume that the installation in the East Block is temporary?

Mr. Thomas: Where they are now at the present time is temporary. They are to move down one floor, I believe it is.

Mr. Dinsdale: I see, because it is rather difficult getting access to that place. It is the first time I have ever been challenged as an M.P. They required signatures in duplicate and . . .

Mr. Thomas: The building has not been turned over to us yet.

Mr. Dinsdale: Oh, I see. I thought there were some inner secrets going on.

Mr. Symes: The Prime Minister's computer is in the basement.

Mr. Dinsdale: I see.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Gentlemen, I have two names for the second round. Is there anyone else in the first round? Yes, Mr. Hopkins.

Mr. Hopkins: What are the roadblocks to amalgamating the printing and restaurant committees into this Committee? What is the procedure that has to be followed right now?

Mr. Thomas: Mr. Chairman, I would like to suggest that that would probably have to be discussed in the Procedure and Organization Committee because they are the ones who have to do with reviewing and making suggestions on the changing of Standing Orders. The Restaurant Committee is not one of the standing committees in our Standing Orders, but the Printing Committee is.

• 1620

Mr. Hopkins: I will try Dr. Halliday on for size. Is there any way that this Committee could have authority to put in this report to Mr. Speaker our recommendation in that regard?

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Mr. Hopkins, what we are dealing with now, of course, is Vote 5a and, as I said, I am at the disposal of the Committee. The minute we have disposed of Vote 5a, I am quite prepared to deal with one or two other matters, if the Committee wishes, but I do not see how in

[Translation]

M. Dinsdale: D'après M. Thomas, le Comité de l'imprimerie ne semble pas être très actif. Il devrait peut-être faire preuve de plus d'activité ou bien être intégré dans celui-ci, vu la complexité du problème.

M. Thomas: Depuis dix ans que je suis ici, ce Comité ne s'est pas réuni une seule fois.

M. Dinsdale: Qui en sont les membres?

Le président suppléant (M. Ellis): Ceci s'applique non seulement au Comité de l'imprimerie mais également au Comité des restaurants, et à plusieurs autres qui pourraient éventuellement être intégrés dans notre Comité, mais ceci n'est pas à l'ordre du jour de notre réunion de cet après-midi.

Vous avez quelque chose à ajouter, monsieur Dinsdale?

M. Dinsdale: Je suppose que les installations provisoires dans l'édifice de l'Est seront effectivement provisoires?

M. Thomas: L'emplacement actuel est effectivement provisoire car ils doivent déménager un étage en dessous.

M. Dinsdale: L'accès en est plutôt difficile. C'est la première fois depuis que je suis député qu'on m'a interpellé. On a exigé des signatures en doubles exemplaires et . . .

M. Thomas: L'immeuble ne nous a pas encore été officiellement remis.

M. Dinsdale: Je vois. Je croyais qu'il y avait des secrets.

M. Symes: L'ordinateur du premier ministre se trouve dans le sous-sol.

M. Dinsdale: Je vois.

Le président suppléant (M. Ellis): Deux noms sont inscrits pour le deuxième tour. Y a-t-il quelqu'un encore pour le premier tour? Allez-y, monsieur Hopkins.

M. Hopkins: Qu'est-ce qui empêche d'intégrer le Comité de l'imprimerie et celui des restaurants à notre Comité? Quelle serait la procédure à suivre?

M. Thomas: Cette question relève du Comité de la procédure et de l'organisation, chargé d'étudier et de faire des suggestions relatives à toute modification à apporter au Règlement. Or, le Comité des restaurants ne fait pas partie des comités permanents, d'après le Règlement, alors que le Comité de l'imprimerie en est.

M. Hopkins: Pourrions-nous inclure dans notre rapport destiné à M. l'Orateur notre recommandation à cet égard?

Le président suppléant (M. Ellis): En principe, nous devons étudier le crédit 5a) mais je ferai comme le comité l'entend. Dès que nous aurons terminé avec le crédit 5a), je suis à la disposition du comité pour étudier d'autres problèmes. Je ne crois pas que l'on puisse faire d'autres recommandations en

[Texte]

dealing with Vote 5a we can make any other recommendations. Any other questions, Mr. Hopkins?

Mr. Hopkins: How are we going to go about programming the televising of Parliamentary Committees? Are all of them going to be televised? Is it going to be on a selection basis? What is the procedure?

Mr. Thomas: The Special Committee has not decided that yet, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): On the second round, I have Mr. Lambert. Do you wish to ask some other questions now?

M. Lambert: Monsieur St-Jacques, est-ce que vous pourriez nous dire si à l'item des 4,350 mille dollars, il est compris le matériel de communications, de radio et de télévision, etc.? Est-ce que dans ces installations, il a été prévu de la fourniture de moniteurs dans les bureaux des députés, des *house leaders* ou des whips de partis, dans les édifices autres que l'édifice du centre?

M. St-Jacques: Non. Aucun montant n'a été prévu à ces fins-là. D'ailleurs cette question est encore devant le comité qui se penche sur ce programme.

M. Lambert: Alors, ce n'est pas prévu là-dedans?

M. St-Jacques: Pas du tout.

M. Lambert: Ils n'ont pas soumis de prévisions non plus à ce sujet-là?

M. St-Jacques: On est en train justement de faire des calculs dans ce sens-là, et je pense qu'il y a eu une réunion du comité hier. C'est toujours à l'étude.

M. Lambert: Mais pourquoi un fonctionnaire m'a-t-il demandé si je serais présent, à un moment donné, à mon bureau, pour que quelqu'un vienne me rencontrer et voir à quel endroit je voudrais faire installer un moniteur et où le câble pourrait être installé, et tout ça? Est-il autorisé à faire cela? Prend-il de l'avance?

M. Thomas: Il s'agit des préparations à l'étude. Il faut savoir combien de pieds de câble sont nécessaires, premièrement. Alors si dans un certain bureau il faut installer un moniteur dans le fond il y a une quinzaine de pieds de câble en plus à prévoir, etc.

M. Lambert: Ah, bon.

M. Thomas: C'est une partie de l'étude.

M. Lambert: Je vous remercie bien.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you. Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. A few minutes ago, Mr. St-Jacques in talking about the salaries of these 15 man-years made reference to the cameramen in that they might be between \$18,000 and \$22,000. What happens in an installation, such as at *Maple Leaf Gardens*, where there is an on-going production at given times? Who pays for the cameramen there? Are they paid for by *Maple Leaf Gardens* or by the networks? Who would pay for that?

Mr. St-Jacques: I am just guessing, but I would imagine it would be the CBC, through their sponsors really.

[Traduction]

même temps que nous étudions le crédit 5a). Avez-vous d'autres questions, monsieur Hopkins?

M. Hopkins: Comment va-t-on établir le programme de diffusion télévisé des réunions des comités? Est-ce que toutes ces réunions seront télévisées? Fera-t-on un choix parmi les réunions? Qu'est-ce qu'on compte faire au juste?

M. Thomas: Le comité spécial ne s'est pas encore prononcé, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Ellis): J'ai le nom de M. Lambert inscrit pour le deuxième tour. Avez-vous d'autres questions à poser?

Mr. Lambert: Could you tell us, Mr. St-Jacques, whether the \$4,350,000 item include communications material for radio and television? Does this installation include the supply of monitors in the offices of M.P.s, House Leaders and Party Whips in building other than the Centre block?

Mr. St-Jacques: No. No new amounts have been set aside for this purpose. Besides, this question is still before the Committee which is studying the program.

Mr. Lambert: So it is not included here?

Mr. St-Jacques: Not at all.

Mr. Lambert: And no estimates have been supplied in this connection?

Mr. St-Jacques: They are doing the calculations right now and the Committee met yesterday. The question is under consideration.

Mr. Lambert: Then why was I asked whether I would be in my office such and such a date so that they could talk with me and see where I wanted to have the monitor set up and where a cable might be installed? Is this person authorized to act the way he did?

Mr. Thomas: This is preparatory to the various studies. You have to know how many feet of cable will be necessary. For instance, if in a given office a monitor is to be installed at the back, then 15 extra feet of cable have to be provided, etc.

Mr. Lambert: I see.

Mr. Thomas: This is part of the study.

Mr. Lambert: Thank you.

Le président suppléant (M. Ellis): Merci. Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Il y a quelques instants, en parlant des salaires de ces 15 années-hommes, M. St-Jacques avait dit que les caméramen toucheraient de \$18,000 à \$22,000. Qu'est-ce qui se passe dans un endroit tel que le *Maple Leaf Gardens*, où une production se déroule à date fixe. Qui est-ce qui paie les caméramen, les responsables du *Maple Leaf Gardens* ou bien les réseaux de télévision?

M. St-Jacques: Je ne suis pas sûr, mais je suppose que c'est Radio-Canada, par l'entremise des promoteurs.

[Text]

Mr. Halliday: I take it then that in this situation it is the House of Commons that is paying for this, not the CBC or any of the networks.

Mr. St-Jacques: That is correct. All of these people are employees of the House of Commons.

Mr. Halliday: Is there any rationale why the budget of the House of Commons should be paying a part of the CBC budget? Really, what we are doing is we are allowing the CBC to get away with a lesser expenditure. They want our program, but they do not have to pay for it apparently, so we in the House of Commons have to pay for it.

Mr. Maine: It is an electronic *Hansard*, in the same way as ordinary *Hansard*.

Mr. Halliday: That is another point, Mr. Chairman, because we charge \$3 and Mr. Symes wanted to increase it. We are charging \$3 to people outside. Why should they have to pay for that then?

The Acting Chairman (Mr. Ellis): What does it matter?

Mr. Halliday: No, but let us be consistent, Mr. Chairman. We let people into our galleries for nothing, no charge to them. We charge people who cannot be here and who want to read it in the printed *Hansard* \$3 a session; and now we are giving, I gather, free and at our expense, the electronic *Hansard* to the CBC. There are some inconsistencies in this approach.

• 1625

That is why we need an integrated committee.

Mr. Thomas: Mr. Chairman, that is a question which should really be decided in the other committee.

It is not up to me to suggest to this Committee that you should not be looking at decisions of another committee since we are looking at dollars here. But everything that we have done so far is based on decisions in the other committee.

Mr. Halliday: Sir, if I may though, you are asking us to approve estimates here, to spend \$7 million, roughly. Most of it is related to television and you need our approval for it, presumably.

Mr. Thomas: Mr. Chairman, I would prefer to see our estimates go to the other committee!

The Acting Chairman (Mr. Ellis): It does not work that way, though.

Mr. Halliday: I have some reservations. I am sure that the members, particularly the government members such as Mr. Maine and Simma Holt if she were here today and were seeing that we were passing estimates to give the CBC more money to lessen its over-all costs of programming, would be quite upset. I have reservations about it being handled this way.

Mr. Thomas: There might be a slight misconception here, Mr. Chairman. We are providing the signals to the Bell

[Translation]

M. Halliday: Dans le cas qui nous intéresse ça sera la Chambre des communes qui paiera et non pas Radio-Canada ou les autres réseaux?

M. St-Jacques: C'est exact. Ces personnes seront des employés de la Chambre des communes.

M. Halliday: Comment se fait-il que la Chambre des communes doit prendre en charge une partie du budget de Radio-Canada? Ceci permettrait en effet à Radio-Canada de réduire ses frais d'exploitation. Ils vont profiter de notre programme mais non pas le payer. Ce sera à nous de la payer.

M. Maine: Ce sera un *hansard* électronique que nous paierons tout comme le *hansard* ordinaire.

M. Halliday: Ce qui m'amène à une autre question, monsieur le président, car nous le facturons \$3, et M. Symes voudrait que ce prix soit majoré. Actuellement les personnes de l'extérieur le paient \$3. Pourquoi est-ce que nous le faisons payer dans ces conditions?

Le président suppléant (M. Ellis): Qu'est-ce que cela peut bien faire?

M. Halliday: C'est qu'il faut être logique, monsieur le président. Après tout, l'accès des galeries de la Chambre est bien gratuite. Nous demandons \$3 aux personnes qui ne sont pas ici et qui veulent lire le *Hansard*, alors que nous donnons gratuitement et à nos frais le *hansard* électronique à Radio-Canada. Cela ne me semble pas très logique.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un comité intégré.

M. Thomas: Monsieur le président, c'est une question sur laquelle l'autre comité devra se prononcer.

Je n'ai pas dit que vous ne deviez pas étudier les décisions prises par les autres comités, puisque nous sommes censés examiner un budget. Mais toutes les mesures que nous avons prises jusqu'à présent découlent de décisions qui ont été prises par l'autre comité.

M. Halliday: Vous nous demandez d'approuver un budget d'environ 7 millions de dollars. Il s'agit presque exclusivement des coûts de la télévision et vous devez obtenir notre approbation.

M. Thomas: Monsieur le président, je préférerais que notre budget soit étudié par l'autre comité.

Le président suppléant (M. Ellis): Ce n'est pas comme cela que cela marche.

M. Halliday: Je suis certain que si les députés, et en particulier les députés du gouvernement comme M. Maine et M^{me} Simma Holt étaient là aujourd'hui, ils seraient tout à fait bouleversés de constater que nous sommes en train d'adopter un budget accordant davantage d'argent à Radio-Canada pour lui permettre de diminuer ses coûts de programmation. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce procédé.

M. Thomas: Vous vous faites peut-être une idée fautive, monsieur le président. Nous envoyons des signaux au bureau

[Texte]

Telephone toll Office. CBC picks it up there, so does CTV, Global and anybody else who wants it.

Mr. St-Jacques: And they are billed by—?

Mr. Thomas: And they are billed by Bell Telephone, not us.

Mr. Halliday: Sir, my initial question related to salaries. I started off on the salary question and I wondered who paid the salaries for camera men in Maple Leaf Gardens. The impression held by everybody is that it is paid for by CBC or CTV or whoever.

Mr. Thomas: My understanding is those are mobile teams of whatever network is covering the event.

Mr. Halliday: Yes, but CBC wants that hockey game so it pays for the cameras. CBC wants our program here, why will it not pay for the cameras.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): There is one difference. While I have not sat on the committee, I can say that in the Ontario House it is entirely different in that they photograph only what they want. I believe the networks put the camera men in there and as a consequence, what happens is that the lights go up when they decide they want to take a shot of the Premier or whoever it is debating and then the lights go back down again. Two hours later the lights come up when they want to film some other interesting speaker: and then the lights go back down again. I have experienced this . . .

An hon. Member: You could not sleep under those conditions.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): There is some consistency in what we are doing and, of course, our method is entirely different. But that notwithstanding, your point has been well taken.

Mr. McIsaac: Well, Mr. Chairman, I'm not sure the point has been well taken.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Excuse me, are you content, Dr. Halliday? Dr. McIsaac did want to get on.

Mr. McIsaac: I am not sure the point has been well taken. We are comparing apples and oranges, to a degree. If we are producing an electronic [Hansard], perhaps we could eventually be selling—I am not sure if we would have the same market the NHL does in terms of finding sponsors; the CBC is not in Maple Leaf Gardens for its own sake. I mean, they are not spending public money there. They are being very well paid through sponsors for that production.

But perhaps this Committee and the other committee that is studying the matter will eventually be able to—I think you Mr. St. Jacques, mentioned the possibility of some payment for the use of these various tapes, which are available, I believe, to all of the various networks, the cable people and so on, not only the CBC—Is that correct?

Mr. Thomas: More or less, Mr. Chairman. We are restricted by the amount of equipment we have at the present time. This mass reproducer which was mentioned a while ago will

[Traduction]

de Bell Canada, et Radio-Canada, CTV, Global et tous les autres réseaux qui le désirent viennent les capter.

M. St-Jacques: Et de qui reçoivent-ils leurs factures?

M. Thomas: De Bell Canada, pas de nous.

M. Halliday: Je voudrais revenir à la question des salaires. Je voudrais savoir qui rémunère les caméramen du programme *Maple Leaf Gardens*. Le public en général pense qu'ils sont payés par Radio-Canada ou CTV.

M. Thomas: Je crois savoir que ce sont des équipes mobiles envoyées par les réseaux qui couvrent l'événement en question.

M. Halliday: Oui, mais lorsque Radio-Canada veut faire un reportage sur un match de hockey, c'est ce réseau qui paie les caméramen. Puisque Radio-Canada veut faire un reportage sur les délibérations de la Chambre, pourquoi cette Société ne paierait-elle pas ses caméramen?

Le président suppléant (M. Ellis): Il y a une différence. Je ne fais pas partie de l'assemblée législative de l'Ontario, mais je puis vous dire que les procédures sont tout à fait différentes puisque les journalistes de Radio-Canada ne photographient que ce qu'ils veulent. Ce qui se passe c'est que les lumières s'allument chaque fois qu'ils décident de filmer le premier ministre ou quelqu'un d'autre, et s'éteignent après. Deux heures plus tard, les lumières se rallument car ils veulent filmer une intervention intéressante. Ensuite les lumières s'éteignent à nouveau. J'ai déjà fait l'expérience de cela . . .

Une voix: Impossible de dormir dans ces conditions.

Le président suppléant (M. Ellis): Il me semble que nous procédons de façon logique bien que notre méthode soit tout à fait différente. Mais je crois que votre argument est bien fondé.

M. McIsaac: Monsieur le président, je ne pense pas que cet argument soit si bien fondé que cela.

Le président suppléant (M. Ellis): Excusez-moi, avez-vous fini monsieur Halliday? M. McIsaac voudrait prendre la parole.

M. McIsaac: Je ne suis pas sûr que cet argument soit bien fondé. Nous sommes en train de comparer des pommes et des oranges. Si nous produisons un hansard électronique, nous pourrions peut-être le vendre, bien que je ne suis pas sûr que nous trouvions autant de parrains que la LNH. Radio-Canada ne se trouve pas par plaisir à *Maple Leaf Gardens*. Je veux dire qu'il ne dépense pas les deniers publics. Ils sont très bien payés pour cette production.

Mais ce Comité ainsi que l'autre comité qui étudie la question, pourront peut-être être capables . . . Monsieur St-Jacques, je pense que vous avez mentionné la possibilité de faire payer l'utilisation des bandes aux divers réseaux de télévision, aux réseaux par câbles, etc., pas simplement à Radio-Canada. Est-ce exact?

M. Thomas: Plus ou moins monsieur le président. Nous sommes pour le moment limités par le matériel dont nous disposons. L'appareil de reproduction dont j'ai parlé plus tôt

[Text]

help to overcome some of the difficulties we have in producing as many tapes as we require depending on demand.

Mr. McIsaac: I am not defending the CBC, Bruce, I am just trying to set the record straight.

Mr. Thomas: I must say that that particular machine is being rented, not bought.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Are there any other questions, gentlemen, on 5A? If not, I want to put the question; but I have one question myself. Do I understand that the CRTC are taking some part in the distribution of these tapes and if so what part are they taking?

Mr. Thomas: Not that I am aware of, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): As far as you are concerned, the tapes are . . .

Mr. Thomas: We provide the tape to a courier who shows up at the East Block and whoever it is who wants it at the other end pays for the courier service. All we ask is that they return the tapes to us, at the present time.

• 1630

The Acting Chairman (Mr. Ellis): As far as you know, there is no interference by CRTC as to where these tapes can go?

Mr. Thomas: That was a question that was raised the other day in the Committee. It has to do with a decision of the CRTC. I do not think the Committee really have taken the full grasp of that particular point.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Perhaps Mr. Thomas, in one of the future meetings of this Committee, you might be able to find out exactly what it is that is taking place.

Mr. Dinsdale: Are you worried about the Canadian content in the House of Commons?

Mr. Thomas: No, it had something to do with the way they reproduce this.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): All right, gentlemen. Could I take a vote? Shall Vote 5a carry?

Vote 5a agreed to

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Gentlemen, should I have the Chairman report to the House the Vote 5a, relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1978.

Some hon. Members: Agreed.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you very much. Gentlemen, normally we would adjourn at this point in time, but there have been two suggestions that we might look at one or two other subjects. The Chairman is not here. He will be here tomorrow. I assume he will want to have further meetings. Are there any matters of sufficient urgency that you want to discuss them here? I certainly would not be prepared to make a decision, but you may want to discuss them in some brief detail this afternoon or would you rather adjourn to the call of the Chair?

[Translation]

nous aidera à résoudre certaines difficultés, puisque nous pourrions produire autant de bandes que nous voulons en fonction de la demande.

M. McIsaac: Je ne suis pas en train de défendre Radio-Canada, Bruce, je m'efforce de mettre les choses au clair.

M. Thomas: Je dois dire que cet appareil est loué, et non pas acheté.

Le président suppléant (M. Ellis): Avez-vous d'autres questions à poser, messieurs sur le crédit 5a? Sinon, je voudrais aussi poser une question moi-même. J'ai cru comprendre que le CRTC allait participer à la distribution de ces bandes. Dans quelle mesure est-ce exact?

M. Thomas: Je l'ignorais, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Ellis): En ce qui vous concerne, les bandes sont . . .

M. Thomas: Nous envoyons les bandes à un messenger qui se présente à l'édifice de l'Est, et ceux qui veulent les obtenir doivent payer le service du messenger. Nous leur demandons simplement pour le moment de nous rendre les bandes.

Le président suppléant (M. Ellis): A votre connaissance, il n'y a pas eu d'ingérence du CRTC quant à la distribution de ces rubans, n'est-ce pas?

M. Thomas: C'est une question qui a été soulevée l'autre jour au Comité. Il était question d'une décision du CRTC et je ne sais pas si le Comité a vraiment compris toute la portée de cette question.

Le président suppléant (M. Ellis): Peut-être, monsieur Thomas, pourriez-vous nous dire ce qui va se passer exactement lors d'une de nos réunions futures.

M. Dinsdale: Vous inquiétez-vous du contenu canadien des délibérations de la Chambre des communes?

M. Thomas: Non, il s'agit plutôt de la façon dont c'est reproduit.

Le président suppléant (M. Ellis): Très bien messieurs. Puis-je prendre le vote? Le crédit 5a est-il adopté?

Crédit 5a adopté.

Le président suppléant (M. Ellis): Messieurs, le président peut-il faire rapport à la Chambre du crédit 5a, qui a trait au Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Ellis): Merci beaucoup. Messieurs, normalement nous ajournerions à ce moment-ci, mais nous avons deux suggestions pour examiner un ou deux autres sujets. Le président n'est pas ici, il reviendra demain. Je suppose qu'il voudra d'autres séances. Est-ce que ces questions sont suffisamment urgentes pour que vous vouliez en discuter maintenant? Je ne suis certainement pas prêt à prendre une décision, mais voulez-vous en discuter brièvement cet après-midi ou préférez-vous ajourner jusqu'à nouvelle convocation du président?

[Texte]

Mr. Stewart: Mr. Chairman, a couple of matters were mentioned, one by Mr. Hopkins and one by Mr. Comtois. Perhaps if the Committee wants to deal with them, I would suggest these should be dealt with in the normal way; that is to say that we should go into an in camera session.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): In camera, yes. Do I sense then that there is agreement that we might continue for another short time? If so, may I have a motion that we now go into in camera?

Mr. Comtois: I so move

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Then we will go in camera. If you will give us a few seconds to do whatever is necessary to unplug the mechanism.

[Traduction]

M. Stewart: Monsieur le président, certaines questions ont été soulevées, une par M. Hopkins et une autre par M. Comtois. Si le Comité veut en discuter, nous pourrions le faire de la façon habituelle, c'est-à-dire à huis clos.

Le président suppléant (M. Ellis): Oui, à huis clos. Est-ce que vous êtes d'accord pour que nous continuions pendant une courte période? Si oui, puis-je avoir une motion dans ce sens afin que nous puissions siéger à huis clos?

M. Comtois: Je propose cette motion.

Motion adoptée.

Le président suppléant (M. Ellis): Nous allons donc siéger à huis clos. Si vous voulez me donner quelques secondes, afin de débrancher l'équipement.

and
Members' Services

services aux députés

RESPECTING:

Matters pertaining to Members' Services, Supplementary Estimates (B) 1977-78, Vote 3, under Parliament, and Main Estimates 1978-79—Vote 5 under Parliament.

CONCERNANT

Questions relatives aux services aux députés, Budget supplémentaire des dépenses (B) 1977-1978, Vote 3, sous le Parlement, et le Budget principal des dépenses 1978-1979—Vote 5 sous le Parlement.

INCLUDING:

The Third Report to the House

Y COMPRIS:

Le troisième rapport à la Chambre

APPEARING:

March 8, 1978
The Honorable James Jerome,
The Speaker of the House of Commons

PRESENTE:

Le 8 mars 1978
L'honorable James Jerome,
Le Président de la Chambre des communes

WITNESSES:

(See back cover)

Third Session of the

41st Parliament, 1977-78

WITNESSES—TÉMOINS

(See back cover)
Troisième session de la
41^e législature, 1977-1978

Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
M. G. A. St-Jacques, Directeur de l'Administration et
Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services
M. R. E. Thomas, Directeur des services législatifs

	Canada Post	Postes Canada
	Postage paid	Port payé
Third class Troisième classe		
K1A 0S7 HULL		

If undelivered, return COVER ONLY to:
 Printing and Publishing,
 Supply and Services Canada,
 45 Sacré-Coeur Boulevard,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
 retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
 Imprimerie et Édition,
 Approvisionnement et Services Canada,
 45, boulevard du Sacré-Coeur,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

Mr. Thomas: We provide the tape to a courier who shows up at the East Block and whoever it is who wants it at the other end pays for the courier service. All we ask is that they return the tapes to us, at the present time.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): As far as you are concerned, the tapes are...

Mr. Thomas: Nous croyons les bandes à un messenger qui se présente à l'édifice de l'Est et ceux qui veulent les obtenir doivent payer le service du messageur. Nous leur demandons simplement pour le moment de nous rendre les bandes.

Le président suppléant (M. Ellis): En ce qui vous concerne, les bandes sont...

- 1630

The Acting Chairman (Mr. Ellis): As far as you know, there is no interference by CRTC as to where these tapes can go?

Le président suppléant (M. Ellis): A votre connaissance, il n'y a pas eu d'ingérence du CRTC quant à la destination de ces rubans, n'est-ce pas?

Mr. Thomas: That was a question that was raised the other day in the Committee. It has to do with a decision of the CRTC. I do not think the Committee really have taken the full grasp of that particular point.

Mr. Thomas: C'est une question qui a été soulevée l'autre jour au Comité. Il s'agit d'une décision de CRTC et je ne sais pas si le Comité a vraiment compris toute la portée de cette question.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Perhaps Mr. Thomas, in one of the future meetings of this Committee, you might be able to find out exactly what it is that is taking place.

Le président suppléant (M. Ellis): Peut-être, monsieur Thomas, pourriez-vous nous dire ce qui va se passer exactement lors d'une de nos réunions futures.

Mr. Dineen: Are you worried about the Canadian content in the House of Commons?

M. Dineen: Vous inquiétez-vous de contenu canadien des délibérations de la Chambre des communes?

Mr. Thomas: No, it had something to do with the way they reproduce this.

M. Thomas: Non, il s'agit plutôt de la façon dont c'est reproduit.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): All right, gentlemen. Could I take a vote? Shall Vote 5a carry?

Le président suppléant (M. Ellis): Très bien, messieurs. Puis-je prendre le vote? Le crédit 5a est-il adopté?

Vote 5a agreed to.

Crédit 5a adopté.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Gentlemen, would I have the Chairman report in the House the Vote 5a, relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1975.

Le président suppléant (M. Ellis): Messieurs, le président veut-il faire rapport à la Chambre du crédit 5a, qui a trait au budget, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975?

Some hon. Members: Agreed.

Plusieurs voix: D'accord.

The Acting Chairman (Mr. Ellis): Thank you very much, gentlemen, normally we would adjourn at this time but as we have been two suggestions that we might look at some other subjects. The Chairman is not here. He will be here tomorrow. I assume he will want to have further...

Le président suppléant (M. Ellis): Merci beaucoup, Messieurs, nous aurons deux suggestions pour examiner en un deux autres sujets. Le président n'est pas ici, il reviendra demain. Je suppose qu'il voudra d'autres séances. Est-ce que ces questions que vous voulez en discuter...

WITNESSES—TÉMOINS

- From the House of Commons:*
- Lt. Col. D. V. Currie, Sergeant-at-Arms;
 - Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel;
 - Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services.

- De la Chambre des communes:*
- Lt-Col. D. V. Currie, Sergent d'armes;
 - M. G. A. St-Jacques, directeur de l'Administration et du personnel;
 - M. R. E. Thomas, directeur des services législatifs.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 2

Fascicule n° 2

From Wednesday, December 7, 1977
to Wednesday, March 8, 1978

Du mercredi 7 décembre 1977
au mercredi 8 mars 1978

Chairman: Mr. Robert C. Coates

Président: M. Robert C. Coates

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Management and Members' Services

Gestion et des services aux députés

RESPECTING:

Matters pertaining to Members' Services,
Supplementary Estimates (B) 1977-78, Vote 5b
under Parliament, and
Main Estimates 1978-79—Vote 5 under
Parliament.

CONCERNANT:

Questions reliées aux services aux députés,
Budget supplémentaire (B) 1977-1978, Crédit 5b
sous la rubrique Parlement, et
Budget principal 1978-1979—Crédit 5 sous la
rubrique Parlement.

INCLUDING:

The Third Report to the House.

Y COMPRIS:

Le troisième rapport à la Chambre.

APPEARING:

March 8, 1978
The Honourable James Jerome,
The Speaker of the House of Commons

COMPARAÎT:

Le 8 mars 1978
L'honorable James Jerome,
L'Orateur de la Chambre des communes

WITNESSES:

(See back cover)

Third Session of the
Thirtieth Parliament, 1977-78

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Troisième session de la
trentième législature, 1977-1978

STANDING COMMITTEE ON
MANAGEMENT AND MEMBERS' SERVICES

Chairman: Mr. Robert C. Coates

Vice-Chairman: Mr. Gérard Duquet

Messrs.

Comtois
Ellis
Halliday

Hopkins
Lambert
(Bellechasse)

COMITÉ PERMANENT DE LA
GESTION ET DES SERVICES AUX DÉPUTÉS

Président: M. Robert C. Coates

Vice-président: M. Gérard Duquet

Messieurs

Lambert
(Edmonton-Ouest)
MacGuigan

Maine
McIsaac
Symes—(12)

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Malcolm Jack

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, December 7, 1977:

Mr. Lambert (*Edmonton West*) replaced Mr. Dinsdale.

On Wednesday, February 8, 1978:

Mr. Maine replaced Mr. Comtois.

On Wednesday, February 15, 1978:

Mr. Comtois replaced Mr. Stewart (*Cochrane*).

On Monday, February 20, 1978:

Mr. Stewart (*Cochrane*) replaced Mr. Maine.

On Wednesday, March 1, 1978:

Mr. Maine replaced Mr. Stewart (*Cochrane*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 7 décembre 1977:

M. Lambert (*Edmonton-Ouest*) remplace M. Dinsdale.

Le mercredi 8 février 1978:

M. Maine remplace M. Comtois.

Le mercredi 15 février 1978:

M. Comtois remplace M. Stewart (*Cochrane*).

Le lundi 20 février 1978:

M. Stewart (*Cochrane*) remplace M. Maine.

Le mercredi 1^{er} mars 1978:

M. Maine remplace M. Stewart (*Cochrane*).

ORDERS OF REFERENCE

Wednesday, March 1, 1978

Ordered,—That Vote 5b relating to Parliament, for the fiscal year ending March 31, 1978, be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

ATTEST:

Wednesday, March 1, 1978

Ordered,—That Votes 5 and 10 relating to Parliament, for the fiscal year ending March 31, 1979, be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

ATTEST:

ORDRES DE RENVOI

Le mercredi 1^{er} mars 1978

Il est ordonné,—Que le crédit 5b, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit déferé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

ATTESTÉ:

Le mercredi 1^{er} mars 1978

Il est ordonné,—Que les crédits 5 et 10, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, soient déferés au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

ATTESTÉ:

Le Greffier de la Chambre des communes

ALISTAIR FRASER

The Clerk of the House of Commons

FRIDAY, DECEMBER 16, 1977

(4)

The Standing Committee on Management and Members' Services met in camera at 9:38 a.m. this day, the Chairman, Mr. Coste, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coste, Ellis, Hopkins, Lambert (Bellevue), and Stewart (Lebanon).

Other Members present: Mr. Paré.

Witnesses from the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House, and Mr. G. A. Robinson, Director of Administration and Personnel, State Supply and Services Canada; Mr. Paul-Michel Powers, Head of a Committee Division (Services).

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded in camera business of the Committee.

At 11:23 a.m. this day, the Committee adjourned in the hall of the Chair.

WEDNESDAY, FEBRUARY 8, 1978

(1)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 9:41 a.m. this day, the Chairman, Mr. Coste, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coste, Dagen, Ellis, Halperin, Lambert (Bellevue), Lambert (Bellevue West), MacGregor, Munro and Stewart (Lebanon).

Witnesses from Alphabet United: Mr. P. M. Power, Vice-President, Sales; From the House of Commons: Mr.

FRIDAY, DECEMBER 16, 1977

(4)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit en chambre le 16 décembre 1977 sous la présidence de M. Coste, président.

Membres du Comité présents: MM. Coste, Ellis, Hopkins, Lambert (Bellevue) et Stewart (Lebanon).

Autres membres présents: M. Paré.

Témoins de la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, Greffier de la Chambre, et M. G. A. Robinson, directeur de l'Administration et du personnel, d'Approvisionnement et de Services Canada; M. Paul-Michel Powers, chef de la Division des services (Services).

Conformément de la résolution du Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement de l'Ordre intérieur l'étude de ses travaux.

A 11 h 23, le Comité adjourne en la salle de la nouvelle convocation de la Chambre.

LE MERCREDI 1^{ER} FEVRIER 1978

(5)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui le 1^{er} février 1978 sous la présidence de M. Coste, président.

Membres du Comité présents: MM. Coste, Dagen, Ellis, Hopkins, Lambert (Bellevue), Lambert (Bellevue West), MacGregor, Munro et Stewart (Lebanon).

Témoins de l'Alphabète Unie: M. P. M. Power, vice-président, ventes; de la Chambre des communes: M. Alistair

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, March 9, 1978

The Standing Committee on Management and Members' Services has the honour to present its

THIRD REPORT

In accordance with its Order of Reference of Wednesday, March 1, 1978, your Committee has considered the Vote under Parliament in the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1978, and reports the same.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 2*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président

Robert C. Coates

Chairman

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 9 mars 1978

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés a l'honneur de présenter son

TROISIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mercredi 1^{er} mars 1978, votre Comité a étudié le crédit sous la rubrique Parlement dans le Budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978 et en fait rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 2*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président

Robert C. Coates

Chairman

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, DECEMBER 7, 1977

(3)

[Text]

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, McIsaac, Stewart (*Cochrane*) and Symes.

Other Member present: Mr. F. Côté.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel. *From Supply and Services Canada:* Mr. Paul M. Powers, Division Chief, Supply and Services, House of Commons.

On motion of Mr. Ellis, it was resolved,—That today's meeting be held *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 5:17 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

FRIDAY, DECEMBER 16, 1977

(4)

The Standing Committee on Management and Members' Services met *in camera* at 9:38 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Ellis, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), and Stewart (*Cochrane*).

Other Member present: Mr. Firth.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House, and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel; *From Supply and Services Canada:* Mr. Paul-Michel Powers, House of Commons Division (Services).

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 10:23 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, FEBRUARY 8, 1978

(5)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:41 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Duquet, Ellis, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, Maine and Stewart (*Cochrane*).

Witnesses: From Alphatext Limited: Mr. P. M. Fedirchuk, Vice President, Sales. *From the House of Commons:* Mr.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 7 DÉCEMBRE 1977

(3)

[Traduction]

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 42 sous la présidence de M. Coates.

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, McIsaac, Stewart (*Cochrane*) et Symes.

Autre député présent: M. F. Côté.

Témoins: De la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel. *D'Approvisionnement et Services Canada:* M. Paul M. Powers, chef de division, Approvisionnements et services, Chambre des communes.

Sur motion de M. Ellis, il est décidé,—Que la séance d'aujourd'hui soit tenue à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend ses travaux.

A 17 h 17, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE VENDREDI 16 DÉCEMBRE 1977

(4)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à huis clos à 9 h 38 sous la présidence de M. Coates, (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Ellis, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*) et Stewart (*Cochrane*).

Autre député présent: M. Firth.

Témoins: De la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, Greffier de la Chambre, et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel; *d'Approvisionnement et Services Canada:* M. Paul-Michel Powers, Division de la Chambre des communes (Services).

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 10 h 23, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 8 FÉVRIER 1978

(5)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 41 sous la présidence de M. Coates (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Duquet, Ellis, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton Ouest*), MacGuigan, Maine et Stewart (*Cochrane*).

Témoins: De Alphatext Limited: M. P. M. Fedirchuk, vice-président, Ventes. *De la Chambre des communes:* M. Alistair

Alistair Fraser, Clerk of the House and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Ellis, it was resolved,—That today's meeting be held *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 5:25 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, FEBRUARY 15, 1978

(6)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:55 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, Maine and McIsaac.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Maine, it was resolved,—That today's meeting be held *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 5:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, FEBRUARY 22, 1978

(7)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Duquet, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Comtois, Duquet, Ellis, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, Stewart (*Cochrane*) and Symes.

Witness: From the House of Commons: Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Comtois, it was resolved,—That today's meeting be held *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 4:42 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, MARCH 1, 1978

(8)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Duquet, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, Maine, McIsaac and Symes.

Fraser, greffier de la Chambre et M. G. A. St-Jacques, Directeur de l'administration et du personnel.

Su motion de M. Ellis, il est décidé,—Que la séance d'aujourd'hui soit tenue à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 17 h 25, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 15 FÉVRIER 1978

(6)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 55 sous la présidence de M. Coates (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, Maine et McIsaac.

Témoins: De la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre, et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel.

Sur motion de M. Maine, il est décidé,—Que la séance d'aujourd'hui soit tenue à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

À 17 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 22 FÉVRIER 1978

(7)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 42 sous la présidence de M. Duquet (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Comtois, Duquet, Ellis, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, Stewart (*Cochrane*) et Symes.

Témoin: De la Chambre des communes: M. G. A. St-Jacques, Directeur de l'administration et du personnel.

Sur motion de M. Comtois, il est décidé,—Que la séance d'aujourd'hui soit tenue à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 16 h 42, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 1^{er} MARS 1978

(8)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 42 sous la présidence de M. Duquet (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, Maine, McIsaac et Symes.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. J. P. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel, and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel. *From the Office of The Chief Electoral Officer:* Mr. R. G. Dubé, Director, Election Expenses.

On motion of Mr. McIsaac, it was resolved,—That today's meeting be held *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 4:48 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, MARCH 8, 1978

(9)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, Maine and Symes.

Other Member present: Mr. Stewart (*Cochrane*).

Appearing: The Honourable James Jerome, Q.C., M.P., Speaker of the House of Commons.

Witnesses: From the House of Commons: Lt. Col. D. V. Currie, Sergeant-at-Arms and Mr. G. A. St. Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Maine, it was agreed,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65(13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

On motion of Mr. Maine, *It was agreed*,—That the Committee proceed in open session.

The Order of Reference dated Wednesday, March 1, 1978 relating to the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1978 being read as follows:

Ordered,—That Vote 5b relating to Parliament, for the fiscal year ending March 31, 1978 be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

The Chairman called Vote 5b.

The Speaker of the House made a statement and answered questions.

Vote 5b carried.

Ordered,—that the Chairman report to the House Vote 5b of the Supplementary Estimates (B) under Parliament for the fiscal year ending March 31, 1978.

The Order of Reference dated Wednesday, March 1, 1978 being read as follows:

Ordered,—That Votes 5 and 10 relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1979 be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

The Chairman called Vote 5.

Témoins: De la Chambre des communes: M. J. P. J. Maingot, secrétaire légiste et conseiller parlementaire, et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel. *Du Bureau du directeur général des élections:* M. R. G. Dubé, directeur, Financement des élections.

Sur motion de M. McIsaac, il est décidé,—Que la séance d'aujourd'hui soit tenue à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 16 h 48, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 8 MARS 1978

(9)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 42 sous la présidence de M. Coates (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, Maine et Symes.

Autre député présent: M. Stewart (*Cochrane*).

Comparait: L'honorable James Jerome, c.r., député, Orateur de la Chambre des communes.

Témoins: De la Chambre des communes: Le lieutenant-colonel D. V. Currie, sergent d'armes et M. G. A. St. Jacques, directeur de l'administration et du personnel.

Sur motion de M. Maine, il est convenu,—Que le Comité siège maintenant à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

Sur motion de M. Maine, il est convenu,—Que le Comité siège publiquement.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant du mercredi 1^{er} mars 1978 portant sur le Budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978.

Il est ordonné,—Que le crédit 5b, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit renvoyé au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Le président met en délibération le crédit 5b.

L'Orateur de la Chambre fait une déclaration et répond aux questions.

Le crédit 5b est adopté.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport à la Chambre du crédit 5b du Budget supplémentaire (B) sous la rubrique Parlement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978.

Lecture est faite de l'ordre du renvoi suivant du mercredi 1^{er} mars 1978:

Il est ordonné,—Que les crédits 5 et 10, Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, soient renvoyés au Comité permanent de la gestion et des services aux députés.

Le président met en délibération le crédit 5.

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, March 8, 1978

• 1544

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum. We were planning to have an open session to deal with the estimates, but because the Speaker is tied up at the moment on a motion in the House and may be tied up for some time yet because I understand Mr. Diefenbaker is going to move a question of privilege as well. We may not see him for some time yet. Would it be agreeable to go on to other business? Is there agreement among the members to do that?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Lambert: Just one thing, though. The supplementary estimates will have been deemed to have been passed because with the last allotted day next Wednesday, discussion on the supplementary estimates has to take place prior to this coming Friday and be reported afterwards. You could have them either tomorrow or Friday.

The Chairman: Yes. What I hope is that when the Speaker is free we will go back into a public committee meeting and we will have the Speaker appear and try to do that. Is that agreeable?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Maine: I move we go in camera.

Motion agreed to.

(In camera)

• 1650

The Chairman: All right. Can I have a motion now to go into open session?

Mr. Maine: I so move.

Motion agreed to.

Mr. MacGuigan: However, Mr. Chairman, I want to give notice that I will ask us to go into in camera session again later. I have some matters I want to raise with the Speaker that I think are better done in camera.

The Chairman: That is quite all right, sir, with me. I am agreeable. Well, Mr. Speaker, it has been a short day for you. We know that. When I came back I said to them, "Well, I got that thing straightened out upstairs. I walked up and said, "That is enough of this, we want you downstairs." "

• 1652

Mr. Speaker: I wish you had done it a lot earlier.

The Chairman: Sir, we are very pleased to have you, even at this late point in the afternoon. I would like to ask the Clerk to read the orders if you would, sir.

The Clerk:

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 8 mars 1978

[Translation]

Le président: Messieurs, nous avons le quorum. Nous avons l'intention d'avoir une discussion ouverte sur le Budget, cependant, l'Orateur est pris à l'heure actuelle avec une motion à la Chambre, et il se peut qu'il y soit pour quelque temps encore, car je crois que M. Diefenbaker va soulever une question de privilège aussi. Nous ne le verrons peut-être pas avant quelque temps encore. Cela vous conviendrait-il de passer à d'autres articles? Seriez-vous d'accord pour procéder ainsi?

Des voix: D'accord.

M. Lambert: Je vous signale une chose. Le Budget supplémentaire sera considéré comme adopté, car au dernier jour réservé, c'est-à-dire, mercredi prochain, il faut que l'on discute du Budget supplémentaire avant vendredi et que l'on le rapporte par la suite. Donc, on pourrait l'étudier soit demain, soit vendredi.

Le président: Oui. J'espère que lorsque l'Orateur sera libre, nous tiendrons une réunion publique du comité où l'Orateur comparaitra. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Maine: Je propose que nous nous réunissions à huis clos.

La motion est adoptée.

(A huis clos)

Le président: Très bien. Puis-je avoir une motion pour que la séance soit maintenant publique?

M. Maine: Je propose.

Motion adoptée.

M. MacGuigan: Je dois toutefois vous aviser monsieur le président, que je vous demanderai de siéger à huis clos de nouveau, un peu plus tard. J'ai d'autres questions à soulever devant l'Orateur, et il serait mieux de siéger à huis clos à ce moment-là.

Le président: Très bien, monsieur, je n'ai pas d'objection. Eh bien, monsieur l'Orateur, c'est une courte journée pour vous. Nous savons cela. Lorsque je suis revenu, j'ai dit aux membres du comité: «J'ai arrangé les choses en haut; je suis entré et j'ai dit: «C'est assez, nous voulons vous avoir en bas.» »

M. l'Orateur: J'aurais aimé que vous le fassiez beaucoup plus tôt.

Le président: Monsieur, nous sommes très heureux de vous accueillir, même à cette heure tardive de l'après-midi. J'aimerais tout d'abord demander au greffier de lire les ordres de renvoi, si vous le permettez, monsieur.

Le greffier:

[Texte]

Wednesday, March 1, 1978

Ordered—That Vote 5b relating to Parliament, for the fiscal year ending March 31, 1978, be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

Attest

Alistair Fraser
The Clerk of the House of Commons

The second one is:

Wednesday, March 1, 1978

Ordered—That Votes 5 and 10 relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1979 be referred to the Standing Committee on Management and Members' Services.

Attest

Alistair Fraser
The Clerk of the House of Commons

The Chairman: This afternoon's meeting will be an open session and will be devoted to the consideration of these estimates. On behalf of the Committee I welcome the Honourable James Jerome, Q.C., M. P. Speaker of the House of Commons, and the other members of the staff of the House of Commons who are present this afternoon. We will deal with the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 1978, as the first item of business.

PARLIAMENT

B—House of Commons

Budgetary

Vote 5b—House of Commons—Program expenditures and the grant listed in the Estimates—\$26,345

The Chairman: Mr. Speaker.

Mr. Speaker: This item seems self-evident, Mr. Chairman. This item of \$26,345 was a specific item related to an inter-Parliamentary meeting in New Orleans, a Canada-U.S. inter-Parliamentary meeting. The reason that it had to be put forward by way of a supplementary estimate was that it was anticipated last year that the meeting would take place in the next fiscal year, and arrangements were made to move it ahead in to February. Therefore the amount of money could not be voted in next year's estimates, it had to be put in this year's estimates, it therefore appears as a single supplementary estimate item.

The Chairman: Are there any questions? All those in favour?

Some hon. Members: Agreed.

Vote 5b agreed to.

The Chairman: Shall I report to the House Vote 5b relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1978?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Lambert (Edmonton West): May I raise a question here?

The Chairman: Yes.

[Traduction]

Le mercredi 1^{er} mars 1978

Il est ordonné—Que le crédit 5b relativement au Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978, soit déferé au comité permanent de la gestion et des services aux députés.

(Certifié)

Alistair Fraser
Greffier de la Chambre des communes

Le second se lit comme suit:

Le mercredi 1^{er} mars 1978

Il est ordonné—Que les crédits 5 et 10 relativement au Parlement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978 soient déferés au comité permanent de la gestion et des services aux députés.

(Certifié)

Alistair Fraser
Greffier de la Chambre des communes

Le président: La réunion de cet après-midi est publique. Elle sera consacrée à l'étude de ces budgets. Au nom des membres du comité, je désire souhaiter la bienvenue à l'honorable James Jerome, C.R., député, Orateur de la Chambre des communes et au personnel de la Chambre des communes qui l'accompagne. Nous allons d'abord examiner le budget supplémentaire (B) pour L'année financière se terminant le 31 mars 1978 comme premier article à l'ordre du jour.

PARLEMENT

B—Chambre des communes

Budgétaire

Crédit 5b—Chambre des communes—Dépenses du programme et subvention inscrite au budget—\$26,345

Le président: Monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Ce poste est assez clair, monsieur le président. Il s'agit d'une somme de \$26,345 pour un poste particulier concernant une réunion interparlementaire canado-américaine à la Nouvelle-Orléans. Si cette somme apparaît au budget supplémentaire, c'est qu'il avait été prévu l'an dernier que la réunion aurait lieu au cours de la prochaine année financière. Des mesures ont été prises pour le tenir plus tôt, en février. Par conséquent, l'argent n'aurait pu être voté pour le budget de l'an prochain, il fallait qu'elle soit au budget de cette année. C'est pour cela qu'elle est inscrite comme poste simple dans le budget supplémentaire.

Le président: Avez-vous des questions? Êtes-vous en faveur?

Des voix: D'accord.

Le crédit 5b est adopté.

Le président: Puis-je faire rapport à la Chambre du crédit 5b relativement au Parlement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1978?

Des voix: D'accord.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Puis-je soulever une question?

Le président: Oui.

[Text]

• 1655

Mr. Lambert (Edmonton West): It follows upon the activities of this particular interparliamentary group and I am a participant in many interparliamentary groups, but I have always felt that these interparliamentary groups owed a report to the House. It seems to me that, since we cannot get it by a definite route, the government House leader not wanting in two sessions to have anything referred to the committee on procedure, in some informal way we could have a report made back to the House. Some years ago I convinced Mr. Speaker Lamoureux, on one occasion when I was a co-chairman of this particular Canada-U.S. interparliamentary group, to have the report tabled as an appendix to Hansard. It is the only time it has ever happened over in the Commons, but it seems to me a practice that could be considered for the future.

The chairman of the Canadian branch or the president of the particular group owes it to the membership; after all, the activities are sponsored by them. Otherwise, it turns out that we spend up to \$100,000 for a particular group, and the only people who get any benefit from it are those who actually participated. I do not think that is quite good enough. I would hope, Mr. Speaker, that somehow or other, if we could instruct chairmen, they would rise on motions or at some other time—it need not be debated since we cannot get it in private members' hour—to allow its tabling as an appendix to Hansard.

The Chairman: Mr. Speaker.

Mr. Speaker: If I can comment on that, the principle of that intervention gets my support, and it is only the mechanics of it that give us any difficulty. Our commitment to interparliamentary contact is, I think, a very worthwhile commitment, and one that we have examined several times in order to put more uniformity into our procedures and practices between the various associations, and to get some more co-ordination on uniform budgeting and things of this sort. We have done quite a lot to regularize the practice of these associations, and that is a commitment to their value. The contacts are there. I do not have to convince this Committee, I know, of the value of the work. It is a shame that all of this energy and activity is generated, all of this value is obtained, and no report or record of the House of Commons appears to reflect it. I very much favour the idea of some reporting mechanism that would do this.

We have talked about having reports made possibly to the Standing Committee on External Affairs. Whether they would be received there or tabled, or whether that Committee might meet in such a way as to examine the people; to receive the report and put some questions and answers on the record about the particular congress. There are several suggestions of this sort and the old bugaboo of the constraints of time and difficulty keeps raising its head.

If there is no better solution, I would agree that we might examine not only a possibility but a requirement that a written report be filed. Perhaps it can be filed as part of the External

[Translation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question a trait aux activités de ce groupe interparlementaire. J'ai moi-même participé à plusieurs reprises à ces groupes interparlementaires, et j'ai toujours cru qu'ils devaient présenter un rapport à la Chambre. Étant donné, toutefois, qu'on ne peut par l'obtenir par la procédure normale, le leader du gouvernement à la Chambre n'ayant pas voulu au cours de deux sessions que cette question soit déferée au comité de l'ordre du jour et de la procédure, nous pourrions peut-être le présenter de façon officielle. Il y a quelques années, j'avais convaincu l'orateur M. Lamoureux, au moment où j'étais coprésident d'un comité interparlementaire canado-américain, de déposer le rapport en appendice au Hansard. C'est la seule fois que cela s'est produit à la Chambre des communes. Il me semble que ce serait une pratique à utiliser à l'avenir.

Le président de la division canadienne ou le président de ce groupe le doit à ses membres. Après tout, les activités sont parrainées par ces derniers. Autrement, nous dépensons quelque cent mille dollars pour un groupe et les seules personnes qui en bénéficient sont les participants. Je ne crois pas que ce soit acceptable. J'espère, monsieur l'Orateur, que par un moyen ou un autre, nous demanderons aux présidents de présenter une motion, à un certain moment. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit discutée, puisque ce n'est pas pendant l'heure réservée aux questions soulevées par les députés, afin de permettre que ce rapport soit déposé en appendice au Hansard.

Le président: Monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Si vous me permettez une remarque, le principe de cette intervention a mon appui, ce sont les mécanismes qui nous posent des problèmes. Notre engagement dans ces groupes parlementaires est, à mon sens, très valable. Il a fait l'objet d'examen, à plusieurs reprises, pour obtenir une plus grande uniformité dans nos méthodes et nos façons de procéder avec les diverses associations, afin d'avoir une meilleure coordination notamment pour un budget uniforme. Nous avons beaucoup fait pour régulariser les façons de faire de ces associations et pour ajouter à leur valeur. Les contacts existent. Je n'ai pas à convaincre le comité, je le sais, de la valeur de ce travail. Il est honteux que toute cette énergie, cette activité, ces valeurs obtenues, ne fassent pas l'objet d'un rapport, d'un compte rendu à la Chambre des communes. Je suis tout à fait en faveur de l'idée qu'il faudrait trouver un mécanisme de rapport.

Nous avons déjà parlé d'un rapport qui pourrait être présenté probablement au comité permanent des affaires extérieures. Quant à savoir si des rapports pourraient y être déposés ou si les membres du comité pourraient se rencontrer pour interroger les participants, recevoir le rapport, poser des questions et entendre les réponses au sujet de ce congrès, c'est à voir. Il y a eu plusieurs suggestions de ce genre, mais il y a également toujours ce cauchemar de contraintes temporelles et de difficultés qui surgissent constamment.

S'il n'y avait pas de meilleure solution, nous pourrions examiner non seulement la possibilité mais la nécessité qu'un rapport écrit soit déposé. Il pourrait l'être comme faisant

[Texte]

Affairs Committee and reported to the House in that way, or it can be somehow agreed that it would be appended to Hansard or as part of the Votes and Proceedings. But I agree thoroughly with the principle, and I would do anything to encourage procedures that would make it possible.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, might I make a suggestion? There is one fictional point of order that is raised every Thursday by the opposition House leader asking the government House leader for the order of business for the previous week. It is a fictional point of order, but it works. It seems to me that under these circumstances the chairman of a branch who is asking for one of these could stand up on a point of order and seek permission of the House. It is fictional, I will agree, but many things that rise under points of order in the House are fictional.

The Chairman: Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

• 1700

The Chairman: We shall proceed to deal with the Main Estimates, 1978-79. I call Vote 5.

PARLIAMENT

B—House of Commons

Budgetary

Vote 5—House of Commons—Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons—\$55,078,000.

The Chairman: Mr. Speaker, do you wish to make an opening statement?

Mr. Speaker: Very briefly, Mr. Chairman, thank you. I will not attempt to go into any detail.

Of course, the most significant fiscal event during the course of last year was the decision to commence broadcasting and television in the House. It meant the submission of a supplementary estimate which was reviewed by this committee. The capital investment associated with this program represented at least an amount of \$4,350,000 as well as additional salaries totalling \$500,000 in 1977-78.

The financial impact of the television program in this coming year will of course be much less significant because the capital structure is a once-and-for-all project.

In terms of capital investment, we will be estimating about \$1,400,000 and of course the salaries will be higher because we are now completing the hiring and the placement of the personnel to complete the team and we will be estimating that over a 12-month rather than a 6-month period as was the case last year.

[Traduction]

partie du travail du Comité des affaires extérieures et, de cette façon, être présenté à la Chambre, ou on pourrait décider qu'il soit annexé au Hansard ou fasse partie des procès-verbaux. Je suis tout à fait d'accord avec le principe, et je ferai tout mon possible pour encourager une décision dans ce sens.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, puis-je faire une suggestion? Il y a toujours un rappel au Règlement fictif soulevé chaque jeudi par le leader de l'opposition à la Chambre qui demande au leader du gouvernement à la Chambre l'ordre des travaux de la semaine précédente. C'est un rappel au Règlement fictif, mais cela marche. Dans ce cas, il me semble que le président du groupe canadien de ces réunions pourrait se lever et, sur un rappel au Règlement obtenir la permission de la Chambre. C'est peut-être de la fiction, mais bien des sujets soulevés sous forme de rappel au Règlement à la Chambre tombent dans cette catégorie.

Le président: Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous allons maintenant passer à l'étude du Budget des dépenses, 1978-1979. Je demande qu'on délibère sur le crédit n° 5.

LE PARLEMENT

B—Chambre des communes

Budgétaire

Crédit 5—Chambre des communes—dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour l'Orateur de la Chambre des communes—\$55,078,000.

Le président: Monsieur l'Orateur, avez-vous une déclaration liminaire à faire?

M. l'Orateur: Oui, très brève, monsieur le président, merci. Je ne tenterai pas d'entrer dans les détails.

Il est entendu que l'événement le plus significatif sur le plan fiscal l'année passée a été la décision de commencer à radiodiffuser et télédiffuser les débats de la Chambre des communes. Cela s'est traduit par la présentation d'un budget supplémentaire qui a été étudié par le comité. L'investissement en capital découlant de ce programme s'est chiffré à au moins \$4,350,000, auxquels se sont ajoutés des salaires atteignant au total \$500,000 en 1977-1978.

Les répercussions financières de la télédiffusion pour l'année qui vient, seront, bien entendu, bien moins importantes, étant donné que cette affectation de capital a été faite une fois pour toutes.

Sur le plan de l'investissement en capital, nous inscrirons environ \$1,400,000 au budget, et il va de soi que le chiffre relatif aux salaires sera supérieur, étant donné que nous continuons à embaucher et à affecter les effectifs, afin d'avoir l'équipe au complet; cette prévision budgétaire s'échelonnera sur douze mois plutôt que sur six mois, comme c'était le cas l'année passée.

[Text]

You will recall, of course, that in the course of this last year a number of recommendations were received from this committee and as a result substantial improvements were authorized, all of which called for increased expenditures. These related primarily to an overhaul of the telephone facilities to a very substantial degree and an increase in the constituency office allowance to \$4,800.

More recently this Committee has made recommendations to me on the subjects of first-class travel, the constituency staff allowance and a modified allowance system for members' staff. I am able to report to you now on the disposition of some of those because I was able to get the commissioners together for a meeting earlier this week. We are hoping to meet again before the Easter recess.

The matter of the constituency staff allowance was accepted, that is your recommendation to eliminate the anomaly that there is a maximum salary of \$11,093, if it is paid to one employee, whereas if it is not paid to one employee and becomes an allowance between more than one employee in the constituency office, for some reason the maximum falls to \$9,116. I understand the reasons for that and I know you do too but it is an anomaly that needs to be corrected and it has been agreed that that adjustment can be made.

The commissioners have indicated that, in respect of the four recommendations that you put before me, any changes that they would agree to would become effective the next Parliament.

The matter of a modified system for staff allowance or staff budgeting or personnel in a member's office was given consideration by the commissioners and they do not disagree in principle with the recommendations that you have made. However, it needs some study and some other personnel relevant information in respect of some of the implications. I am hopeful that we can come back before you on that one with some further work-up because the basis of your proposal is a refinement of the earlier approach to go to a global budget within which members would enjoy complete freedom about the designation of the individual staff positions. That has some dangers which you have recognized. Two of the most noteworthy are: the that appearance the members would have at their disposition a large amount of money for their own expenditures which would not be true nevertheless it would have that appearance; second, the administrative headaches that would result in the hands of the member, who is really not equipped to administer that kind of thing. Members are put upon constantly to be kinder to the staff and to be more generous. I think there would be a very general disposition among members to give all their allowance away at the first month of the Parliament and then, every time somebody was complaining about the gap between employee number one and employee number two, the member would be hamstrung with these difficulties. There were also personnel, say, administrative problems, respecting leave and sick leave and things of that sort.

[Translation]

Vous n'avez sans doute pas oublié que l'année dernière, le comité a fait un certain nombre de recommandations à la suite desquelles des améliorations sensibles entraînant une augmentation des dépenses, ont été autorisées. Elles portaient principalement sur une modernisation généralisée et marquée des services téléphoniques et sur une hausse de l'allocation aux bureaux de circonscription, pour qu'elle atteigne \$4,800.

Plus récemment, le comité m'a fait des recommandations au sujet des voyages en première classe, de l'allocation destinée au personnel du bureau de circonscription, d'un système modifié d'allocation destinée au personnel des députés. Je suis en mesure de vous faire rapport sur certaines de ces questions parce que j'ai pu réunir les commissaires plus tôt cette semaine. Nous espérons nous rencontrer une autre fois avant le congé de Pâques.

La question de l'allocation destinée au personnel du bureau de circonscription a été acceptée, c'est-à-dire votre proposition d'éliminer l'anomalie existant du fait que le salaire maximum est de \$11,093 s'il est versé à un seul employé, alors que s'il n'est pas accordé à un employé et devient une allocation à partager entre un plus grand nombre d'employés dans le bureau de circonscription, pour une raison étrange, il diminue pour s'établir à \$9,116. Je comprends les raisons de cette situation et je sais que, vous aussi, vous les comprenez, mais il s'agit tout de même d'une anomalie qui doit être corrigée, et il a été convenu qu'une rectification est possible.

Au sujet des quatre recommandations que vous m'avez présentées, les commissaires m'ont indiqué que toutes les modifications sur lesquelles ils tomberaient d'accord pourraient être mises en œuvre lors du prochain parlement.

Quant à la question de modifier le système permettant d'accorder une allocation au personnel ou de porter au budget d'un bureau de circonscription du député l'allocation destinée au personnel, elle a été étudiée par les commissaires, et ces derniers approuvent, en principe, les propositions que vous avez faites. Il faudrait toutefois qu'on les étudie davantage, et qu'on fournisse d'autres renseignements relatifs au personnel, afin de mieux comprendre certaines des répercussions possibles. J'espère que nous pourrions vous présenter davantage de données, étant donné que votre proposition se fonde sur une approche modifiée de l'affectation d'un budget global donnant aux députés toute liberté de désigner chaque poste de ses effectifs. Cette approche comporte certains dangers que vous avez reconnus, en particulier les deux suivants: l'impression que les députés auraient à leur disposition d'importantes sommes d'argent destinées à éponger leurs dépenses, ce qui ne serait pas vrai, mais les apparences seraient toujours là; en second lieu, les complications administratives auxquelles le député aurait à faire face, alors qu'il ne dispose vraiment pas des moyens nécessaires pour s'en occuper. On enjoint toujours aux députés d'être plus aimables et plus généreux envers leur personnel. Je crois qu'en général, les députés auraient tendance à donner, à leur personnel, toutes leurs allocations le premier mois de la session; après cela, chaque fois que quelqu'un se plaindrait de l'écart existant entre le salaire de l'employé numéro un et celui de l'employé numéro deux, les députés n'auraient pas à se soucier de ces difficultés. On a également

[Texte]

You have come back with a very interesting proposal in the mid-ground in which you put forward a sort of combined scheme of a new flexibility. The flexibility in the designation of positions is interesting because, as you are aware, one of the serious grievances that we have in respect to staff of members of the House of Commons is that we designate their positions in relation to public service secretarial posts, and it has become stylish to recognize, at least in the present day, that staff of members do not do just, if I may say "just", secretarial work.

Now, whether that is as it should be or not, remains an open question. Certainly, in the view of this Committee, that is as it should be; some persons on a member's staff ought to be recognized officially as performing other than a secretarial function and ought to be recognized for it.

Now, let me put to you some other difficulties that do rest with your own proposal to free up the classifications of employees. Designations were put upon them in your own proposal and I think we can foresee some difficulty about that because, although they match designations in the public service, they obviously have a different impact, a different intention. For example, if we designate a researcher on the staff of a member of Parliament, it would not be very long before the researchers working for members of the House of Commons will be pointing out to the House and to this Committee that researchers in the public service get \$10,000 a year more than they do.

Now, I think that could be leading to some serious difficulty. I do not know whether we have gone too far in the designation of positions or really not far enough. I think some consideration must be given to really designating the staff of members of the House of Commons in their own capacity and stop trying to use designations that are already in existence. It may be that the sensible way to deal with that is to come to some understanding of a number of positions that ought to be available to a member of the House of Commons and call them member's staff positions. In its simplest form it might be member's staff one, member's staff two, member's staff three and member's staff four. I do not know.

I hope you understand the extent to which we have looked at this to see if there is a way to break the barrier of the classifications that now exist without going fully to a global allowance system and, yet, not getting ourselves tied down to a lot of designations that may give us trouble in the future. That is the approach being taken in this matter. I do hope that we can work the rest of the detail out and come back to you with more on that.

[Traduction]

observé des problèmes de nature administrative, portant sur les congés, les congés de maladie et autres questions de la sorte.

• 1705

Vous avez présenté une proposition de compromis très intéressante, dans laquelle vous préconisez une espèce de système mixte assurant plus de souplesse dans la désignation des postes est intéressant, parce que, vous n'ignorez pas que l'une des plaintes les plus graves que nous recevons au sujet du personnel des députés de la Chambre des communes, est que nous désignons leurs postes en fonction des postes de secrétariat de la Fonction publique. Et c'est devenu la mode de reconnaître, au moins à l'heure actuelle, que les employés affectés aux députés ne se contentent pas d'effectuer «seulement» du travail de secrétaire, si je peux me permettre de dire «seulement».

On peut discuter du bien-fondé de cette situation. Il est certain que le comité, lui, estime que cette reconnaissance est justifiée; on devrait officiellement reconnaître que certains membres du personnel d'un député exercent d'autres fonctions que celles de secrétaire, et cela devrait se refléter dans leurs attributions.

Maintenant, j'aimerais m'attacher à certaines autres difficultés, qui sont liées à votre proposition de décloisonner les classifications d'employés. Votre recommandation comporte en effet, des désignations, et, par conséquent, nous pouvons prévoir certaines difficultés découlant de cela, car bien qu'elles correspondent aux désignations de la Fonction publique, ni leur intention, ni leurs répercussions ne seront les mêmes. Par exemple, s'il y a désignation d'un poste de chercheur au sein du personnel d'un député, les autres chercheurs travaillant pour des députés de la Chambre des communes ne tarderaient pas à faire valoir à la Chambre et au comité que les chercheurs de la Fonction publique reçoivent \$10,000 de plus qu'eux par année.

A mon avis, cela pourrait nous causer des ennuis sérieux. Je ne sais pas si nous sommes allés trop loin ou pas assez loin dans la désignation des postes. Mais j'estime qu'on doit envisager sérieusement la possibilité de désigner les postes du personnel des députés en fonction de leurs attributions réelles et qu'on doit cesser d'utiliser des désignations existant déjà. Il se peut que la meilleure façon de s'occuper de cette question soit finalement d'établir un certain nombre de postes qui devraient être accordés à un député de la Chambre des communes et de leur donner le titre de postes du personnel de député. Dans sa forme la plus simple, on pourrait envisager de nommer un poste de membre du personnel du député, personnel du député niveau un, niveau deux, niveau trois et niveau quatre. Je ne sais pas.

J'espère que vous vous rendez compte du mal que nous nous sommes donné pour vérifier s'il existe un moyen de décloisonner les classifications actuelles sans tomber dans le système de l'allocation globale et, malgré cela, sans nous lier à un grand nombre de désignations qui pourraient nous créer des ennuis à l'avenir. Telle a été notre façon de procéder dans cette question et, j'espère que nous pourrions travailler sur les détails pour ensuite vous renseigner là-dessus.

[Text]

The question of first class travel has been set aside for the moment, not really for any other reason than that one or two of the commissioners, who really have had a good deal to say about this in the past, were not able to attend this particular meeting. Your contribution to this question, I think, could be very significant and so, simply on a practical matter we have deferred that for the moment. I do not even think I should attempt to guess or say anything more about the reaction of it. I am a bit encouraged about finding some common ground in respect to that, but that has to wait for another meeting, I am afraid.

Now then, the specific item of the Northwest Territories was dealt with and it was quickly agreed to that your recommendations in respect to special treatment for the constituency office allowance being used in the Northwest Territories, which is now one member and will, in the next Parliament, be two, be implemented at the beginning of the next Parliament. So, therefore, that minute is being written in respect to both of those that were accepted: the staff allowance for the constituency office and the Northwest Territories' rental allowance use.

• 1710

So those are the things that I am able to report to you now. I think, frankly, there is an encouraging attitude in the commissioners on all of them. It is not that the items do not have some difficulty, but I am encouraged that they are taking a serious look and attempting to find some common ground on both of the two problems that will be deferred for further consideration.

Now that gets me on to the subject of your recommendations, but it has got me off the subject of dollars and cents for the moment. For 1978-79 our estimates are \$76,366,000, representing an increase of 2.58 per cent over 1977 and 1978. That 2.58 per cent increase in dollars and cents is about \$2 million. But we do expect a significant cost reduction for 1978-79. The television program, as I indicated, we expect will cost about \$2 million less next year than it did last year, grants and contributions will be down by almost half a million dollars because of the major grant for the CPA Conference which was held last year, we have caught up with a very heavy backlog in official printing, and therefore expect that we will spend \$1.5 million less next year.

In terms of increases forecasted for next year, salary revisions make up the most important aspect of them. The members revisions of January 1, 1978 represented an increase of 5.71 per cent, and it is expected that revisions for employees of the House as of April 1, 1978 will be approximately the same percentage.

Provision has also been made in 1978-79 for the expected arrival of 18 additional members and, as a result, increased costs are expected in five or six areas; of course the compensa-

[Translation]

La question des voyages en première classe a été mise de côté pour le moment, simplement parce qu'un ou deux commissaires qui, par le passé, avaient beaucoup à dire sur le sujet et étaient incapables d'assister à la réunion. Votre apport à l'étude de cette question, je crois, pourrait être significatif, et donc, pour une raison strictement pratique, nous en avons reporté la date pour le moment. Je crois que je n'ai même pas besoin de deviner quelle sera votre réaction ou de dire quoi que ce soit. Je suis quelque peu encouragé du fait qu'il semble exister un terrain d'entente sur cette question, mais il faudra attendre une réunion ultérieure pour en parler.

Quant à la question précise relative aux Territoires du Nord-Ouest, elle a été examinée et, on a rapidement convenu d'appliquer votre recommandation au sujet du traitement spécial à accorder sur le plan de l'allocation au bureau de circonscription dans les Territoires du Nord-Ouest, c'est-à-dire qu'on portera de un à deux le nombre de membres du personnel, au début du prochain Parlement. On procède donc à la rédaction du procès-verbal portant sur les deux recommandations acceptées: l'allocation en personnel destiné au bureau de circonscription et l'utilisation des sommes servant à la location dans les Territoires du Nord-Ouest.

Telles sont donc les choses au sujet desquelles j'ai été en mesure de vous renseigner quelque peu. Et franchement, j'ai remarqué une attitude encourageante de la part des commissaires au sujet de toutes les questions abordées. Ce n'est pas que certaines d'entre elles ne présentent pas certaines difficultés, mais je suis stimulé par le fait qu'ils se penchent sérieusement sur la chose et tentent de trouver un terrain d'entente au sujet des deux problèmes dont l'étude a été reportée à une date ultérieure.

Cela m'amène maintenant à aborder vos recommandations, mais auparavant je dois revenir à des questions financières. Pour 1978-1979, nos prévisions budgétaires s'établissent à \$76,366,000, ce qui représente une augmentation de 2.58 p. 100 par rapport à 1977-1978. Cette hausse de 2.58 p. 100 se traduit par environ \$2,000,000. Nous nous attendons toutefois à une réduction significative des coûts pour 1978-1979. Comme je l'ai dit plus tôt, la télédiffusion coûtera l'année prochaine environ \$2,000,000 de moins que cette année. Les subventions et les contributions baisseront d'environ \$500,000 à cause des sommes consacrées l'année dernière à la tenue de la conférence de l'APC, nous avons rattrapé le retard très marqué que nous accusions dans l'impression, et nous nous attendons donc à dépenser \$1.5 millions de dollars de moins l'année prochaine.

Pour ce qui est des augmentations prévues pour l'année prochaine, les révisions des salaires en constituent la fraction la plus importante. Les hausses accordées aux députés à compter du 1^{er} janvier 1978, représentaient une augmentation de 5.71 p. 100, et on prévoit que les révisions apportées aux salaires des employés de la Chambre, à partir du 1^{er} avril 1978, correspondront à peu près au même pourcentage.

On a également tenu compte de l'arrivée prévue, en 1978-1979 de 18 députés de plus, par conséquent une hausse des coûts se produira probablement dans cinq ou six régions. On a,

[Texte]

tion for members, their travel, their telephone costs, their constituency office costs, their materials and supplies, and their staff.

In terms of man-years the increase for 1978-79 is estimated at 28 man-years, and these are of course mainly associated with additional staff requirements for the new members coming in.

Mr. Chairman, I am of course ready to answer any questions, and if the shortness of time, because of this afternoon, has made things difficult, I am naturally happy to come back another time.

I do want to take this opportunity though to tell you again, you and the members of your committee, how immensely valuable the work of this committee is in the scheme of things, in terms of dealing intelligently with members' services, the ability to refer to this Committee the various requests that I receive for special treatment of special problems, to refer general requests for increased level of services, the fact that this committee, with all party representation, has done such a professional job over the last couple of years, the first two years of its existence, that it can appoint subcommittees that can take a very serious look at these requests and then submit them back to me for advice, enables me in every case to go to the Commissioners with a much more complete picture and a much more professional and balanced approach to the question of members' services and the needs.

It is difficult for us to sit in judgment on our own requests for greater services, but it is a process that we have to take the responsibility for. In every case there is no doubt that the motivation is to better serve the voting public, and therefore that is always the primary motivation in attempting to evaluate the need for the services requested. But the work of this committee has made it, in my opinion, a thoroughly professional operation, which has enabled me to take a much more complete picture to the commissioners and enable them, I think, to take a far more encouraging and positive approach to these requests by virtue of the fact that they have already been worked through very thoroughly before arriving there. I think previously they had the disposition that just to keep in form they pretty much had to turn down about nine out of ten requests for increases in members' services. That attitude is very much gone, and I think that is entirely due to the work of this committee.

So to you, Mr. Chairman, and to the members of the committee, my sincere thanks and congratulations for a job well done.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Speaker. Dr. MacGuigan is first on the list.

Mr. MacGuigan: Mr. Chairman, first I would like to ask about our report on pages.

[Traduction]

bien entendu, prévu les indemnités accordées aux députés, aux titres des voyages, des appels téléphoniques, des frais découlant du bureau de circonscription, du matériel et des fournitures et de la rémunération versée à leur personnel.

En années-hommes, on estime qu'il y aura en 1978-1979, une progression de 28, et ce chiffre, bien entendu, se rapporte principalement aux besoins en personnel supplémentaire qu'on affectera aux nouveaux députés.

Monsieur le président, je suis tout disposé à répondre à toute question qu'on voudra me poser, mais il y a eu des contraintes cet après-midi et, si nous manquons de temps, il me fera plaisir de revenir une autre fois.

Je tiens toutefois à saisir l'occasion qui m'est offerte pour vous dire, à vous et aux membres de votre comité combien le travail que vous accomplissez est précieux par la façon intelligente avec laquelle vous vous occupez des services aux députés. La capacité qu'a ce comité de recevoir les diverses demandes qu'on me fait parvenir, à propos de l'importance qu'on doit accorder à certains problèmes et à s'occuper des demandes générales d'une amélioration du niveau des services, est fort louable. Le fait que ce comité, constitué de représentants de tous les partis, se soit acquitté de son mandat d'une façon aussi professionnelle ces deux dernières années, les premières de son existence, le fait qu'il soit en mesure de nommer des sous-comités, lesquels, peuvent à leur tour, étudier sérieusement ces demandes, et ensuite me les soumettre, tout cela me permet dans chaque cas de discuter avec les commissaires avec des données beaucoup plus complètes et en adoptant une attitude beaucoup plus professionnelle et nuancée lorsqu'il s'agit de se pencher sur les services à fournir aux députés et sur leurs besoins.

Il nous est difficile d'être les juges de nos propres demandes d'une améliorations des services, mais nous devons assumer cette responsabilité. Dans chaque cas, il n'y a pas de doute que la raison d'être de ces demandes, c'est de mieux servir nos électeurs; cet objectif, à son tour, doit être ce qui nous motive lorsque nous tentons d'évaluer nos besoins en ce qui concerne les services demandés. A cet égard, d'après moi, le comité s'est acquitté de son mandat de façon très professionnelle, ce qui m'a permis de discuter avec les commissaires en connaissance de cause, et leur a permis, je crois, d'adopter une attitude beaucoup plus encourageante et positive à l'égard de ces demandes. Je crois qu'auparavant ils étaient enclins, simplement pour se conformer à leurs fonctions, à rejeter environ neuf demandes d'augmentation de services sur dix. Cette attitude a tout à fait disparu, et je crois que c'est grâce au travail accompli par le comité.

Je remercie donc sincèrement et félicite le président et les membres du comité pour leur travail efficace.

Le président: Merci beaucoup, monsieur l'Orateur. C'est au tour de M. MacGuigan en premier.

M. MacGuigan: Monsieur le président, j'aimerais commencer par vous demander où en est notre rapport sur les pages.

[Text]

Mr. Speaker: Yes. I am sorry, I did not mean to set that aside. We have been active on that. I met with your chairman, with the Clerk of the House, with the Sergeant-at-Arms to look at it. I examined it, and I am of course very encouraged and totally in support of the idea. I have been trying to think of a way to encourage Canadian children from all across the country to come here as pages.

• 1715

The solution you found is one that would never have occurred to me, and that is the business of using university instead of high school students, students in first year university. It gives us the opportunity to get some commitment to uniform acceptance of the first year at college. The question of residence is much more easily handled at the university level than it is at high school. There is not the same difficulty about academic changes and residence, or anything of that sort. The proposal will make it very attractive to any young university student who wants to come here, from a financial point of view, but also from the point of view of being able to attend university here and combine that experience with gaining some knowledge of the House of Commons.

I think it will be a much more advantageous use of the page position, because it is now used as employment in its own right, and as such it is really not a valuable employment. It is a much more valuable experience I think, in terms of another career. We will be able to give the present pages over a period of time, I would hope, other employment that is just as useful to them and perhaps more conducive to the long-range career in the House of Commons.

I am totally in support of the idea. I took the liberty of discussing it with the provincial Speakers when they were here the weekend before last on a regular Commonwealth Conference, the CPA Canadian Region Conference. Most of them do something of this sort in their own provincial parliaments anyway, and they were quite enthusiastic about the idea. I indicated to them that, because of the compression of time, I might very well want to draw on their assistance in nominating candidates in the first year, because most of them have had applications, I think, that they have had to turn back from pages that probably were pretty worthy candidates. If any of them are senior high school students, it might be a very good source of recommendations to start with. I would like to make sure that in the first year of the program we have a minimum of one page from each of the ten provinces. I think this would be a great way to try to accomplish it in a hurry, without having to send a high-cost personnel team all around the country. They could get three or four names to us here that we could possibly interview, and I think we might have something going.

After talking it over with your Chairman and with the Clerk, I have asked that a fact sheet, an information sheet, be put together immediately, which will be distributed to the provincial Speakers but also to others—we have not thought it through yet—in the hope that if we could put the necessary information together in time we would be able to start the program in September. We are able to accommodate a certain

[Translation]

M. l'Orateur: Oui. Je suis désolé, je ne voulais pas escamoter cette question, car nous avons fait progresser les choses. J'ai rencontré votre président, le greffier de la Chambre et le sergent d'armes pour examiner le rapport. Moi-même j'ai fait cela, et j'ai été fort stimulé par les idées exposées, que j'appuie entièrement. J'ai tenté de trouver un moyen permettant aux enfants canadiens de toutes les parties du pays de venir ici pour y travailler comme pages.

La solution que vous avez trouvée ne me serait jamais venue à l'esprit, c'est-à-dire se servir d'étudiants universitaires de la première année d'université au lieu d'étudiant du secondaire. Cela me donne l'occasion d'obtenir une sorte d'engagement pour que soit acceptée unanimement la première année de collège. La question de la résidence peut être réglée beaucoup plus facilement au niveau universitaire qu'au niveau secondaire. Cela ne pose pas les mêmes difficultés au chapitre des changements scolaires, de résidence ou autres. La proposition sera très attrayante pour un jeune étudiant universitaire qui veut venir ici, du point de vue financier, mais il pourra aussi combiner sa fréquentation universitaire ici à l'expérience qu'il acquerra de son étude de la Chambre des communes.

C'est une utilisation bien plus avantageuse du poste de page, qui est considéré maintenant comme emploi de plein droit; comme tel, il n'est pas vraiment valable. Ce serait une expérience beaucoup plus enrichissante, je crois, débouchant sur une autre carrière. Nous allons pouvoir donner à nos pages pendant un certain temps, je l'espère, un autre emploi qui leur sera utile et qui les orientera peut-être à long terme vers une carrière à la Chambre des communes.

Je suis tout à fait en faveur de cette idée. J'ai pris la liberté d'en discuter avec les Orateurs des assemblées provinciales, venus au cours de la fin de semaine dernière à la Conférence régulière du Commonwealth, la Conférence régionale de l'APC. La plupart d'entre eux ont déjà une activité semblable dans leurs Parlements, et ils ont accueilli l'idée avec enthousiasme. Étant donné le peu de temps dont nous disposons, j'ai souligné qu'il faudrait probablement qu'ils m'aident pour nommer les candidats la première année. La plupart ont présenté des demandes, qui ont été rejetées, je crois, alors qu'ils étaient de très bons candidats pour devenir pages. Si certains sont des étudiants en dernière année du secondaire, ce serait peut-être une bonne source de recommandation au départ. J'aimerais m'assurer que pendant la première année du programme nous ayons au moins un page de chacune des 10 provinces. Ce sera une façon de réaliser ce programme rapidement sans avoir à payer de frais élevés pour une équipe voyageant à travers le pays. Les provinces pourraient nous envoyer trois ou quatre noms de personnes que nous pourrions interviewer, et je crois que cela pourrait marcher.

Après en avoir parlé avec votre président et le greffier, j'ai demandé qu'une liste de faits, de renseignements, soit immédiatement mise au point et distribuée aux Orateurs des provinces, mais également aux autres—nous n'avons pas encore tout à fait décidé—dans l'espoir que, si nous pouvons rassembler toutes les informations à temps, nous pourrions commencer le programme en septembre. Nous pourrions accommoder un

[Texte]

number and phase them in Col. Currie tells me that we would phase out gradually those pages who are employed in the House now, in such a way as not to prejudice their own careers in the House or in whatever other employment we can locate for them. So, that whole thing is very much on the go.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Speaker. I can say that Mr. MacGuigan and his subcommittee deserve a great deal of credit for being able to put together what I thought was a very realistic and significant report on a novel experiment, which I believe will make Parliament relevant to the people of the nation once again. It will for the first time, make available to females the same opportunities that have been available to males, as far as serving as pages in the House is concerned. We have to catch up with the Senate, they have been doing that for some time now. I do know that your Clerk, Mr. Fraser, gave Mr. MacGuigan a tremendous assist—and we appreciate his co-operation very much—in conceiving the program we were able to send to you.

Mr. MacGuigan: Mr. Chairman, I have two other areas on which I would like to question in camera. If you want to go to other members first and come back to me, that is fine, or we can go into camera and then go into public again. I will follow your guidance on that.

The Chairman: I think we had better finish the public part of the meeting, if that is agreeable to you, Mr. Speaker.

Mr. Speaker: Yes, it is.

• 1720

The Chairman: Yes. Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): I have two or three areas I would like to put questions on. Is it possible to get a breakdown of the cost of broadcasting for this year as such, and would it be possible to list them as something else lost in some other item? In the estimates book at page 18-12, I presume that this must appear somewhere under Parliamentary Printing and Publications under operating estimates.

Mr. Speaker: That ought not to be difficult. I think we should be able to isolate fairly accurately our costs and we would provide that information to you.

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, well, it is a case, I think, of identifying for the public the cost of what they are getting—they are enjoying it a great deal—but also it gives us an idea what various television stations and cable service systems are benefiting from the free use of the videotapes and so forth and so on, bearing in mind also that the videotapes serve as a permanent record. But see if we can get a breakdown on that.

Now, the next thing. What is the present status of the modifications at the Metropolitan Life Building and, bearing in mind that, what are the plans with regard to the Confederation Building and the accommodation of new Members in the light of, I know, an indefinite date for the next election; it seems, from what I have been able to understand, that we may run into a very serious situation for about 18 members. We

[Traduction]

certain nombre de personnes et les intégrer progressivement. Le colonel Currie me dit que nous pourrions libérer graduellement ces pages qui sont employés actuellement à la Chambre, pour ne pas nuire à leur carrière à la Chambre ou à leurs autres fonctions. Par conséquent, les choses semblent bien parties.

Le président: Merci beaucoup, monsieur l'Orateur. Je dois dire que nous devons beaucoup à M. MacGuigan et à son sous-comité qui a pu rédiger un rapport très réaliste et très significatif sur une expérience tout à fait nouvelle permettant au Parlement de nouveau de mieux s'identifier à la nation. Ce sera la première fois que nous donnerons aux femmes l'occasion qui était offerte aux hommes, celles de servir comme page à la Chambre des communes. Nous devons rattraper le Sénat qui l'a déjà fait. Je sais que votre greffier, M. Fraser, a beaucoup aidé M. MacGuigan; nous apprécions beaucoup sa coopération à l'élaboration d'un programme que nous avons pu vous transmettre.

M. MacGuigan: Monsieur le président, j'ai encore deux autres questions à soulever pour lesquelles j'aimerais bien que nous siégions à huis clos. Si vous soulez donner la parole aux autres membres pour revenir à moi ensuite, très bien, ou nous pouvons siéger à huis clos maintenant et avoir une séance publique par après. Je me conformerai à votre décision.

Le président: Il vaudrait mieux terminer la partie publique de la réunion, si vous êtes d'accord, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Oui, cela vaut mieux.

Le président: Oui, monsieur Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je voudrais poser des questions sur deux ou trois autres sujets afin d'obtenir une ventilation des coûts de la radio-diffusion pour cette année. Serait-il possible d'en obtenir la liste, car ces coûts sont inscrits à un autre crédit du Budget supplémentaire, à la page 18-12. Je suppose que cela fait partie des impressions et des publications parlementaires sous la rubrique Fonctionnement.

M. l'Orateur: Il ne devrait pas être difficile d'isoler de façon assez précise nos coûts et de vous donner ce renseignement.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il s'agit d'identifier pour le public les coûts de ce qu'il reçoit, et de ce qu'il apprécie beaucoup. Nous aurions ainsi une idée de ce dont profitent les divers postes de télévision et de câblodiffusion qui se servent gratuitement des rubans magnétoscopiques, etc., nous souvenant que ces rubans sont des dossiers permanents. Mais voyons voir si nous pouvons obtenir cette ventilation.

Par ailleurs, où en sont les transformations à l'édifice Metropolitan Life; compte tenu de cela, quels sont les plans pour l'édifice de la Confédération qui doit loger les nouveaux députés, à la lumière de la date non fixée encore pour les prochaines élections. Je crois comprendre que nous ferons face peut-être à une situation très sérieuse pour ces 18 députés environ. Il

[Text]

may have to put out a marquee on the front lawn to house them.

Mr. Speaker: In respect to the south block, as we like to call it, until somebody names it, the situation is that Public Works came forward with a proposal to renovate that building, a very extensive renovation, and Treasury Board turned it back. At the time the application was made for the extensive renovation of the building, it appeared that it would keep the place closed down for a couple of years, effectively out of use while the work was being done. Even if you could put people in there, you would be putting them in the midst of workmen and it would not be a very satisfactory arrangement. Therefore, it appeared to us that the space on anything like the scale that we had originally anticipated, would not be available to us for quite some time. However, with the turn-back, the policy being that the renovation was a bit too extravagant, too grandiose, it appears that now we can proceed with a program to use sufficient space in the building, under a partially open concept approach, to accommodate the research units that now occupy the seventh floor of the Confederation building, which was our original intention, and vacate that floor to construct the offices for the 18 new Members.

Now, we have also revised the approach to the refurbishing of the space on the seventh floor so that it can be done in a much shorter space of time than was originally designed, because there was a design put forward initially, not one that was accepted, that really called for the rebuilding of the whole floor. We took the approach that that really was not necessary; that we could use the space substantially in the form that it now exists on the seventh floor but revise the entrances and so on to get 18 offices, and do that in a short space of time. By using the open concept we could come up with some designs and plans that would accommodate the research units in the Metropolitan Life Building and also assure them that they would not be required to move either during or near an election period; that the time of their move would be after the voting day was over.

• 1725

We have now come to the stage of drawings of the space, which were just given to me a couple of days ago. I can now take it up with the party whips to see whether or not we can proceed on this basis and if we can come to some understanding of an allocation of space.

The plan would be to leave everybody where they are until voting day and then, as soon as possible after voting day, very soon, I mean within a day after voting day, to shift the research bureaux across the street to the Metropolitan Life Building, because we presume that the period between voting day and the resumption of hostilities would be a minimum period of activity for the research units, at least the first few days.

We could move them at a minimum of inconvenience to them in that way and move in immediately to the seventh floor and, quite easily in the time that normally exists between voting day and the resumption of Parliament, rearrange the

[Translation]

faudra peut-être installer une tente sur la pelouse principale pour les loger.

M. l'Orateur: Pour ce qui est de l'édifice du sud, comme nous aimons l'appeler, jusqu'à ce que quelqu'un en change le nom, le ministre des Travaux publics a présenté une proposition pour le rénover, des rénovations très importantes, que le Conseil du Trésor a rejetées. Au moment où la demande a été faite pour ces rénovations importantes, il semble qu'il ait été question de fermer complètement l'édifice pendant les quelques années que dureraient les travaux. Même si nous voulions y loger les gens, ils auraient à travailler parmi les ouvriers, ce ne serait pas du tout satisfaisant. Par conséquent, la grandeur de l'espace que nous avons prévu au départ ne sera donc pas disponible pendant un certain temps. Toutefois, la proposition rejetée, la rénovation a été considérée comme étant trop coûteuse ou trop grandiose. Il semble maintenant qu'il y aura un programme visant à utiliser suffisamment d'espace dans l'édifice, un concept d'aires ouvertes, pour loger les unités de recherche qui occupent actuellement le septième étage de l'édifice de la Confédération. Notre intention au départ était de libérer cet étage pour construire des bureaux pour les 18 nouveaux députés.

Nous avons également révisé notre décision de meubler à neuf cet espace au septième étage, afin que ce soit fait de façon beaucoup plus rapide que prévu. Il avait été question initialement de tout reconstruire cet étage, mais finalement cela n'a pas été accepté. Nous avons décidé que ce n'était pas nécessaire, qu'il fallait utiliser, en grande partie l'espace tel qu'il se présente actuellement au septième étage, en changeant les entrées pour avoir accès aux 18 bureaux et le faire dans un laps de temps très court. En utilisant les aires ouvertes, nous pouvons présenter des plans, des dessins, qui recevraient les unités de recherches dans l'édifice Metropolitan Life, tout en leur garantissant qu'ils n'auraient pas à déménager, au moment des élections. Le déménagement serait prévu après la date du scrutin.

Nous en sommes maintenant à l'étape des plans; ils m'ont été remis il y a quelques jours. Je peux maintenant discuter avec les whips des partis pour décider si nous pouvons ou non commencer sur cette base et si nous pouvons nous entendre pour la répartition de l'espace.

On envisage de laisser tous les gens en place jusqu'au jour du scrutin et, aussitôt que possible, disons un jour ou deux après, de transférer le bureau de recherche de l'autre côté de la rue, à l'Édifice du Metropolitan Life. Je suppose qu'entre le jour du scrutin et la reprise des hostilités, il y aura une période d'activité minimale pour les unités de recherche, au moins les premiers jours.

Nous pourrions les déménager sans que cela les gêne beaucoup et, de cette façon, occuper immédiatement le septième étage. Cela peut se faire très facilement, pendant la période qui habituellement s'écoule entre le jour du scrutin et la

[Texte]

offices so that there would be accommodation for the 18 members.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Speaker.

Mr. Lambert, are you through?

Mr. Lambert (Edmonton West): No.

The Vice-Chairman: I am sorry.

Mr. Lambert (Edmonton West): I am not through yet.

Well, there are two things there I want to question, actually. On what basis does Public Works determine what changes they are going to make or effect in House of Commons buildings', which are designed for members' use and in which, I insist personally, members should have a say; secondly, also the standards that Treasury Board somehow whomp out of, I do not know quite where, to determine yes or no. You know, there is no input from . . . This is a thing I would like to get cleared up.

Mr. Speaker: Well, to begin with, the building is owned by Public Works.

Mr. Lambert (Edmonton West): So is this building.

Mr. Speaker: Well, I am not sure. Anyway, the point is that it has been suggested that we administer the building, as Parliament, the whole building, to have a uniform administration here and across the street, but we do not own the building in the same sense that we own this one. Therefore, for example, a commitment was made to the Post Office in respect to a philatelic museum. I am not sure that we are in a position to simply insist that that not be done because the commitment was made prior to an indication that we would take over the whole building.

Now, maybe we are; I think if it had to be done it could be done, but the authority over the whole building is not, certainly, as clear as it is in respect to these buildings.

Now, to further answer your question, the activity of Public Works related to basic services in the building: the condition of the roof, the condition of the windows, the condition of air conditioning, things of that sort; they were proposing to go through all those mechanical services, and to revitalize the whole thing at a very high cost. It was not a suggestion particularly of a proposal to divide up the floor space, so much as it was a proposal to renovate the whole building in terms of basic services. Therefore, it was a Public Works project for the renovation of the whole building, but not so much their intervention to decide the size of offices or the details of that sort. We did not get that far.

Essentially, the Treasury Board decision was more in the form of saying, if this kind of basic mechanical work has to be done in the building, it does not have to be this lavish. What authority is there for the proposition that the building needs all new windows, which was a very expensive item and which, in my opinion, was highly questionable. Those were the kind of basic decisions that were being made rather than the more detailed one that you are talking about—that kind of thing.

[Traduction]

reprise des travaux parlementaires. Nous pourrions ainsi réaménager les bureaux afin de loger les dix-huit députés.

Le vice-président: Merci, monsieur l'Orateur.

Monsieur Lambert, avez-vous terminé?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non.

Le vice-président: Excusez-moi.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je n'ai pas tout à fait terminé.

Il y a encore deux choses que je voudrais savoir. Quels sont ces changements effectués par les Travaux publics aux édifices de la Chambre des communes et entrepris pour les députés; à ce sujet, et j'insiste personnellement, les députés devraient avoir leur mot à dire. Deuxièmement, en vertu de quelle autorité le Conseil du Trésor a-t-il rejeté, du moins a-t-il pu déterminer s'il acceptait ou non les plans. Il n'y a aucun apport . . . J'aimerais bien que ce soit éclairci.

M. l'Orateur: Pour commencer, l'édifice appartient aux Travaux publics.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Celui-ci également.

M. l'Orateur: Je n'en suis pas certain. De toute façon, on a proposé que nous gérions l'édifice, comme partie du Parlement, tout l'édifice, pour avoir une administration uniforme ici et de l'autre côté de la rue. Mais cet édifice-là ne nous appartient pas de la même façon que celui-ci. Par exemple, nous nous sommes engagés envers le ministère des Postes pour un musée de philatélie. Je ne suis pas certain qu'il suffise que nous insistions pour que cela ne se fasse pas, car nous nous sommes engagés avant qu'il soit question de reprendre tout l'édifice.

C'est maintenant ce qui va se passer. S'il fallait que ce soit fait, cela pourrait l'être, mais l'autorité concernant l'ensemble de l'édifice n'est certainement pas aussi claire dans ce cas-ci que dans le cas des autres édifices.

Pour répondre maintenant à votre question, les activités des Travaux publics ont trait aux services fondamentaux de l'édifice: la condition du toit, des fenêtres, la climatisation, etc; le ministère se proposait d'examiner tous ces services mécaniques, de rénover l'ensemble à un coût très élevé. Il ne s'agissait pas d'une proposition sur la répartition de l'espace à l'étage, mais plutôt d'une proposition pour rénover l'ensemble de l'édifice, c'est-à-dire ses services de base. C'était donc un projet des Travaux publics pour la rénovation de l'édifice en entier. Le ministère ne devait pas intervenir dans la décision concernant la grandeur des bureaux ou des détails du même genre. Nous n'en étions pas rendus là.

La décision du Conseil du Trésor, essentiellement, visait surtout à décider si ce genre de travaux mécaniques devait être fait dans l'édifice, s'ils devaient être aussi somptueux. On peut se poser des questions sur l'autorité dont jouit le ministère pour proposer un remplacement de toutes les fenêtres de l'édifice, un poste très coûteux, à mon avis, et très discutable. C'est ce genre de décision importante qui a été prise plutôt que les détails que vous avez soulevés.

[Text]

Mr. Lambert (Edmonton West): Yes, that will satisfy me, there. The last question I have is that I have spoken to Colonel Currie on this, but I want it for the record here.

We have been battling or striving for a fire warden and fire drill service in all our buildings. To date, no fire drills have taken place and there are no instructions to staff, generally. I would hate to think, if we did have a fire in any one of our buildings, what would happen. Perhaps you could say that progress has been made but, you know, it will be satisfactory only after we have had a couple of fire drills.

• 1730

Mr. Speaker: Some progress has been made but a regime is not now in place to run off a fire drill or to evacuate the building in the event of a fire. Col Currie, do you have any comment to add on that? I know the Colonel worked with the fire marshal in attempting to set up the kind of regime that the fire marshal had in mind. Perhaps he could bring the committee up to date on it.

LCol D. V. Currie (Sergeant-at-Arms, House of Commons): Technically, we have gone through part of the process. We have lined up people to be fire wardens. We have indicated to the fire marshal's office that this has been done and the next step is up to them, but they have been waiting because of the technical aspect of getting the fire-alarm systems finished. Even the one in the Confederation Building, which they have been playing with for some year or so, is not yet completed, ready and handed over to us. Until we have that system in place, we cannot go to the next phase. We are even worse off in the West Block because they are just working on it now.

Mr. Lambert (Edmonton West): All I can say, Mr. Chairman and Mr. Speaker is, I hope someone does not drop a lighted match in a wastebasket. The fire commissioner at the time of the Abbot Commission of inquiry into premises really put in a very scathing report and we are now three years after that event and I do not think myself that we can point to ourselves as having moved with the desired speed. At his pace, we are going to have to choose all new fire wardens. Mind you, they were not trained but most of those people will have moved away.

Mr. Speaker: I do not say this facetiously, it is a great job for a new Parliament and in the sense that there is some very serious difficulty in making the kind of progress that we would like at this stage of the problem because even if you start to relocate the personnel, much less change them, you have taken a big step backwards, but your point is well taken. We have not made the progress that this problem deserves and I would want to leave a memo for my successor that at the beginning of the next Parliament this matter be given a premium priority and that the regime be established at the beginning of the Parliament as soon as possible after occupancy. It is a serious situation.

[Translation]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je suis satisfait de cette réponse. J'ai une dernière question. J'en ai déjà parlé au colonel Currie, mais je désire qu'elle soit consignée au compte rendu.

Nous nous sommes battus pour obtenir un préposé aux incendies et des exercices d'alerte au feu dans tous les édifices. A ce jour, nous n'avons eu aucun exercice, et il n'y a pas eu non plus d'instructions au personnel. Je ne voudrais pas voir ce qui se produirait s'il y avait un feu dans nos édifices. Il y a eu du progrès, mais ce ne peut être satisfaisant que lorsqu'il y aura eu quelques exercices d'alerte.

M. l'Orateur: Il y a eu certains progrès, mais il n'y a pas encore de régime en place pour nous permettre de faire des exercices de sauvetage ou d'évacuer l'édifice en cas d'incendie. Colonel Currie, auriez-vous autre chose à ajouter à ce propos? Je sais que le colonel a travaillé avec le directeur du service des incendies pour essayer de mettre sur pied le genre de service auquel le directeur songeait. Peut-être le colonel pourrait-il nous renseigner.

LCol D. V. Currie (sergent d'armes, Chambre des Communes): Du point de vue technique, nous avons déjà mis sur pied une partie du système. Nous savons déjà qui seront les surveillants. Nous savons déjà qui seront les surveillants. Nous en avons averti le bureau du directeur, et c'est à lui de décider des mesures qu'il faudra prendre ensuite, mais nous devons attendre à cause des aspects techniques qui entrent en jeu, car le système d'alarme n'est pas encore prêt. Même dans l'édifice de la Confédération, où l'on travaille à ce système d'alarme depuis à peu près un an, les choses ne sont pas au point et ne nous ont pas encore été confiées. Avant que ce système ne soit en place, nous ne pouvons passer à la prochaine étape. C'est encore pire pour l'édifice de l'Ouest parce qu'on y commence à peine le travail.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président et monsieur l'Orateur, tout ce que je puis espérer, c'est que quelqu'un n'échappe pas d'allumettes dans un panier rempli de papiers. A l'époque de la Commission d'enquête Abbott sur nos locaux, le directeur du Service des incendies a rédigé un rapport cinglant et, trois ans plus tard, je ne crois pas qu'on puisse dire que la situation ait évolué aussi vite qu'elle aurait pu. Si les choses continuent à traîner, nous devons nous trouver de nouveaux surveillants. Remarquez, ils n'ont pas encore subi d'entraînement, mais ils auront tous déménagé.

M. l'Orateur: Je ne veux pas être facetieux, mais ce sera un travail très intéressant pour le nouveau Parlement puisque nous avons bien des difficultés à progresser de la façon dont nous le voudrions et, si à l'heure actuelle, l'on devait commencer à déménager ou à changer le personnel, ce serait faire un grand pas en arrière, mais vous avez raison. Nous n'avons pas fait les progrès voulus à ce chapitre et je vais laisser une note pour mon successeur afin qu'il donne priorité à ce problème lors de la convocation du prochain Parlement, le priant de voir à ce qu'on établisse un régime dès que possible. La situation est sérieuse.

[Texte]

Mr. Lambert (Edmonton West): What about Public Works? Cannot someone give them a hot foot?

Mr. Speaker: Is that the expression?

Mr. Lambert (Edmonton West): Well, I could use another expression.

The Vice-Chairman: Mr. St-Jacques, I think, had some clarification.

Mr. St-Jacques: In reply to Mr. Lambert's first question on the cost of the television program, I can give you some figures.

Mr. Lambert (Edmonton West): All right.

Mr. St-Jacques: In terms of staff, provision has been made for \$1 million. In terms of equipment . . .

Mr. Lambert (Edmonton West): How many employees?

Mr. St-Jacques: Forty one man-years. In terms of equipment, \$1,400,000, and in terms of supplies, mainly tapes, \$270,000, for an over-all figure of \$2,630,000.

Mr. Speaker: Are you able to isolate last year's costs?

Mr. St-Jacques: Yes, last year's costs were \$500,000 for staff and the capital expenditure was \$4,250,000.

Mr. Speaker: Those are the figures that I used at the beginning of the meeting.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. St-Jacques. Mr. Comtois.

M. Comtois: Monsieur le président, j'aimerais revenir sur un point soulevé au début par M. l'Orateur au sujet d'une décision des commissaires de la régie interne. Nous avions recommandé que l'allocation de comté pour plus d'une secrétaire soit augmentée le plus possible et aussi que cela entre en vigueur le 1^{er} janvier 1978 et ce, pour corriger une injustice de notre système. Et la recommandation avait été faite parce que M. St-Jacques nous avait assurés que les fonds étaient déjà votés, étant donné que dans les prévisions budgétaires, c'était le maximum qui était prévu pour le comté, soit environ \$11,100. Alors, nous croyions qu'il n'y avait aucune raison qui empêcherait les commissaires d'accepter cette recommandation. Cependant, si je comprends bien, elle a été acceptée, mais pour le prochain Parlement seulement. Alors, nous ne faisons que prolonger l'existence d'une injustice dont est victime depuis déjà deux ans environ un personnel que nous considérons comme étant très qualifié puisque nous le gardons à notre service. Et je me demande si nous ne pourrions pas revenir et formuler une nouvelle proposition aux commissaires qui doivent se réunir la semaine prochaine, pour essayer de faire accepter cette résolution-là qui était endossée par tous les membres du Comité et tous les partis politiques. Est-ce que ce serait possible de formuler une nouvelle proposition, simplement pour cet item-là, monsieur l'Orateur?

• 1735

Mr. Speaker: I think it is a practical impossibility to change the decision for three or four reasons. First, the Commissioners

[Traduction]

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Et les Travaux publics? Quelqu'un ne pourrait-il pas leur chauffer les pieds?

M. l'Orateur: C'est l'expression consacrée?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'en connais une autre.

Le vice-président: Je crois que M. St-Jacques a quelques éclaircissements à nous donner.

M. St-Jacques: En réponse à la première question de M. Lambert portant sur la télévision, je puis vous donner quelques chiffres.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Parfait.

M. St-Jacques: Question du personnel, nous avons prévu 1 million de dollars. Question de matériel . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Combien d'employés?

M. St-Jacques: Quarante et une années-hommes. Question d'équipement, \$1,400,000 et question de matériel, surtout des bandes magnétiques, \$270,000 pour un total général de \$2,630,000.

M. l'Orateur: Pouvez-vous nous dire plus précisément combien il en a coûté l'an dernier.

M. St-Jacques: Oui, l'an dernier nous avons réservé \$500,000 pour le personnel, et le capital immobilisé se montait à \$4,250,000.

M. l'Orateur: Ce sont les chiffres dont je me suis servi au début de la réunion.

Le vice-président: Merci, monsieur St-Jacques. Monsieur Comtois.

Mr. Comtois: Mr. Chairman, I would like to come back to a point brought up at the beginning of the meeting by Mr. Speaker concerning a decision made by the commissioner of Internal Economy. We had recommended that the county allocation for more than one secretary be increased as much as possible and apply as at January 1, 1978, to correct a certain injustice which exists in our system. And this recommendation had been made because Mr. St-Jacques had assured us that the funds had already been voted because in the estimates the maximum, \$11,100 had been mentioned for the riding. Therefore, we believed there was no reason which would have prevented the Commissioners accepting that recommendation. However, if I am not mistaken, it was accepted but for the next Parliament only. So we are simply prolonging the existence of an injustice which has been dragging on for a couple of years for a personnel we consider to be very qualified because we keep them in our service. And I wonder if we could not go back and submit a new proposition to the commissioners who are supposed to meet next week to try and get that resolution accepted because it had been endorsed by all the members of the Committee and all political parties. Would it be possible to submit a new proposition simply for that item, Mr. Speaker?

M. l'Orateur: Je crois qu'il est presque impossible de changer la décision pour trois ou quatre raisons. Tout d'abord, les

[Text]

took a basic decision that whatever changes they made at this time would be effective in the new Parliament. That applied, of course, to this particular change. That was a basic decision.

Secondly, from a practical point of view, having got them together to deal with the problem and had a resolution of it, I will feel fortunate if before Easter I can get them to finalize the other two items that are outstanding, much less going back to redo one that has already been done.

Thirdly, their motivation in respect to the constituency office program basically works against doing this in the way you have suggested because you will recall that at the beginning of the constituency office program there were a number of discrepancies or anomalies that were there in the regulations. In fact for quite some time, for example, we paid the junior secretary in the member's office here in Ottawa a good deal less than we paid the girl in the constituency office.

The thinking at the start of the program was that every possible precaution had to be put in place on this constituency office program in order to ensure its quality, because it was the kind of program on which control could easily be lost and it could be perceived to be quite an extravagance and waste of money by the taxpayer. That approach was very successful because the program was introduced; it was initiated with great control and great success.

I think everyone was aware that in time we would move with proper dispatch to correct some of the difficulties, and bringing these two salaries together was one of them. That was a first step. Now bringing the allowance and the salary together is a second step. I think it is in keeping with their basic disposition. It is not just a matter of convenience to say, "Well, it is more convenient to start it in the next Parliament." It is also in keeping in a more substantial way with the basic disposition to approach this program and to change it very cautiously and very carefully. Now I think it is in line with all three of those things that they have said, "All right, the change is justified, but let us make it at the beginning of the next Parliament." It is not just a frivolous decision.

M. Comtois: Merci.

Le vice-président: M. St-Jacques a, je pense, quelques informations additionnelles à donner à M. Comtois sur ce sujet.

M. St-Jacques: Je voulais tout simplement indiquer que s'il est vrai que les sommes d'argent étaient prévues, je crois qu'après les explications additionnelles qui ont été données, on peut laisser de côté le sujet. J'aurais un autre commentaire à faire: je me demande si cela ne devrait pas être discuté à huis clos... ?

Mr. Speaker: If I said, Mr. Chairman, by the way, that at the beginning of the program we paid the constituency girl more, I was saying that at the beginning we paid the constituency office girl less than we paid the junior girl in Ottawa. That is what I intended to say.

[Translation]

commissaires ont déjà décidé que les changements se feraient après la convocation du nouveau Parlement. Évidemment, cela valait aussi dans le cas présent. C'était une décision fondamentale.

Deuxièmement, du point de vue pratique, puisqu'ils se sont déjà réunis pour étudier un problème et qu'ils l'ont résolu, et puisque je serai le plus heureux des hommes s'ils réussissent à trouver une solution définitive à deux autres problèmes qui nous préoccupent avant Pâques, je ne crois pas qu'il soit possible de leur proposer de réétudier un problème déjà résolu.

Troisièmement, la raison pour laquelle il en a été décidé ainsi pour le programme des bureaux de circonscription va à l'encontre de votre proposition puisque vous vous souviendrez qu'au début de l'application de ce programme, il se trouvait bien des anomalies dans les règlements. Par exemple, pendant une période de temps assez longue, la secrétaire de rang inférieur qui travaillait au bureau du député ici à Ottawa recevait beaucoup moins que la secrétaire de même niveau qui travaillait dans le bureau de la circonscription.

Dès la mise en place du programme, nous avons voulu prendre toutes les précautions possibles pour assurer la qualité parce qu'il s'agissait du genre de programme dont on peut facilement perdre la direction, et le contribuable aurait très bien pu croire qu'il s'agissait là d'un gaspillage de fonds. Cette façon de faire a été une réussite: le programme a été présenté, il a été mis sur pied, bien contrôlé et a connu un franc succès.

Tous savaient, me semble-t-il, que nous réglerions certains problèmes en temps et lieu, et l'un des problèmes à régler était le rapprochement des échelles de salaire. C'était un premier pas. Pour la deuxième étape, il faut ramener ensemble le salaire et l'allocation. Je crois que cela rejoint leur pensée fondamentale. On ne dit pas tout simplement qu'il serait plus facile de mettre tout cela en œuvre pour le prochain Parlement. Il s'agit fondamentalement de rester logique avec soi-même et de changer ce programme avec toute la prudence nécessaire. Je crois que c'est en tenant compte de tous ces facteurs que les commissaires ont dit: «Parfait, le changement est justifié, mais n'entrera en vigueur qu'après convocation du nouveau Parlement.» Il ne s'agit pas d'une décision frivole.

Mr. Comtois: Thank you.

The Vice-Chairman: I believe that M. St-Jacques has some additional information for Mr. Comtois on that.

Mr. St-Jacques: He simply wanted to indicate that it is true that the funds were provided for but I believe that after the additional explanations that have been given we can set this subject aside. I would like to make another comment: I wonder if all this should not be discussed in camera?

M. l'Orateur: Monsieur le président, si j'ai dit qu'au début du programme le salaire des secrétaires de circonscription étaient plus élevés, j'ai dit aussi qu'au début le salaire des secrétaires de circonscription était moins élevé que celui des secrétaires qui travaillent à Ottawa. Voilà ce que je voulais dire.

[Texte]

Le vice-président: Messieurs, monsieur l'Orateur, M. MacGuigan propose que le Comité siège maintenant à huis clos . . .

Le Comité siège maintenant à huis clos.

Mr. Hopkins: Mr. Chairman, on a point of order, would Mr. MacGuigan say wheter it was possible to pass the estimates before he makes his comments?

Mr. MacGuigan: Mr. Chairman, I would be agreeable as long as I do not lose the right to ask questions.

The Vice-Chairman: Mr. MacGuigan, it was just to clear the place and then we will adjourn.

Monsieur Lambert, vous avez la parole sur la question en discussion.

M. Lambert (Bellechasse): Merci.

Monsieur le président, au service des impressions, l'atelier qu'il y a actuellement à l'édifice de la Confédération ne semble pas suffisant; il n'y a pas assez d'espace à cause du travail considérable qui doit y être fait. Est-ce qu'il y a un projet de réaménagement quelconque de cet atelier, que ce soit dans l'édifice même ou de l'autre côté de la rue? Est-ce qu'il y a un projet quelconque à ce niveau-là?

• 1740

M. l'Orateur: C'est à l'étude. Monsieur St-Jacques.

M. St-Jacques: Il y a quelques semaines, monsieur Lambert, nous nous réunissions justement pour discuter de ce problème-là qui devient assez sérieux, étant donné la lourde charge de travail de ce service, pour discuter aussi de la façon dont nous devons réagir à cette demande accrue, de l'équipement nécessaire et du personnel qui doit aller travailler là. A la suite de rencontres avec des représentants du ministère des Travaux publics, nous avons exploré un certain nombre de solutions ici sur place.

Il semble que les solutions qui ont été trouvées ne répondent pas réellement aux besoins du service et dans ce contexte-là, nous sommes sur le point de considérer la possibilité de relocaliser cette usine dans un édifice qui serait peut-être situé à quelques milles de la Colline du Parlement. Il est vrai que cela va probablement poser un certain nombre d'inconvénients en ce sens que les députés n'auront plus facilement accès à l'usine; ils ne pourront plus aller vérifier leur texte ou bien discuter de certains problèmes de production concernant leurs envois collectifs. Mais, de toute façon, je pense que le problème est assez sérieux et qu'il fallait, nécessairement envisager tous les genres de solutions. Celle que nous retenons dans le moment est d'aller s'installer ailleurs que sur la Colline du Parlement.

M. Lambert (Bellechasse): Ce ne serait pas un cadeau.

M. Comtois: Nous ferions mieux d'y penser.

Le vice-président: Cela répond à votre question, monsieur Lambert?

M. Lambert (Bellechasse): Oui, il me donne des explications. Mais je voudrais faire remarquer au Comité que nous devrions y penser davantage parce qu'un service d'impression situé à quelques milles va être dispendieux, je pense. Il faut

[Traduction]

The Vice-Chairman: Gentlemen, Mr. Speaker, Mr. MacGuigan suggests that the Committee now sit in camera . . .

The committee is now sitting in camera.

M. Hopkins: Monsieur le président, un rappel au Règlement; M. MacGuigan pourrait-il nous dire s'il est possible d'adopter le budget avant qu'il fasse ses commentaires?

M. MacGuigan: Monsieur le président, je suis d'accord pourvu que j'aie ensuite le droit de poser mes questions.

Le vice-président: Monsieur MacGuigan, c'était tout simplement pour vider la salle, puis nous ajournerons.

Mr. Lambert, you have the floor on the subject being discussed.

Mr. Lambert (Bellechasse): Thank you.

Mr. Chairman, the printing plant in Confederation Building does not seem to be big enough; there is not enough space for all the work that is being done there. Are there any plans to upgrade these facilities either in the present building or on the other side of the street? Are there any plans for that?

Mr. Speaker: It is under consideration.

Mr. St-Jacques: A few weeks ago, Mr. Lambert, we met to discuss that problem which is becoming rather serious because of the demands being put on that service and also to discuss how we should react to this increasing demand and also to discuss the necessary equipment and personnel who must work there. After meetings with the representatives of the Department of Public Works, we explored a certain number of solutions.

It seems that the solutions do not really answer the needs of the service, and in that context we are about to consider the possibility of relocating this plant in a building which might be located a few miles from Parliament Hill. It is true that might cause certain inconvenience in that the members will not have ready access to the plant; they will not be able to go and check up on their texts or discuss certain production problems concerning batch mailings. In any event, I think that the problem is serious enough and we had to take all possible solutions under consideration. For the moment, we are considering moving away from Parliament Hill.

Mr. Lambert (Bellechasse): Out of the frying pan into the fire.

Mr. Comtois: We had better think about that.

The Vice-Chairman: Does that answer your question, Mr. Lambert?

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes, it does give me some clarification. However, I would like to say to the Committee that we must consider this very carefully because I think a printing service located a few miles away could be rather

[Text]

songer au transport et ensuite, cela va diminuer l'efficacité du service pour les députés, du moins quotidiennement.

Je pense qu'on avait songé à installer cela de l'autre côté de la rue, à un moment donné. Moi, j'approuve la formule du président, soit l'édifice du sud. Je trouve que c'est bien pensé, cela. Avec cela, on va toujours se comprendre. C'est donc la suggestion que je fais.

M. l'Orateur: Faites l'édifice Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Ce ne serait pas si mal.

Le vice-président: Nous retenons votre suggestion, monsieur l'Orateur.

I do not think there are any more questions on the estimates now.

Before we go in camera, shall Vote 5 carry?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'avais l'impression que M. MacGuigan allait poser des questions sur les crédits à huis clos. Je pense qu'un petit tour comme celui-ci n'est peut-être pas suffisant mais d'autre part, si nous avons l'occasion plus tard d'adopter les crédits, je serais prêt à le faire. J'avais d'autres questions, surtout sur le programme que nous avons recommandé et aussi sur les relations entre ce Comité et les commissaires.

Nous, nous sommes un peu plus près de la situation et surtout du problème qui a été exposé par M. Comtois. Les commissaires, qui sont tous ministres, ont leur allocation ministérielle de \$190,000 par an et ils peuvent en faire ce qu'ils veulent. Alors, cela ne les touche pas. Eux n'ont pas les difficultés qu'envisagent M. Comtois et les autres qui voulaient résoudre ce problème. C'est pour cela que j'espère que les commissaires étudieront la situation dans l'optique des membres de ce Comité qui sont beaucoup mieux au fait de la situation. J'aurais bien aimé voir les commissaires accepter les recommandations parce qu'actuellement, j'ai des idées là-dessus et je pense qu'il faut clairement les exposer.

Mr. Speaker: It may be necessary to come back another time to go into some of these things more fully. I do not know how much more we can accomplish. I know Mr. MacGuigan has something.

(In Camera)

The Vice-Chairman: the meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

costly. There is the question of transportation and it will also decrease the efficiency of the service for the members on a day-to-day basis.

I think we were contemplating installing it on the other side of the street at one point. I agree with the Chairman's formula, that is the South Block. I think it is a good idea. That way, we will know what we are talking about. Therefore, that is what I suggest.

Mr. Speaker: Make it the Lambert Block.

Mr. Lambert (Bellechasse): You could do worse.

The Vice-Chairman: We will consider your suggestion, Mr. Speaker.

Je crois qu'il n'y a plus de questions sur le budget.

Avant de siéger à huis clos, le crédit 5 est-il adopté?

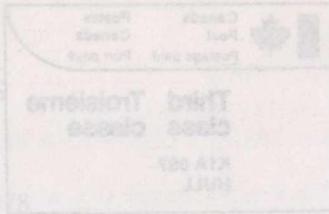
Mr. Lambert (Edmonton West): I thought Mr. MacGuigan was going to put questions on the Vote in camera. I do not think such a short round is sufficient, but, on the other hand, if we have the opportunity of carrying the Vote later on, I am ready to do so. I had more questions especially on the program we had recommended and also on the relationship between this Committee and the commissioners.

We, as members, are a little closer to the situation and especially to the problem that Mr. Comtois has talked about. The Commissioners, who are all ministers, have their ministers' allowance of \$190,000 per year and they can do what they want with it. So, that does not affect them. They do not have the problems mentioned by Mr. Comtois and the others who would like to solve this problem. That is why I hope that the commissioners will study the situation from the point of view of the members of this Committee who are much closer to the problem. I would have liked to see the Commissioners accept the recommendations because presently I have ideas on that and I think that they should be clearly set out.

M. l'Orateur: Il nous sera peut-être nécessaire de revenir une autre fois pour parler de tout cela plus en détail. Je ne sais pas ce que nous pouvons accomplir de plus. Je sais que M. MacGuigan a quelque chose à nous dire.

A huis clos.

Le vice-président: Le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvel ordre.



CHAMBRE DES COMMUNES

3^e session

Le mardi 15 mars 1978

Président: M. Robert C. Coates

Chairman: Mr. Robert C. Coates

Minutes of Proceedings of the Standing Committee on

Minutes of Proceedings of the Standing Committee on

WITNESSES—TÉMOINS

Management and

Gestion et des

Members Services

Services des Membres

Le 7 décembre 1977
De la Chambre des communes
M. Alain Frenette, le greffier de la Chambre
M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel

December 7 1977
From the House of Commons
Mr. Alain Frenette, the Clerk of the House
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel

D'approvisionnement et Services Canada
M. Paul M. Power, chef de division, Approvisionnement et Services, Chambre des communes

From Supply and Services Canada
Mr. Paul M. Power, Division Chief, Supply and Services, House of Commons

Le 16 décembre 1977
De la Chambre des communes, 67-8761
M. Alain Frenette, le greffier de la Chambre
M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel

December 16 1977
From the House of Commons, 67-8761
Mr. Alain Frenette, the Clerk of the House
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel

D'approvisionnement et Services Canada
M. Paul-Michel Power, Directeur des Services (Services), Chambre des communes

From Supply and Services Canada
Mr. Paul-Michel Power, Director of Commons Services (Services)

Le 8 février 1978
De l'Assemblée législative
M. R. M. Fedoruk, vice-président, Vente

February 8 1978
From Legislative Assembly
Mr. R. M. Fedoruk, Vice-President, Sales

De la Chambre des communes
M. Alain Frenette, le greffier de la Chambre
M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel
From the Office of the Chief Electoral Officer:
Mr. R. G. Dubé, Director, Election Expenses.

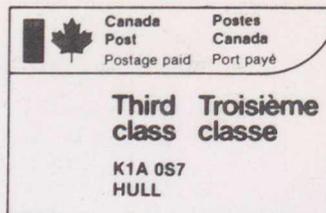
From the House of Commons
Mr. Alain Frenette, the Clerk of the House
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel
Du Bureau du directeur général des élections:
M. R. G. Dubé, directeur, Financement des élections.

March 8, 1978
From the House of Commons:
Lt. Col. C. D. Currie, Sergeant-at-Arms;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

Le 8 mars 1978
De la Chambre des communes:
Lt. Col. D. V. Currie, Sergent d'Armes;
M. G. A. St-Jacques, Directeur de l'administration et du personnel.

March 1, 1978
From the House of Commons:
Mr. J. P. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

Le 1^{er} mars 1978
De la Chambre des communes:
M. J. P. J. Maingot, secrétaire légiste et conseiller parlementaire;
M. G. A. St-Jacques, Directeur de l'administration et du personnel.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Printing and Publishing,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7
En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie et Édition,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

December 7, 1977

From the House of Commons:

Mr. Alistair Fraser, the Clerk of the House;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel.

From Supply and Services Canada:

Mr. Paul M. Powers, Division Chief, Supply and Services,
House of Commons.

December 16, 1977

From the House of Commons:

Mr. Alistair Fraser, the Clerk of the House;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel.

From Supply and Services Canada:

Mr. Paul-Michel Powers, House of Commons Division
(Services).

February 8, 1978

From Alphatext Limited:

Mr. P. M. Fedirchuk, Vice-President, Sales.

From the House of Commons:

Mr. Alistair Fraser, the Clerk of the House;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel.

February 15, 1978

From the House of Commons:

Mr. Alistair Fraser, the Clerk of the House;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel.

February 22, 1978

From the House of Commons:

Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel.

(Continued on the previous page)

Le 7 décembre 1977

De la Chambre des communes:

M. Alistair Fraser, le greffier de la Chambre;
M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du
personnel.

D'Approvisionnement et Services Canada:

M. Paul M. Powers, chef de division, Approvisionnement et
services, Chambre des communes.

Le 16 décembre 1977

De la Chambre des communes:

M. Alistair Fraser, le greffier de la Chambre;
M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du
personnel.

D'Approvisionnement et Services Canada:

M. Paul-Michel Powers, Division de la Chambre des com-
munes (Services).

Le 8 février 1978

De Alphatext Limited:

M. P. M. Fedirchuk, vice-président, Ventes.

De la Chambre des communes:

M. Alistair Fraser, le greffier de la Chambre;
M. G. A. St-Jacques, Directeur de l'administration et du
personnel.

Le 15 février 1978

De la Chambre des communes:

M. Alistair Fraser, le greffier de la Chambre;
M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du
personnel.

Le 22 février 1978

De la Chambre des communes:

M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du
personnel.

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Wednesday, March 15, 1978

Chairman: Mr. Robert C. Coates

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 3

Le mercredi 15 mars 1978

Président: M. Robert C. Coates

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Management and Members' Services

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Gestion et des services aux députés

RESPECTING:

Main Estimates 1978-79, Votes 5 and 10 under
PARLIAMENT

INCLUDING:

Fourth Report to the House

CONCERNANT:

Budget principal 1978-1979, crédits 5 et 10 sous la
rubrique PARLEMENT

Y COMPRIS:

Le quatrième rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Third Session of the
Thirtieth Parliament, 1977-78

Troisième session de la
trentième législature, 1977-1978

STANDING COMMITTEE ON
MANAGEMENT AND MEMBERS' SERVICES

Chairman: Mr. Robert C. Coates
Vice-Chairman: Mr. Gérard Duquet

Messrs.

Comtois
Ellis
Elzinga
Halliday
Hopkins

COMITÉ PERMANENT DE LA
GESTION ET DES SERVICES AUX DÉPUTÉS

Président: M. Robert C. Coates
Vice-président: M. Gérard Duquet

Messieurs

Lambert (*Bellechasse*)
MacGuigan
Maine
McIsaac
Symes—(12)

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Malcolm Jack

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, March 15, 1978:

Mr. Elzinga replaced Mr. Lambert (*Edmonton West*)

Conformément à l'article 65(4)(b) du Règlement

Le mercredi 15 mars 1978:

M. Elzinga remplace M. Lambert (*Edmonton-Ouest*)

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnement et Services
Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, March 16, 1978

The Standing Committee on Management and Members' Services has the honour to present its

FOURTH REPORT

In accordance with its Order of Reference of Wednesday, March 1, 1978, your Committee has considered Votes 5 and 10 under Parliament in the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1979, and reports the same.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue Nos. 2 and 3*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président

Robert C. Coates

Chairman

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 16 mars 1978

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés a l'honneur de présenter son

QUATRIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mercredi 1^{er} mars 1978, votre Comité a étudié les crédits 5 et 10 sous la rubrique Parlement dans le Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et en fait rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules nos 2 et 3*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 15, 1978
(10)

[Text]

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:38 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Duquet, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Elzinga, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, Maine and McIsaac.

Other Member present: Mr. Stewart (*Cochrane*).

Witnesses: From the House of Commons: Lt. Col. D. V. Currie, Sergeant-at-Arms and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel. *From the Library of Parliament:* Mr. E. J. Spicer, Parliamentary Librarian and Mr. G. Frappier, Associate Parliamentary Librarian.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Wednesday, March 1, 1978 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1979. (*See Minutes of Proceedings, Wednesday, March 8, 1978, Issue No. 2*).

The Committee resumed consideration of Vote 5.

At 3:53 o'clock p.m., the Chairman took the Chair.

The witnesses from the House of Commons answered questions.

Vote 5 carried.

On Vote 10,

The Parliamentary Librarian made a statement, and, with the witness from the Library of Parliament, answered questions.

Vote 10 carried.

Ordered,—That the Chairman report to the House Votes 5 and 10 of the Main Estimates under Parliament for the fiscal year ending March 31, 1979.

At 4:36 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 15 MARS 1978
(10)

[Traduction]

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 38 sous la présidence de M. Duquet, (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Elzinga, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, Maine et McIsaac.

Autre député présent: M. Stewart (*Cochrane*).

Témoins: De la Chambre des communes: Lieutenant-colonel D. V. Currie, sergent d'armes, et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'Administration et du personnel. *De la Bibliothèque du Parlement:* M. E. J. Spicer, bibliothécaire parlementaire, et M. G. Frappier, bibliothécaire parlementaire associé.

Le Comité poursuit l'étude de son ordre de renvoi du mercredi 1^{er} mars 1978 portant sur le Budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979. (*Voir procès-verbal du mercredi 8 mars 1978, fascicule n° 2*).

Le Comité poursuit l'étude du crédit 5.

A 15 h 53, le président prend place au fauteuil.

Les témoins de la Chambre des communes répondent aux questions.

Le crédit 5 est adopté.

Crédit 10,

Le bibliothécaire parlementaire fait une déclaration puis, avec le témoin de la Bibliothèque du Parlement, répond aux questions.

Le crédit 10 est adopté.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport à la Chambre des crédits 5 et 10 du Budget supplémentaire sous la rubrique Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979.

A 16 h 36, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Malcolm Jack

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, March 15, 1978

• 1539

[Texte]

Le président: Messieurs, nous continuons l'étude des crédits. La semaine dernière, à la fin de la séance nous discutons du crédit 5b, mais à cause du manque de quorum nous n'avons pas pu adopter ce crédit. Y a-t-il d'autres questions avant de passer à l'adoption de ce crédit? Monsieur Lambert.

M. Lambert (Bellechasse): Oui, j'aurais une question à poser.

• 1540

Est-ce que les constables qui sont chargés de faire la surveillance sur la colline parlementaire, ceux qui sont préposés à la circulation, ceux qui sont préposés au stationnement, sont inclus dans les crédits 5 et 10?

Le vice-président: Monsieur St. Jacques.

M. G. A. St-Jacques (directeur, Administration et Personnel): Les seuls à faire partie des employés de la Chambre des communes sont ceux qui émettent des contraventions pour le stationnement.

M. Lambert (Bellechasse): Ce sont les seuls?

M. St-Jacques: Les seuls. Les autres, ceux qui s'occupent de la circulation et de l'ordre en général, relèvent de la Gendarmerie royale et ne font pas inclus dans les crédits de la Chambre des communes.

M. Lambert (Bellechasse): Les constables qui sont à l'entrée des édifices...

M. St-Jacques: A l'extérieur?

M. Lambert (Bellechasse): Non, à l'intérieur.

M. St-Jacques: Ceux-là dépendent de nous.

M. Lambert (Bellechasse): Ils font partie de la Chambre des communes.

M. St-Jacques: C'est ça.

M. Lambert (Bellechasse): Maintenant, est-ce qu'on pourrait savoir très brièvement si le traitement qui leur est alloué, peut se comparer au traitement que reçoivent les constables à l'emploi de la ville d'Ottawa ou des autres municipalités comme Hull et Gatineau, pour les mêmes grades et les mêmes années d'expérience?

M. St-Jacques: Les salaires qui sont établis pour ces gens-là sont différents. Ils se situent à peu près à mi-chemin entre ceux des agents de sécurité qu'on retrouve un peu partout dans les édifices du gouvernement, et ceux des constables qui sont employés dans les forces municipales ou provinciales. Ça correspond aussi aux responsabilités de ces gens-là, responsabilités que ne sont pas identiques à celles des agents des forces municipales. C'est ce qui explique jusqu'à un certain point les différences. Comme je l'indiquais tout à l'heure, ça se situe à peu près à mi-chemin entre les salaires de ceux qu'on trouve dans les édifices du gouvernement, les agents de sécurité, et les constables à l'emploi d'une ville.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 15 mars 1978

[Traduction]

The Chairman: Gentlemen, we will resume the study of estimates. Last week, at the end of the meeting we were discussing Vote 5 but in the absence of a quorum we were not able to approve this vote. Would you have any questions to ask before we approve this vote? Mr. Lambert.

Mr. Lambert (Bellechasse): Yes, I would like to ask a question.

Is the particular staff responsible for surveillance on Parliament Hill, those who are responsible for traffic, those who are in charge of parking, are these people covered by Votes 5 and 10?

The Vice-Chairman: Mr. St-Jacques.

Mr. St-Jacques (Director, Administration and Personnel): The only members of that staff who are employed by the House of Commons are those who hand out parking tickets.

Mr. Lambert (Bellechasse): The only ones?

Mr. St-Jacques: The only ones. The others, those who are responsible for traffic and order in general are under the authority of the Royal Canadian Mounted Police and are not covered by the votes of the House of Commons.

Mr. Lambert (Bellechasse): What about the guards posted at the entrance of buildings...

Mr. St-Jacques: Outside?

Mr. Lambert (Bellechasse): No, inside.

Mr. St-Jacques: Those are under our authority.

Mr. Lambert (Bellechasse): They come under the House of Commons.

Mr. St-Jacques: Exactly.

Mr. Lambert (Bellechasse): Now, could you tell us briefly if the salaries they receive are comparable to the wages received by constables working for the City of Ottawa or other municipalities like Hull and Gatineau, at the same levels and for the same number of years of experience?

Mr. St-Jacques: The salaries established for these people are different. They could be placed approximately half way between the salaries paid to security agents who work just about anywhere in government buildings and the salaries paid to the constables in the employ of municipal or provincial forces. They also correspond to the responsibilities of these people, which are not the same as those of constables in the municipal forces. That, to a point, explains the differences. As I just said, it is somewhere in between the salaries paid to security guards in government buildings and those given to constables working for a city.

[Text]

M. Lambert (Bellechasse): Combien avons-nous de constables spécialement affectés au service du stationnement, par exemple?

M. St-Jacques: Étant donné que c'est un service qui ne relève pas de ma compétence, je vais simplement vous indiquer un chiffre approximatif. C'est le Sergent d'armes qui normalement serait en mesure de répondre à cette question-là. Mais je pense qu'il y a une équipe qui ne dépasse pas sûrement six employés.

M. Lambert (Bellechasse): Est-ce que ces six personnes peuvent bénéficier de la prime au bilinguisme?

M. St-Jacques: Il y a une étude en cours pour déterminer d'une part le nombre de postes bilingues nécessaires à la Chambre des communes, et d'autre part, pour établir le niveau de compétence de ces postes-là. On ne peut pas exiger, en effet, le même niveau de compétence dans la langue seconde pour un messenger ou pour un administrateur principal. Il faut donc déterminer d'abord que ces postes-là exigent une connaissance des deux langues d'une part, et d'autre part il faut établir le niveau de la compétence linguistique de ces postes-là. Ce travail est en train de s'effectuer et sera probablement terminé d'ici la fin du mois d'avril.

Maintenant en ce qui a trait à votre question, les gens qui vont s'occuper des questions de stationnement seront-ils bilingues? Je pense que les rapports préliminaires nous indiquent que oui. Mais c'est une chose qui devra être étudiée davantage avant qu'une décision définitive ne soit prise.

M. Lambert (Bellechasse): Peuvent-ils espérer pouvoir être éligibles à la prime au bilinguisme?

M. St-Jacques: En fin de compte tout le monde y est éligible, à condition qu'on puisse déterminer de façon non équivoque qu'il y a réellement besoin, pour ces gens-là, d'utiliser les deux langues. C'est cet aspect-là qui demeure encore incertain pour le moment; mais je sais que les recommandations préliminaires qui ont été faites nous indiquent qu'il faut réellement que ces gens-là travaillent dans les deux langues officielles. Si cela s'avérait exact, eh bien il est évident qu'il faudrait alors leur verser une prime.

M. Lambert (Bellechasse): Ces personnes embauchées pour surveiller le stationnement, ici, sur la colline, sont-elles des constables qui sont protégés d'une certaine façon? Est-ce qu'ils ont en leur possession une arme à feu au même titre que les autres constables sur la colline parlementaire?

Mr. St-Jacques: Do you want to take over at this stage?

LCol Currie: No. Go ahead.

M. St-Jacques: On m'indique que non, ces gens-là ne sont pas du tout équipés de cette façon-là.

M. Lambert (Bellechasse): J'ai remarqué, je ne sais pas si vous êtes de mon avis, qu'il y a eu une nette amélioration en ce qui concerne le stationnement depuis qu'un service spécial s'en occupe. Les endroits réservés au stationnement des voitures des députés sont beaucoup plus protégés; c'est-à-dire qu'on peut être assuré d'avoir un stationnement lorsqu'on arrive quel que soit le jour de la semaine. Je voudrais savoir, et je crois que cette responsabilité relève du Sergent d'armes si vous avez effectué des changements à ce sujet. Est-ce qu'il y a moins de contraventions qu'il y en avait l'an dernier, ou il y a deux ans,

[Translation]

Mr. Lambert (Bellechasse): How many constables are working exclusively on parking surveillance, for example?

Mr. St-Jacques: Since this is not under my jurisdiction, I will simply give you an approximate figure. The Sergeant-at-Arms should normally be able to answer this question. I think the team should certainly not exceed six employees.

Mr. Lambert (Bellechasse): Would these six persons be entitled to the bilingualism bonus?

Mr. St-Jacques: There is currently a study seeking, on the one hand, to determine how many bilingual positions would be required in the House of Commons and, on the other hand, to establish the level of competence of these positions. In fact, the level of competence in the second language cannot be the same for a messenger as for a senior administrator. It is thus necessary to determine first that these positions require knowledge of both languages, on the one hand, and, on the other hand, the level of language skills for these positions must be established. This study is currently underway and will probably be completed by the end of April.

Now about your question, will the people responsible for parking be bilingual? I believe the preliminary reports indicate that such is the case. But this is one thing that will have to be studied further before a final decision is made.

Mr. Lambert (Bellechasse): Can they hope to be eligible for the bilingual bonus?

Mr. St-Jacques: Finally, everyone is eligible as long as we can establish unequivocally that these people really need to use both languages. It is this aspect that is still uncertain for now; but I know that preliminary recommendations indicate to us that these people should really work in both official languages. If that is true, well, it is obvious that we would have to give them a bonus.

Mr. Lambert (Bellechasse): These persons hired to regulate parking spaces here on the Hill, are they constables protected in any way? Do they have, as part of their equipment, a firearm, the same as the other constables on Parliament Hill?

M. St-Jacques: Voulez-vous répondre, maintenant?

M. Currie: Non, allez-y.

Mr. St-Jacques: I am told that these people are not at all equipped in that way.

Mr. Lambert (Bellechasse): I do not know if you will agree with me, but I noticed a definite improvement in the parking situation since the creation of a special service. The parking spaces reserved for members' cars are much more protected; that is to say that one can be assured of having a parking space upon arrival, whatever the day of the week. I would like to know if you have effected any changes in this respect and I believe the Sergeant-at-Arms is responsible for that. Are you giving less tickets than last year or than two years ago, at which period the situation was real bad on the Hill? Do you have less problems with that?

[Texte]

alors que c'était le méli-mélo sur la Colline? Avez-vous moins de problèmes avec cela?

Lieutenant-Colonel D. V. Currie, V.C. (Sergeant-at-Arms): You have fewer problems; we have more problems. We are issuing many, many more tickets than were issued two to three years ago. The only way we can keep the area clear for the members is to ticket, ticket, ticket.

M. Lambert (Bellechasse): Je regrette, je n'ai pu saisir . . . Je n'ai pas la traduction, je ne sais pas ce qui se passe.

Le vice-président: Monsieur Lambert, M. Currie dit que vous avez moins de problèmes, mais qu'eux en ont plus parce qu'il y a beaucoup plus de contraventions d'émissions. Mais le stationnement est beaucoup plus efficace, beaucoup mieux organisé qu'il ne l'était.

M. Lambert (Bellechasse): C'est justement, c'est cela la difficulté de la communication. De notre côté, nous avons plus d'espaces parce qu'il y a plus de surveillance. Donc, le colonel a voulu dire qu'il y a plus de contraventions d'émissions qu'il y en avait auparavant. Cela veut dire qu'il y a plus de surveillance. On ne peut pas massacrer nos visiteurs, ce n'est pas du tout le but de ce service. Le but est d'assurer un espace de stationnement continu pour les députés. Alors, vous nous avez dit qu'il y a plus de contraventions d'émissions, donc il y a plus de surveillance.

Une voix: Oui.

M. Lambert (Bellechasse): Mais étant donné qu'il y a certains endroits réservés au stationnement, surtout du côté de la Confédération, ce qu'on appelle. Le pit, qui ne sont pas très bien éclairés, ne serait-ce pas une mesure de prudence d'accorder à ces personnes qui sont préposées au stationnement une certaine protection, comme celle que l'on donne aux autres constables qui se trouvent sur la Colline parlementaire?

Vous savez qu'on vit dans une société qui est passablement controversée. C'est toujours au risque de sa vie que quelqu'un qui a la surveillance d'un service public accomplit son devoir. Croyez-vous qu'il serait sage de la part des autorités de la Chambre des communes de leur assurer une certaine protection de ce côté-là?

L'Col Currie: I really cannot answer that question. Generally speaking, the Protective Staff of the House of Commons has never had any kind of arms. Now that they are working outside they probably are working the same as the Green Hornets who work in the city. And they are not armed. So I think the analogy is the same. They are equipped with radio. They can make contact immediately with the RCMP, should they spot trouble in the parking areas.

I think in the area that you call the pit, I have only had one report of any possible trouble in the last six months. We turn it over to the RCMP and they take them away. So I think I would prefer, from the House's point of view, not to get the Protective Staff into arms. It would mean they would have to be sworn in as special constables. There would be quite a complicated procedure to bring this about. We appear to be working all right, without any problems.

[Traduction]

M. Currie, V.C. (sergent d'armes): Vous avez moins de problèmes. Nous en avons plus. Nous donnons beaucoup plus de contraventions que nous le faisons il y a deux ou trois ans. La seule façon de garder la voie libre pour les députés, c'est de donner de plus en plus de contraventions.

Mr. Lambert (Bellechasse): I am sorry, I could not get what you said . . . I do not have any translation and I do not know what is going on.

The Vice-Chairman: Mr. Lambert, Mr. Currie said that you have less problems, but that they have more since many more tickets are given. But then, the parking service is much more efficient, much better organized than before.

Mr. Lambert (Bellechasse): Exactly, that was my communication problem. As for us, we have more space because there is more surveillance. So the Colonel said that more tickets are given than before. That means that there is more surveillance. We do not want to harass our visitors, that is not the purpose of this service at all. The intention is to make sure that permanent parking space is available to the members. So you said more tickets are given which means that there is more surveillance.

An hon. Member: Yes.

Mr. Lambert (Bellechasse): But since, mainly on the Confederation Building side there is a certain parking area called the pit which is not very well lit, would it not be safer to give these persons responsible for parking some protection similar to that given to other constables working on Parliament Hill?

You know that we are living in quite a disturbed society. It is always by risking his own life that anyone responsible for a public service is discharging his duty. Do you believe the authorities of the House of Commons would be wise in giving a certain protection in these matters?

M. Currie: Je ne peux vraiment répondre à cette question. Dans l'ensemble, les gardes de la Chambre des communes n'ont jamais eu d'armes en leur possession. Maintenant qu'ils travaillent à l'extérieur, ils ont probablement les mêmes conditions de travail que les contractuels à l'emploi de la ville. Et ils ne portent pas d'armes. A mon avis, la situation est la même. Nos gardes disposent d'une radio. Ils peuvent établir un contact immédiat avec la GRC s'ils prévoient des ennuis dans les zones de stationnement.

Pour ce qui est de la zone que vous appelez le «pit», je n'ai eu qu'un seul rapport de problèmes possibles au cours des six derniers mois. Nous avons appelé la GRC qui a réglé le problème. Alors à mon avis, pour la Chambre des communes, je préférerais que les gardes n'aient pas d'armes. Autrement, il faudrait les assermenter comme constables spéciaux. Cela serait assez compliqué. Nous semblons travailler efficacement, sans aucune difficulté.

[Text]

M. Lambert (Bellechasse): Maintenant, si je comprends bien la dernière partie de votre réponse, ils ne sont pas assermentés comme constables spéciaux. Donc, on ne peut pas établir leur échelle de salaire ou comparer leur salaire à celui d'autres constables qui peuvent œuvrer par exemple, au niveau de la ville d'Ottawa ou de la ville de Hull. Il n'y a pas de comparaison à établir pour l'échelle de salaire.

LCol Currie: Actually, if you were comparing them they would be compared to what they call in Ottawa the Green Hornets. They are purely and strictly on traffic. If they see any problem developing they are not asked to deal with it. They contact the RCMP to deal with it. We have them there strictly to look after the members' parking area and the various areas for the staff. You know the problem, we have about 3,000 people in the complex here and somewhere between 500 to 600 parking spaces. If you do not ticket, you do not have parking. So we have to.

M. Lambert (Bellechasse): Je reconnais que c'est un problème sérieux et je reconnais également qu'il y a eu une nette amélioration au cours des dernières années comparativement aux premières années où j'avais à stationner ici. C'est tout à votre honneur et il me fait plaisir de le mentionner. D'ailleurs, je suis convaincu que vous avez encore des idées pour améliorer la situation davantage. Si je soulève cette question, c'est pour essayer de donner aux personnes responsables du stationnement l'assurance qu'elles sont rémunérées à leur juste valeur et que leur échelle de salaire est équivalente à celles de personnes accomplissant des fonctions de même nature ailleurs que sur la Colline du Parlement.

Vous savez, monsieur le sergent d'Armes, il est sûr que vous recevez des représentations de vos employés, mais il arrive parfois que nous, nous en recevons également. Ma politique dans ces cas est de ne pas prendre position sans étudier cette question-là en Comité, comme aujourd'hui, ou encore sans vous mettre au courant s'il s'agit d'un fait bien particulier. Mais comme ce n'est pas un fait particulier, comme c'est tout simplement au niveau des services, des personnes qui sont affectées à ces fonctions, j'ai voulu tout simplement faire mon devoir et tenter d'obtenir qu'ils soient traités de façon équitable, qu'il n'y ait pas d'injustice à leur endroit comparativement aux employés d'autres services des villes voisines comme Ottawa, Gatineau, ou Hull. Donc, je suggère au Comité et au sergent d'Armes d'étudier cette question, si ce n'est déjà fait, afin qu'il n'y ait pas de discrimination et que chacun reçoive la juste récompense pour le travail accompli et surtout pour les risques que cela comporte.

Je vous remercie, monsieur le président.

The Chairman: Thank you very much. Mr. Ellis is next. Mr. Ellis is next.

Mr. Stewart: Are we talking about parking? I would like to be on the list for that.

The Chairman: Mr. Ellis is next but we will put you down on the list, Mr. Stewart.

[Translation]

Mr. Lambert (Bellechasse): Well, if I understand correctly the last part of your answer, they are not sworn in as special constables. So their wage scale cannot be established or compared with that of other constables working for the City of Ottawa or for the City of Hull, for example. There is no possible wage scale comparison.

M. Currie: De fait, si vous vouliez faire une comparaison, elle devrait être établie avec ce qu'on appelle à Ottawa les «Bourbons verts». Ces gens s'occupent uniquement et strictement de la circulation. Si jamais ils voient des problèmes, ils n'ont pas à s'en occuper. Ils communiquent avec la GRC qui prend l'affaire en main. Leur seule responsabilité est de s'occuper des espaces de stationnement des députés et des autres stationnements pour le personnel. Vous connaissez le problème; près de 3,000 personnes travaillent ici sur la Colline et nous ne disposons que de 500 à 600 espaces de stationnement. Si on ne donne pas de contraventions, il n'y a pas de stationnement. Alors nous devons agir.

Mr. Lambert (Bellechasse): I recognize this as a serious problem and I also acknowledge that there has been a definite improvement in the last few years, as compared with the first years I had to park here. That is all to your credit and I am pleased to mention it. Indeed, I am convinced that you have still more ideas to make the system even better. If I raise this point, it is to try to give the people responsible for parking the assurance that they are fairly remunerated and that their wage scale is equal to that of persons discharging similar functions in places other than Parliament Hill.

You know, Mr. Sergeant-at-Arms, it is certain that you receive requests from your employees but it also happens that we get them sometimes. In these cases, my policy is to adopt no position before having studied the question in a Committee, as we are doing today, or before advising you if it is a special case. But since this is not a special case, since it simply involves the services level, for people with these functions, I simply wanted to accomplish my duty and try to make sure that these people are treated in all fairness, that there is no injustice to them as compared with employees of other services in neighbouring cities, like Ottawa, Gatineau or Hull. So I suggest to the Committee and to the Sergeant-at-Arms that they study this question if it is not already done, so as to assure there is no discrimination and that each and everyone will receive a just salary for the work accomplished and mainly for inherent risks.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Merci beaucoup. M. Ellis a la parole.

M. Stewart: Discutons-nous du stationnement? J'aimerais poser des questions à ce sujet.

Le président: M. Ellis a la parole mais je vous inscris sur cette liste, monsieur Stewart.

[Texte]

Mr. Ellis: Thank you, Mr. Chairman. My questions are really quite rudimentary. The details in the program by Activities on Vote 5 are really quite broad. It shows members of Parliament at \$29,410,000. Obviously, our salaries do not run over \$10.5 million. Travelling expenses might bring it up to \$15 million. What is in there to make up the other \$15 million? I am not sure who could tell me but perhaps we could find out.

The Chairman: I wonder whether Mr. St-Jacques would be willing to take a shot at it.

• 1555

Mr. St-Jacques: The total amount estimated for 1978-1979, according to that schedule, is \$33,187,000 and that is broken down in . . .

Mr. Ellis: Excuse me, Mr. Chairman, I am aware of that but I am still looking back. I am not looking at the estimates yet.

Mr. St-Jacques: Well, I think we can break that down. The figures that I have here relate to 1977-78 and to 1978-79, so if you prefer . . .

Mr. Ellis: Perhaps we can have them both together.

Mr. St-Jacques: There are the statutory items which include the following expenditures: indemnities for members. As far as 1977-78 is concerned, that represented an amount of \$6,871,000. In 1978-79 it is expected that will increase to \$7,596,000.

Mr. Ellis: Excuse me, I am going to ask questions on the way by, Mr. Chairman. That is, members other than Ministers, I presume.

Mr. St-Jacques: That is right.

Mr. Ellis: Okay, fine.

Mr. St-Jacques: That is the basic indemnity for all members of Parliament.

Mr. Ellis: Right.

Mr. St-Jacques: The expense allowance portion, which is the non-taxable item, represented in 1977-78 an amount of \$3,289,000 and for the next fiscal year it is expected that that amount will go to \$3,388,000. The House of Commons is responsible . . .

Mr. Ellis: May I ask questions on the way?

Mr. St-Jacques: Yes.

Mr. Ellis: May I have those last two figures.

Mr. St-Jacques: It his \$3,289,000 for 1977-78 and \$3,388,000 for 1978-79.

Mr. Ellis: Sorry, I was writing. \$3 million?

Mr. St-Jacques: \$3,388,000.

Mr. Ellis: \$3,388,000. Now, those are for the non-taxable allowances. Correct?

Mr. St-Jacques: That is right.

[Traduction]

M. Ellis: Merci, monsieur le président. Mes questions sont vraiment rudimentaires. Au crédit 5, les détails sur le programme par activité sont assez imprécis. On attribue une somme de \$29,410,000 aux députés. De toute évidence, nos salaires ne dépassent pas 10.5 millions de dollars. Avec les dépenses de voyage, cela représente peut-être 15 millions. D'où vient la somme supplémentaire de 15 millions? Je ne sais pas qui pourrait me répondre mais peut-être pourrions-nous trouver.

Le président: Je me demande si M. St-Jacques voudrait tenter de répondre à cette question.

M. St-Jacques: Le total prévu pour 1978-1979, selon ce barème, est de \$33,187,000, réparti de la façon suivante . . .

M. Ellis: Excusez-moi, monsieur le président, mais je ne parle pas encore des prévisions budgétaires.

M. St-Jacques: Ce chiffre peut être ventilé; il s'applique aux années 1977-1978 et 1978-1979, et si vous préférez . . .

M. Ellis: On pourrait peut-être les avoir ensemble.

M. St-Jacques: Ces postes statutaires incluent les indemnités versées aux députés. En ce qui concerne l'année 1977-1978, ce montant s'élève à \$6,871,000 et devrait atteindre \$7,596,000 pour 1978-1979.

M. Ellis: J'aimerais poser une question à ce sujet, monsieur le président. Il s'agit bien des députés qui ne sont pas ministres.

M. St-Jacques: C'est exact.

M. Ellis: Bien.

M. St-Jacques: Il s'agit là de l'indemnité de base versée à tous les députés.

M. Ellis: Bien.

M. St-Jacques: Les allocations de dépenses qui ne sont pas imposables représentaient, en 1977-1978, un montant total de \$3,289,000; pour l'année 1978-1979, ce chiffre devrait passer à \$3,388,000. La Chambre des communes est responsable . . .

M. Ellis: Puis-je vous poser des questions au fur et à mesure?

M. St-Jacques: Je vous en prie.

M. Ellis: Pouvez-vous répéter les deux derniers chiffres?

M. St-Jacques: Trois millions deux cent quatre-vingt neuf mille dollars pour 1977-1978, et \$3,388,000 ou 1978-1979.

M. Ellis: Excusez-moi, mais donnez-moi le temps de les écrire. C'est bien 3 millions?

M. St-Jacques: Trois millions trois cent quatre-vingt huit mille dollars.

M. Ellis: Bien. Il s'agit là des allocations non imposables.

M. St-Jacques: C'est exact.

[Text]

Mr. Ellis: And they went up this year by an amount of what per member?

Mr. St-Jacques: It was slightly in excess of 6 per cent but at the time the estimates were being prepared we did not know, at that particular moment, what would be the decision so we had to refer to the legislation which provides an increase of up to 7 per cent. So it was in that light that the amounts were adjusted.

Mr. Ellis: Well, that is my point. I think Mr. Chairman, that the increase between the \$3,289,000 and \$3,388,000 is only 100,000 which is not any-where near 6 per cent.

Mr. St-Jacques: We also took into account the number of vacancies that existed.

Mr. Ellis: It still would not make that much difference. There are only 8 vacancies and 6 per cent of that figure would be something in the the order of \$200,000 and you have come up \$100,000, if I have these figures down correctly. In other words, we are 100 per cent out.

Mr. St-Jacques: I have the figures here before me. For the period April 1, 1978 to December 31, 1978 we had made provision on the basis of \$12,000. I think that is the amount which was actually established. We multiplied that by 264 members for three-quarters of a year and that amounted to \$2,376,000. Then for the period January 1, 1979 to March 31, 1979 we applied the 7 per cent formula and in addition to that, we made provision for additional members to the extent of 18.

Mr. Ellis: You are assuming the election then and a number of other variables. Well, just let me think for a minute now, Mr. Chairman.

The 1977-78 figures go until March 31, 1978, do they not?

Mr. St-Jacques: That is right.

Mr. Ellis: Now, if that is the case, on March 31, 1978 the figure was \$3,289,000?

Mr. McIsaac: Is that actual or the estimate.

Mr. St-Jacques: Estimate.

Mr. Ellis: So \$3,289,000 is the estimate. Did that figure have in an election the 18 extra members as well?

Mr. St-Jacques: No.

Mr. Ellis: Okay, If that is the case, you are talking 264 members times 11.4, approximately.

• 1600

Mr. St-Jacques: Plus the increase, January to March.

Mr. Ellis: ... January to March, plus a few members who have a slightly higher allowance. But by multiplying 12 times 264, I only come out to \$3.168 million and I am still \$120,000 short of that figure. If you went to \$12,000, which is the total amount now, we are still \$120,000 over.

Mr. St-Jacques: I think what occurred is that on the January 1, 1977 the amount of increase which was granted was way below the amount that was provided for in the

[Translation]

M. Ellis: Et ces allocations ont augmenté de combien par député?

M. St-Jacques: D'un peu plus de 6 p. 100, mais au moment où nous avons préparé ce budget, nous ne savions pas encore quelles décisions seraient prises à ce sujet et nous avons dû nous reporter à la loi qui prévoit une augmentation de 7 p. 100 au maximum. C'est de cette manière que ces montants ont été rajustés.

M. Ellis: C'est ce que je voulais savoir. La différence, monsieur le président, entre \$3,289,000 et \$3,388,000, n'est que de \$100,000, ce qui est bien loin de 6 p. 100.

M. St-Jacques: Nous avons également tenu compte du nombre de vacances.

M. Ellis: Cela ne change toujours rien. En effet, il n'y a que 8 vacances et une augmentation de 6 p. 100 représentant à peu près \$200,000. Or, la différence n'est que de \$100,000, selon vos chiffres. En d'autres termes, il nous en manque la moitié.

M. St-Jacques: J'ai ces chiffres ici devant moi. Pour la période s'étendant du 1^{er} avril 1978 au 31 décembre 1978, l'indemnité était de \$12,000. Nous avons multiplié cette somme par 264 députés pendant trois trimestres, ce qui nous a donné un montant de \$2,376,000. Pour la période allant du 1^{er} janvier 1979 au 31 mars 1979, nous avons appliqué la formule des 7 p. 100 et nous avons ajouté au total obtenu l'allocation versée à 18 députés supplémentaires.

M. Ellis: Vous avez tenu compte de la possibilité d'une élection et d'un certain nombre d'autres variables. Permettez-moi d'y réfléchir quelques minutes, monsieur le président.

Les chiffres de 1977-1978 s'appliquent jusqu'au 31 mars 1978, n'est-ce pas?

M. St-Jacques: C'est exact.

M. Ellis: Dans ce cas, ce chiffre est de \$3,289,000 le 31 mars 1978?

M. McIsaac: S'agit-il d'un chiffre réel ou d'une prévision?

M. St-Jacques: D'une prévision.

M. Ellis: Donc, ce montant de \$3,289,000 est une prévision. Tient-il compte des 18 députés supplémentaires qui seront élus en cas d'élection cette année?

M. St-Jacques: Non.

M. Ellis: Dans ce cas, nous avons 264 députés multiplié par 11.4 environ.

M. St-Jacques: Plus l'augmentation appliquée de janvier à mars.

M. Ellis: ... de janvier à mars, plus les quelques députés qui touchent une allocation légèrement supérieure. Or, en multipliant 12 par 264, je n'obtiens que \$3,168,000; il me manque donc \$120,000. En multipliant \$12,000 qui est l'allocation versée actuellement par 264, il me manque toujours \$120,000.

M. St-Jacques: En fait, l'augmentation qui a été accordée le 1^{er} janvier 1977 était bien inférieure au montant prévu dans le budget. En conséquence, les montants que je vous indique

[Texte]

estimates. So the amounts I am quoting now are the amounts that were estimated back in October of 1976 and that might explain the . . .

Mr. Ellis: Okay, Mr. Chairman, that begins to make some sense and that then, by itself, would indicate why the increase this time is considerably less than . . .

Mr. St-Jacques: That is correct.

Mr. Ellis: . . . the 6 per cent that we are talking about. All right, Mr. Chairman, then that takes care of 3 and about \$10 million of that . . .

Mr. St-Jacques: \$10 million.

Mr. Ellis: . . . \$29 million.

Mr. St-Jacques: That is right.

Mr. Ellis: Where is the rest of it?

Mr. St-Jacques: Parliamentary Secretaries are paid through the House of commons, and an amount of \$154,000 was provided for in 1977-78.

Mr. Ellis: Mr. St-Jacques, rather than getting into that detail, you have Parliamentary Secretaries, I presume, Ministers . . .

Mr. St-Jacques: Not Ministers.

Mr. Ellis: Just give us roughly the details there, I suppose.

Mr. St-Jacques: Transportation, \$1.4 million.

Mr. Ellis: Yes, that would be about right.

Mr. St-Jacques: Removal expenditures, \$150,000. These are members who decide to move into Ottawa or move out of Ottawa.

Mr. Ellis: Yes.

Mr. St-Jacques: Telephone expenditures, \$2.175 million.

Mr. Ellis: Are telephone expenditures on that program as well?

Mr. St-Jacques: For members.

Mr. Ellis: Okay.

Mr. St-Jacques: The members' portion of telephone expenditure. The government's share of contributions to the members' pension scheme \$848,000. Salaries and wages for members' staff including those that we find at the constituency level, \$12.265 million. Other personnel—these are severance pay benefits, and annual leave credits which one has not utilized upon terminating employment—amounts to \$270,000. Professional and special services is a mere \$4,000 and that relates to studies which, from time to time, take place in relation to particular requirements in members' offices. Rentals, and this specifically applies to the constituency offices, \$1.030 million. Utilities, material and supplies, mainly stationary, \$950,000 and capital expenditures of \$75,000 which relate to office equipment. It does not take into account office furniture which appears under the vote of the Sergeant-at-Arms. All of those amounts total \$9.4 million.

Mr. Ellis: All right. Briefly, where are the major additions to add the extra, almost \$4 million, for the 1978-79 estimates? Obviously there are some in salary, some are non-taxable

[Traduction]

maintenant sont ceux qui avaient été prévus en octobre 1976, et cela explique peut-être . . .

M. Ellis: Je commence à comprendre, monsieur le président, pourquoi l'augmentation est bien inférieure . . .

M. St-Jacques: C'est exact.

M. Ellis: . . . à l'augmentation de 6 p. 100 dont nous avons parlé. Cela répond à ma question en ce qui concerne les \$10 millions . . .

M. St-Jacques: Dix millions de dollars.

M. Ellis: . . . 29 millions de dollars.

M. St-Jacques: C'est exact.

M. Ellis: Où est le reste?

M. St-Jacques: Les secrétaires parlementaires sont payées par la Chambre des communes, et un montant de \$154,000 avait été prévu à cet effet pour l'année 1977-1978.

M. Ellis: Plutôt que d'entrer dans ces détails, monsieur St-Jacques, vous avez les secrétaires parlementaires et les ministres . . .

M. St-Jacques: Pas les ministres.

M. Ellis: Pouvez-vous nous donner quelques précisions à ce sujet?

M. St-Jacques: Transport: \$1.4 million

M. Ellis: Je crois que cela va.

M. St-Jacques: Frais de déménagement: \$150,000. Il s'agit des députés qui décident de déménager d'Ottawa ou de venir s'installer à Ottawa.

M. Ellis: Bien.

M. St-Jacques: Frais de téléphone: \$2.175 millions.

M. Ellis: Les frais de téléphone sont inclus dans ce programme?

M. St-Jacques: Pour les députés.

M. Ellis: Bien.

M. St-Jacques: Il s'agit-là des frais de téléphone des députés. Les cotisations que versent le gouvernement au régime de retraite des députés représente un montant de \$848,000. Le salaire des employés des députés, y compris le personnel du bureau de circonscription, représente \$12,265 millions. En ce qui concerne les autres employés, et cela comprend les indemnités de départ et les congés annuels non utilisés par l'employé au moment de son départ, le total est de \$270,000. Les services professionnels et spéciaux ne s'élèvent qu'à \$4,000, et il s'agit-là d'études spécifiques effectuées par le personnel des députés. Les loyers et locations, surtout pour les bureaux de circonscription, représentent \$1.030 million. Le matériel et les fournitures de bureaux, surtout le papier, représentent \$950,000 et le mobilier de bureau \$75,000. Cela ne comprend pas le mobilier de bureau qui émerge au crédit du Sergent d'armes. Tous ces postes représentent un total de 9.4 millions

M. Ellis: Parfait. Sur quel crédit essentiellement porte l'augmentation de \$4 millions du budget de 1978-1979? Cette augmentation concerne certainement les salaires mais aussi les allocations non imposables. Qu'est que cela représente?

[Text]

allowances. What do they amount to and what are the balance of the additions?

Mr. St-Jacques: The main increases are attributable to salary adjustments, either members or staff salaries and telephones are also expected to increase from \$2.175 million, which was quoted a while ago, to \$2.5 million. There is a substantial increase also forecasted under the heading of rentals because of the additional constituency offices that will be opened with the possibility of 18 new members, and this will be reflected in the stationary requirements of members' offices. So, in most instances, I think, if we try to recap those amounts that represent an increase this coming fiscal year, they relate to salary increases and the arrival of 18 additional members of Parliament.

Mr. Ellis: Thank you, Mr. Chairman. Might I make a comment to the Chair and, perhaps, to the Clerk before I go to back to questioning these figures, that the information Mr. St-Jacques has just given us has been very helpful and had we had that in a memo ahead of time it would have been even more helpful, something that we could have studied and had a chance to look at. Could we perhaps, in another year, have some of those figures ahead of time? It seems to me that obviously they are being prepared for the staff to answer questions, and if we had those in front of us it would save an awful lot of time.

• 1605

Could I go on then to Administration: \$4 million going to \$5 million, approximately a 20-per-cent increase. Where is that coming, because surely staff are not going up 20 per cent in salary? I look at the poverty-stricken faces around the room and I am sure they are not going up 20 per cent.

Mr. St-Jacques: A large percentage of that increase is attributable to increases in salaries and wages, especially in terms of overtime. We had estimated certain amounts in the past, and that mainly relates to the printing operations. We find we are encountering a lot more overtime hours, especially around Christmas and also at this particular time, towards the end of the fiscal year. As far as the next fiscal year is concerned, there will be a heavy burden if an election is called. For those 10 days we will be working around the clock, and that explains to a large extent the additional salaries that are forecast for the next fiscal year.

In addition to that, "Transportation and Communications" is really the people we hire to get material over here from our warehouse which is located somewhere downtown, not too far away. On the basis of information that we have gathered, it appears that additional costs will be incurred there, which relate to contractors' requirements and additional costs in terms of gasoline, for instance. It is expected that this will increase by approximately \$25,000. We do rent equipment and we are going from \$200,000 to \$205,000. We also contract for repair of equipment, especially our printing equipment, and we feel that will go from approximately \$80,000 to \$105,000.

[Translation]

M. St-Jacques: Les principales augmentations résultent d'ajustements de salaire, qu'il s'agisse des députés ou du personnel, ainsi que des frais de téléphone qui devraient passer de \$2.175 millions à \$2.5 millions. Une augmentation assez importante est également prévue pour les loyers étant donné que l'élection de 18 nouveaux députés augmentera le nombre de bureaux de circonscription. Cela augmentera la consommation de papier dans les bureaux des députés. En résumé, l'augmentation prévue dans le budget de la prochaine année financière concerne essentiellement les augmentations de salaire et l'élection de 18 nouveaux députés.

M. Ellis: Merci, monsieur le président. J'aimerais faire une remarque au président et, peut-être, au greffier, avant de revenir à mes questions. Les chiffres que vient de nous donner M. St-Jacques sont extrêmement intéressants, mais ils l'auraient été davantage si on nous les avait communiqués à l'avance au moyen d'une note de service. Ainsi, on aurait eu l'occasion de les étudier à tête reposée. Pourrions-nous, l'année prochaine peut-être, recevoir ces chiffres à l'avance? Ils sont certainement préparés à l'intention du personnel afin de lui permettre de répondre aux questions, donc on pourrait tout aussi bien nous les communiquer à l'avance car cela permettrait de gagner beaucoup de temps.

J'aimerais en revenir maintenant à l'Administration dont le budget passe de 4 millions de dollars à 5 millions de dollars, soit une augmentation de 20 p. 100 approximativement. Quelle en est la cause? L'augmentation des salaires n'est certainement pas la seule. Lorsque je vois tous ces visages de miséreux dans cette salle, je me dis que leur salaire n'a certainement pas augmenté de 20 p. 100.

M. St-Jacques: La majorité de cette augmentation est due à une augmentation des salaires et surtout aux heures supplémentaires. Nous avons prévu certains montants qui concernaient essentiellement les services d'imprimerie. Par la suite, nous avons constaté qu'il y avait beaucoup d'heures supplémentaires surtout à l'époque de Noël et en ce moment précisément, soit à la fin de l'année financière. En ce qui concerne la prochaine année financière, les dépenses d'administration seront supérieures si une élection est déclenchée. Pendant 10 jours, nous allons travailler 24 heures sur 24, et c'est la raison pour laquelle nous avons prévu ces salaires supplémentaires pour la prochaine année financière.

La rubrique «Transports et communications» concerne les employés que nous engageons pour aller chercher le matériel à l'entrepôt, lequel se trouve dans le centre-ville, pas très loin. Étant donné les informations que nous avons pu recueillir à ce sujet, il semble que nous devons engager des dépenses supplémentaires pour payer des entrepreneurs et pour payer d'autres frais comme l'essence, par exemple. Nous pensons que cela va augmenter d'environ \$25,000. L'équipement que nous louons va passer de \$200,000 à \$250,000. Nous devons également faire réparer certains équipements, surtout les équipements d'imprimerie et nous prévoyons que ces réparations vont passer

[Texte]

Finally, utilities, materials and supplies will increase by approximately \$50,000. So all of these together explain the substantial increase of close to \$1 million. It is mainly salaries that represent revisions as of April 1, but to a large extent also the overtime hours.

Mr. Ellis: Thank you, Mr. Chairman.

Since I have been questioning so carefully the increases, I am pleasantly surprised that we have a decrease in Legislative Services. Since there are salary increases there, I would like to know how that amount comes down from \$15 million to \$14.9 million. Granted, it is a slight decrease, but a decrease, nevertheless.

Mr. St-Jacques: As far as Legislative Services are concerned, it is mainly attributable to the fact that last year we had to cope with a large capital investment with regard to the television program, and this will not be the case this year.

Mr. Ellis: So in each of these you have a mixture of hardware, software consumable items, and people. It is very difficult to pull those three factors out of any one of these if that is the case.

The last item, "Building Services", remains almost the same. What basically is included in that figure?

Mr. St-Jacques: As far as Building Services is concerned, that amount is made up primarily of salaries to the tune of \$10.5 million. There is also a large amount under "Utilities, Materials and Supplies" and "Capital Expenditures" amounting to close to \$1.5 million.

• 1610

Mr. Ellis: Could you tell me what is included in the labour? Is that cleaning staff? Does it include security staff, for what parts of staff? For example, we know we have all these men and ladies around the corridors with their green outfits on but we also see on the Hill some NCC vehicles. Are any of those included in this?

Mr. St-Jacques: No. The salaries that amount to more than \$10.5 million relate to people hired as messengers, cleaning staff, security officers, restaurant employees, pages, cleaning service women and tradesmen.

Mr. Ellis: Electricians, plumbers?

Mr. St-Jacques: No, not the Public Works people, just those that we have in our carpenter shop, our upholsterer, our locksmith, people of that nature.

Mr. Ellis: And the capital expenditures that you anticipate, are you going to go over \$1 million this year or what?

Mr. St-Jacques: No, the capital expenditure side is approximately \$500,000 and this relates to an amount last year which was established at \$625,000. Last year was more or less an exceptional year because there were repairs encountered in the Chamber and for that reason this year it is expected that that particular portion will be reduced by \$100,000. It is the

[Traduction]

de \$80,000 à \$105,000 approximativement. Pour terminer, le matériel et les fournitures vont augmenter d'environ \$50,000. Toutes ces augmentations expliquent cette augmentation globale de près d'un million de dollars, qui résulte essentiellement des augmentations de salaires qui entrent en vigueur le 1^{er} avril, ainsi que des heures supplémentaires.

M. Ellis: Merci, monsieur le président.

Je viens de demander des précisions au sujet des augmentations mais je constate avec plaisir que nous enregistrons une diminution en ce qui concerne les services législatifs. Étant donné que les salaires ont certainement augmenté dans ce domaine aussi, j'aimerais savoir comment on a pu passer de 15 millions de dollars à 14.9 millions. Certes, cette diminution est minime mais elle n'est tout de même pas à négliger.

M. St-Jacques: En ce qui concerne les services législatifs, cette diminution s'explique par le fait que, l'année dernière, nous avons dû faire face à des investissements importants en ce qui concerne le programme de retransmission télévisée, dépenses qui ne seront pas réengagées cette année.

M. Ellis: Donc, chaque poste correspond à un ensemble de programmes, de matériels et d'employés. Il est très difficile, dans ces cas-là, de faire la part des choses.

Le dernier poste, «Services d'entretien» demeure à peu près inchangé. Que comprend-il exactement?

M. St-Jacques: Le poste «Services d'entretien» comprend essentiellement des salaires, jusqu'à concurrence de 10.5 millions de dollars. Un montant important est également prévu au poste «Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements» et au poste «Dépenses de capital», soit un montant de près de 1.5 million de dollars.

M. Ellis: De quoi se compose le personnel? De personnel d'entretien? Cela comprend-il le personnel de sécurité? Par exemple, nous voyons dans les couloirs tous ces hommes et femmes revêtus d'un uniforme vert, mais il y a également, sur la Colline, quelques véhicules de la CCN. Tout cela est-il compris dans ce poste?

M. St-Jacques: Non. Les salaires, qui représentent un peu plus de 10.5 millions de dollars, sont ceux des messagers, du personnel d'entretien, des employés du restaurant, des pages, des femmes de ménage et des ouvriers.

M. Ellis: Des électriciens, des plombiers?

M. St-Jacques: Non, les employés du ministère des Travaux publics, par exemple, des menuisiers, des tapissiers, des serruriers, etc.

M. Ellis: Les dépenses de capital que vous avez prévues vont-elles dépasser 1 million de dollars cette année?

M. St-Jacques: Non, elles ne représentent qu'environ \$500,000, alors que le montant de l'année dernière était de \$625,000. L'année dernière était une année plus ou moins exceptionnelle en ce sens que nous avons dû faire faire beaucoup de travaux à la Chambre et c'est la raison pour laquelle cette année, ce montant devrait être inférieur de \$100,000 puisqu'il

[Text]

normal maintenance of repairing these buildings. Perhaps Colonel Currie could provide you with more details on that.

Mr. Ellis: My only question is: why would it be called capital expenditures rather than repairs and maintenance? I think of capital expenditures as additions to rather than repairs to.

LCol Currie: If you want a partition put in an office that is a capital expenditure. We have to pay Public Works for that work. Every request from a member for something that we have to get Public Works to do is put under capital expenditure and shows in that vote. The other part of the vote is for furniture—and I do not know when it ends—furniture, filing cabinets. We keep buying them 50 at a time and it seems to me we order them every two or three weeks and we get them in and they are gone and we order some more. Bookcases; it just goes on and on. That is where that money goes.

Mr. Ellis: Mr. Chairman, seriously, are they all reasonably accounted for? I do not think bookcases and filing cabinets would be going out the back door but are they all reasonably accounted for?

LCol Currie: We have an inventory.

Mr. Ellis: That is not quite what I asked, Colonel Currie.

LCol Currie: Well, we are hopeful. Things do leave the building; there is no question of that. I do not think anything as large as a filing cabinet gets away from us but it is one of our major problems.

Mr. Ellis: I am sure it is; I do not doubt it. I am just curious as to the extent. I am not being entirely facetious. I am confident that there is stuff that goes out the door but I am just curious as to the extent. Have you any handle on it at all?

LCol Currie: I think we have no major problem with furniture but some of the cleaning items and spare food that may be lying around and this type of thing get away on us and we are constantly on the lookout for it.

Mr. Ellis: Okay, Mr. Chairman, I think I have all the answers to the questions that I have. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Ellis. Mr. Stewart.

Mr. Stewart: Mr. Chairman, thank you very much but I really do not have questions. I apologize. We were discussing things while waiting for a witness and other things that have to do with another matter.

Vote 5 agreed to.

The Chairman: Thank you very much. Thank you, Mr. St-Jacques, Mr. Thomas and Colonel Currie. We appreciate your participation very much and look forward to seeing you at the next meeting.

I wonder if I could ask Mr. Eric Spicer, the Parliamentary Librarian, and Jean-Jacques Cardinal, Director of Adminis-

[Translation]

ne correspond plus qu'au coût normal d'entretien de ces édifices. Le colonel Currie pourrait peut-être vous donner plus de détails à ce sujet.

M. Ellis: J'aimerais savoir pourquoi on appelle cela des dépenses en capital plutôt que des frais de réparation et d'entretien. Il me semble que des dépenses en capital s'appliqueraient davantage à des travaux d'extension plutôt qu'à des travaux de réparation.

M. Currie: La construction d'une cloison dans un bureau est une dépense en capital. Nous devons payer le ministère des Travaux publics pour faire ce travail. Lorsqu'un député nous demande de faire quelque chose, nous devons demander au ministère des Travaux publics de le faire et les frais sont inclus dans les dépenses en capital. L'autre partie du crédit concerne le mobilier, c'est-à-dire les meubles, les classeurs, etc. Je ne sais pas jusqu'où cela va exactement. Nous en commandons 50 à la fois toutes les deux ou trois semaines et chaque fois que nous les recevons, ils disparaissent en un rien de temps. Nous renouvelons alors la commande. Les étagères partent comme des petits pains. C'est ainsi que l'argent est dépensé.

M. Ellis: Monsieur le président, j'aimerais savoir si, sérieusement, on inscrit bien à qui sont distribués tous ces meubles? Je ne veux pas dire par là que des étagères et des classeurs disparaissent mais j'aimerais simplement savoir si on inscrit bien à qui ils sont affectés.

M. Currie: Nous en avons un inventaire.

M. Ellis: Ce n'est pas exactement ce que je veux savoir, colonel Currie.

M. Currie: Nous sommes optimistes. Il est évident que certaines choses disparaissent mais j'ai du mal à imaginer que l'on fasse sortir un classeur de cet édifice; toutefois, cela constitue un de nos problèmes principaux.

M. Ellis: Je n'en doute pas. Je voudrais simplement savoir si cela arrive fréquemment. Il y a certainement pas mal de choses qui disparaissent mais j'aimerais savoir si vous avez un certain contrôle sur cette situation.

M. Currie: Le mobilier ne nous pose pas tellement de problèmes, ce sont plutôt les produits d'entretien et les restes de nourriture. Nous sommes sans arrêt sur le qui-vive pour ce genre de choses.

M. Ellis: Monsieur le président, je pense avoir toutes les réponses aux questions que j'avais à poser. Merci.

Le président: Merci, monsieur Ellis. Monsieur Stewart.

M. Stewart: Monsieur le président, je vous remercie, mais je n'ai pas vraiment de questions à poser. Je m'en excuse. Nous avons discuté de plusieurs choses en attendant un témoin et je n'ai plus de questions à poser.

Le crédit 5 est adopté.

Le président: En votre nom, j'aimerais remercier M. St-Jacques, M. Thomas et le colonel Currie d'avoir participé à cette réunion et nous espérons les revoir à la prochaine.

Je vais maintenant demander à M. Eric Spicer, Bibliothécaire parlementaire, et à Jean-Jacques Cardinal, Directeur de

[Texte]

tration and Personnel to the Library of Parliament to come forward.

• 1615

I see that we are having a distribution of some information about the Parliamentary Library. Before maybe I ask Mr. Spicer to make an opening statement, I would like, as chairman of this Committee, to say to Mr. Spicer and his officials who are here today how much the members of Parliament appreciate the outstanding assistance they give us in our daily deliberations. The Parliamentary Library is a sort of rather unique type of animal. It is neither fish nor fowl. I am not sure if that does not give them more independence but, at the same time, while it gives them some independence to carry out the responsibilities they have, it sometimes takes away from them, as far as I am concerned, some of the obvious things that should be recognized by either the House of Commons or the Senate, or both, that are not.

Without getting into details, I have personally experienced some examples of this that I am certainly not satisfied with as yet in some of the things that are available to the people responsible for the operations of both the House of Commons and the Senate that for some reason best known to those officers somehow do not flow over to the Library. This concerns me because in the travels I have had to various other Commonwealth Parliaments in particular, but to other capitals, I find that our librarian in particular is a well-known and highly respected individual and that they do a great deal of work in the Library that is of tremendous assistance to the nation as a whole and to Parliament in particular. I do not quite know how to bridge the gap that exists sometimes. If in your comments, Mr. Spicer, there are any suggestions you might care to make from that point of view, I would be happy to hear them and be happy, I am sure, to have the Committee consider them from the point of view of making recommendations that might be of assistance in overcoming some of the liabilities that presently rest at your doorstep.

Now, I call Vote 10.

PARLIAMENT

Library of Parliament

Budgetary

Vote 10—Library of Parliament—Program expenditures . . . \$4,602,775

The Chairman: I would ask Mr. Spicer to say a few words to us prior to questioning.

Mr. E. J. Spicer (Parliamentary Librarian, Library of Parliament): Thank you very much, Mr. Chairman. Unfortunately, I was not prepared for your remarks. I did not know that this was going to be a session where I could bare my soul, bring all of my problems forth, and I assume it really is not.

We have our budget here which, of course, is significantly smaller than the House of Commons' budget. But then, as you have already indicated, we are neither House of Commons nor

[Traduction]

l'administration et du personnel de la Bibliothèque du Parlement de s'approcher de la table.

Je vois qu'on distribue certains renseignements concernant la Bibliothèque du Parlement. Avant que je demande à M. Spicer de faire une déclaration préliminaire, je voudrais, en tant que président du Comité, dire à M. Spicer et à ses collaborateurs qui l'accompagnent combien nous apprécions l'aide incalculable qu'ils nous apportent dans nos délibérations quotidiennes. La Bibliothèque du Parlement est d'une espèce assez unique. Ni chair, ni poisson. Je ne suis pas certain que cela ne leur donne pas plus d'indépendance mais, en même temps, même s'ils sont indépendants pour s'acquitter de leurs responsabilités, on leur retire parfois, c'est mon avis, certaines choses que la Chambre ou le Sénat, ou les deux, devraient reconnaître.

Sans entrer dans les détails, j'ai moi-même eu certaines expériences et je ne suis certainement pas convaincu qu'à ce jour certaines choses qui sont disponibles pour les personnes responsables des activités de la Chambre et du Sénat, pour une raison ou pour une autre, ne se rendent pas jusqu'à la Bibliothèque. Cela m'inquiète puisque dans mes voyages à divers parlements du Commonwealth, surtout, et dans d'autres capitales, je me rends compte que notre bibliothécaire en particulier est une personne bien connue et tenue en haute estime. La bibliothèque, on y fait énormément de travail qui aide de façon incalculable le pays en entier et le Parlement en particulier. Je ne sais pas comment combler ce fossé qui existe parfois. Si dans vos commentaires, monsieur Spicer, vous avez des suggestions à faire à ce sujet, je ne serais que trop heureux de les entendre et heureux également que le Comité les étudie afin de présenter des recommandations qui pourraient nous aider à surmonter ces difficultés chez nous.

Je mets en discussion le crédit 10.

PARLEMENT

Bibliothèque du Parlement

Budgétaire

Crédit 10—Bibliothèque du Parlement—Dépenses du programme . . . \$4,602,775.

Le président: Je demande maintenant à M. Spicer de nous dire quelques mots avant que nous lui posions des questions.

M. E. J. Spicer (bibliothécaire parlementaire, Bibliothèque du Parlement): Merci beaucoup, monsieur le président. Malheureusement, je n'étais pas préparé à cette invitation et je ne savais pas qu'il s'agissait d'une réunion où je pouvais mettre mon âme à nu pour vous faire connaître tous mes problèmes, mais je ne crois pas que ce le soit.

Nous avons ici notre budget qui est beaucoup moins important que celui de la Chambre. Comme vous l'avez déjà mentionné, nous ne sommes ni la Chambre des communes, ni le

[Text]

Senate. One might say that we are the third house on Parliament Hill. In that sense perhaps we can say that everybody knows what a library is but they do not know what the House of Commons is and what the Senate is. However, we do have an annual report and I thought I could put that in front of you now because sometimes that leads to questions which you do not have a chance to ask at any other time. I am not trying to deflect your attention from the budget; we are quite prepared to answer any questions you have about that, but I thought it might be useful if you had the annual report with you and the brochure telling about the Library, because both members and senators, of course, know more about their own institutions than they know about this shared institution.

I had thought that perhaps I would give you the highlights of the annual report. That is if you wish, but you might prefer to go right into the budget. If you do, that is fine as far as we are concerned.

• 1620

The Chairman: I think we would like to hear your views on what you perceive for the year ahead.

Mr. Spicer: Everybody is thinking about an election, so it is hard to say how we perceive the year ahead.

The Chairman: So are we.

Mr. Spicer: It is hard to compete with that speculation—that is all I am saying.

We have no major changes in the budget this year. What we are trying to do is to consolidate the areas we have already established, and we are improving the service in those areas. That is our intention. We have had some substantial increases in usage lately, partly because of the additional staff that senators and members have taken on, and partly because of the increasing number of active committees. I believe we are one of the first places you think of when you want information. We hope we are. We go beyond the Library for information, as I am sure you do, as well.

But I do not think there is anything really unusual we can say about the future, except that we are moving more and more into the area of using data banks. We have two computer terminals, though not on the Hill: one in the Confederation Building and one in the library. We can tap into data banks that exist elsewhere and can give us information, particularly in the fields of law and science. We do not have a massive scientific and technical library, as you know. But we can obtain the information for you and we can obtain it quite promptly once it is identified.

We have had a study, as the annual report points out, on eventual areas of mechanization and automation in the Library. It is being studied by my staff now.

I do not think there is anything outstanding to say. We have space problems. We have some difficulties that perhaps should

[Translation]

Sénat. Nous pourrions toujours dire que nous sommes une troisième chambre sur la Colline du Parlement. Dans ce sens, peut-être, nous pouvons affirmer que chacun sait ce que c'est une bibliothèque, mais qu'il ne sait pas ce que sont la Chambre des communes et le Sénat. Toutefois, nous présentons un rapport annuel et j'ai pensé le déposer devant vous maintenant, car parfois cela provoque des questions qui, autrement, ne seraient pas posées. Je n'essaie pas de détourner votre attention du budget; nous sommes disposés à répondre à toute question que vous avez à ce sujet. J'ai pensé que notre rapport annuel vous sera utile, de même que la brochure concernant la bibliothèque, car les députés et les sénateurs, évidemment, connaissent mieux leur propre institution qu'ils ne connaissent cette institution partagée.

J'ai pensé vous communiquer les faits saillants du rapport annuel, si vous le désirez. Vous préférerez peut-être aborder dès maintenant le budget. Dans ce cas, nous sommes tout à fait prêts à vous répondre.

Le président: Nous aimerions savoir quelles sont, selon vous, les perspectives pour l'année à venir.

M. Spicer: Il y a des élections dans l'air, et il est donc difficile pour nous de faire des projets d'avenir.

Le président: C'est pareil pour nous.

M. Spicer: Je veux simplement dire que cette perspective fausse un peu le jeu.

Il n'y a pas de modifications importantes à notre budget cette année. Nous essayons de renforcer les domaines dans lesquels nous sommes déjà implantés en y apportant des améliorations. C'est notre intention. Il y a eu dernièrement une augmentation considérable de l'utilisation de nos services, en partie à cause du personnel supplémentaire employé par les sénateurs et les députés, et en partie à cause du nombre croissant de comités actifs. Je crois que nous sommes un des premiers endroits auxquels on pense lorsqu'on veut des renseignements. Enfin, nous l'espérons. Comme vous le savez, nous sommes plus qu'une bibliothèque dans ce domaine.

Mais je ne pense pas qu'il y ait vraiment rien d'extraordinaire à signaler dans nos perspectives de développement, si ce n'est un recours de plus en plus grand aux banques de données. Bien qu'ils ne se trouvent pas sur la Colline, nous avons deux terminaux d'ordinateur: un dans l'édifice de la Confédération et un dans la bibliothèque. Nous pouvons nous brancher sur les banques de données qui se trouvent ailleurs et qui peuvent nous donner des renseignements, notamment dans les domaines du droit et des sciences. Comme vous le savez, en matière scientifique et technique notre bibliothèque n'est pas très riche. Mais nous pouvons les obtenir assez rapidement une fois que nous avons les données nécessaires.

Comme le rapport annuel le signale, nous avons fait faire une étude sur les domaines éventuels de mécanisation et d'automatisation de la bibliothèque. Mon personnel est en train de l'étudier.

Je ne pense pas qu'il y ait rien d'extraordinaire à dire. Nous manquons d'espace. Nous avons quelques difficultés qui

[Texte]

be mentioned here, in view of your earlier invitation. We have found, for example, that if we are dealing directly with the Department of Public Works, as we should, we may obtain a better deal than if we go through the Sergeant-at-Arms. Naturally we found we had a lot of space, for example in the Centre Block which we have gradually given up. We realize that the Sergeant-at-Arms and the House of Commons have their own priorities, which may not be quite the same as ours. That is, of course, true also of the Senate.

We are now the major tenant in the Victoria Building. Although there has been talk of our moving to the old Metropolitan Life Building, we do not have to move there in order to serve the members and senators. If there is a substantial move of House staff there, especially the caucus research staffs, we will probably have to put a branch library there. But we do not have to move any additional people there in order to serve the Senate and the House. We have the feeling, now, working over space problems, that we might do better concentrating on keeping our people in the Victoria Building, and only providing what is necessary in the Metropolitan Life Building to serve the people who are actually moving there. This is something there have been discussions back and forth on, but about which we are not certain.

The Chairman: Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, you have alluded to the fact that you have looked at other facilities in other countries, with respect to libraries and so on. I am wondering if we could ask Mr. Spicer, here, what he would like to see as top priority if he were able to expand? What other facilities are other jurisdictions providing that you think would be appropriate for us at the federal level in Canada?

Mr. Spicer: It may seem rather immodest to say this, but I do not think there is anything anyone else is providing which we are not already providing in some form. We can improve our provision and certainly we are always alert to what other people are doing. But I do not think there is anything, apart from certain automated areas, that we need.

I happen to be chairman of the parliamentary library section of the International Federation of Library Associations. I have, therefore, seen most of the Western European parliamentary libraries. I know them quite well; I have known the people for a long time. I have been asked to Strasbourg in May to see the system of networking that the members of the European Community are beginning to develop for service to the European parliament, and I certainly may pick up new ideas there because we are not independent; we have to call on other libraries for help and assistance. The Inter-Parliamentary Union, after their colloquium on the member of Parliament and his need for information in the modern world at which I presented a paper and acted as a rapporteur. They issued a list of access points of parliamentary information in each country holding membership in the IPU. We are the contact point in Canada, and we have been used a number of

[Traduction]

devraient peut-être mentionnées ici, à la lumière de votre précédente invitation. Nous avons constaté, par exemple, que si nous traitons directement avec le ministère des Travaux publics, comme nous le devrions, cela serait peut-être plus avantageux que de passer par le Sergent d'armes. Naturellement, nous avons constaté que nous avions beaucoup d'espace, par exemple, dans l'édifice du centre que nous avons progressivement abandonné. Nous comprenons que le Sergent d'armes et la Chambre des communes aient leurs propres priorités qui ne sont pas forcément tout à fait les mêmes que les nôtres. Cela s'applique également au Sénat, bien entendu.

Nous sommes maintenant le principal locataire de l'édifice Victoria. Bien qu'il ait été question de notre déménagement dans l'ancien édifice de la Metropolitan Life, nous n'avons pas besoin d'y aller pour servir les députés et les sénateurs. S'il y a un transfert considérable d'une partie du personnel de la Chambre dans cet édifice, surtout des personnels de recherches des caucus, il nous faudra probablement y ouvrir un service. Mais nous n'avons pas besoin d'y déménager de personnel supplémentaire afin de servir le Sénat et la Chambre. Nous avons le sentiment, en réfléchissant à ces problèmes d'espace, qu'il serait peut-être préférable que nous concentrons tout notre personnel nécessaire dans l'édifice de la Metropolitan Life pour servir ceux qui y ont déjà déménagé. Il y a eu de nombreuses discussions à ce sujet, mais nous n'en savons pas plus.

Le président: Monsieur Halliday.

M. Halliday: Monsieur le président, vous avez dit avoir étudié les mêmes genres de services que les vôtres dans d'autres pays. Monsieur Spicer, si on vous donnait la possibilité de vous développer, quelle serait votre priorité? Quels services offerts par d'autres gouvernements pourraient s'avérer utiles au Canada au niveau fédéral?

M. Spicer: Cela paraîtra peut-être immodeste de ma part, mais je ne pense pas que quiconque nulle part offre quelque chose que nous n'offrons pas déjà nous-mêmes sous une forme ou une autre. Nous pouvons apporter des améliorations, et nous gardons toujours un œil sur ce que font les autres. Mais je ne pense pas que nous ayons besoin de quoi que ce soit, si ce n'est peut-être au niveau de l'automatisation.

Il se trouve que je suis le président de la section des bibliothèques parlementaires de la Fédération internationale des associations de bibliothèques. J'ai pu visiter en conséquence la plupart des bibliothèques parlementaires de l'Europe de l'Ouest. Je les connais assez bien; cela fait longtemps que je connais les responsables. On m'a demandé de venir à Strasbourg en mai pour voir le système de réseau que les membres de la Communauté européenne sont en train de mettre au point pour servir le Parlement européen, et il se peut fort bien que je glane de nouvelles idées là-bas car nous ne sommes pas indépendants; nous avons besoin et l'aide et de l'assistance des autres bibliothèques. L'Union interparlementaire a tenu un colloque sur le parlementaire et son besoin de renseignements dans le monde moderne, au cours duquel j'ai fait un exposé et j'ai rempli la fonction de rapporteur. Une liste des points d'accès à l'information parlementaire dans chaque pays

[Text]

times, primarily by the Nordic countries who heard of a report that had been issued and they wanted a copy; we would see that they got it very promptly. We have occasionally called on others, but usually they are calling on us.

• 1625

We have also assisted other libraries, partly through IPU. We have sent our officers to the Cameroons, for example, to assist in setting up services there. This is funded by UNESCO but the money came through IPU. We have a fairly good contact. We have also been down to Washington. A letter from the Director of the Congressional Research Service arrived today. We want to be able to tap into their SCORPIO system; I had written him over a year ago and received no reply. I wrote suggesting that we might be able to pick up the code word . . . —“one of your colleagues promised me”, so we could go into their system without asking permission. I suggested that I would rather put it in a more dignified way. That got a response anyway and they assured me that there would be further consultations. At the same time I also invited him to be one of the speakers at our meetings in Czechoslovakia in August; I think this will help.

We also have an Association of Parliamentary Librarians in Canada of which I happen to be President, we will be meeting in Quebec City in October. At that meeting we expect to have a number of parliamentary librarians from Europe and also Mr. Gude from Washington. So, I think there is quite an awareness of what other people are doing and in spite of what I said at the beginning, do not mean my mind is closed at all; any good ideas I can steal from anybody else for you, I will do, and if you get any, I hope you will pass them on to us and we will investigate them. I apologize for the length of my answer.

The Chairman: Great. Excellent answer. Len Hopkins.

Mr. Hopkins: Mr. Chairman, you said that a parliamentary librarian is neither fish nor fowl, but I think you would agree that in the last 10 years it has certainly been beefed up with more help. I would just like to say to Mr. Spicer and his staff that we appreciate the courteous way in which they handle our requests; they are always pleasant. It does not matter whether we meet them in the library or in the hall or in the cafeteria, there is that good rapport that is very important among us here on the Hill. I think they are to be congratulated on that aspect.

Also, Mr. Chairman, on our visit to Washington and to London last fall, it somewhat took from my ego as a politician to have people in Washington and London asking me about Mr. Spicer and certain members of his staff, and to say hello to them when we got back home only to have forgotten their names by the time we got back home. They are certainly well known among librarians in the world.

[Translation]

membre de l'Union interparlementaire a été publiée. C'est nous qui sommes le point de contact au Canada, et on a eu recours à nous un certain nombre de fois, surtout les pays nordiques qui avaient entendu parler d'un rapport qui avait été publié et dont ils voulaient un exemplaire; nous nous sommes assurés qu'il le leur soit transmis le plus rapidement possible. Il nous est arrivé de temps à autre de faire appel aux autres, mais généralement c'est plutôt le contraire.

Nous avons répondu à l'appel d'autres bibliothèques, en partie par l'intermédiaire de l'UIP. Par exemple, nous avons envoyé nos agents au Cameroun, pour aider à l'installation de services dans ce pays. Cette entreprise est financée par l'UNESCO, mais c'est l'UIP qui a fourni les capitaux. Les contacts sont assez bons. Nous nous sommes également rendus à Washington. Une lettre du directeur des services de recherche du Congrès est arrivée aujourd'hui. Nous voulons pouvoir nous brancher sur leur réseau SCORPIO; je lui avais écrit il y a un an et n'avait pas reçu de réponse. J'avais écrit en suggérant que nous parviendrions peut-être à connaître le mot de code—«un de vos collègues me l'avait promis»—ce qui nous permettrait de nous brancher sur leur réseau sans leur demander la permission. J'ai dit préférer une méthode plus digne. Cela a toutefois provoqué une réponse et ils m'ont assuré qu'il y aurait d'autres consultations. Simultanément, je l'ai invité à être un de nos orateurs lors de nos réunions d'août en Tchécoslovaquie; je crois que cela aidera.

Nous avons également une association de bibliothécaires parlementaires au Canada donc il se trouve que je suis le président. Nous nous réunissons à Québec en Octobre. Lors de cette réunion, nous comptons sur la présence d'un certain nombre de bibliothécaires parlementaires d'Europe et également sur celle de M. Gude de Washington. Nous sommes donc relativement au courant de ce que les autres font et malgré ce que j'ai dit au début, mon esprit est totalement ouvert; je suis prêt à voler pour vous toutes les bonnes idées, et si vous en avez, j'espère que vous nous les communiquerez et nous les étudierons. Je m'excuse de la longueur de ma réponse.

Le président: Parfait. Excellente réponse. Len Hopkins.

M. Hopkins: Monsieur le président, vous avez dit qu'un bibliothécaire parlementaire était un animal hybride, mais vous conviendrez qu'au cours des 10 dernières années l'aide qu'on lui a apportée lui a certainement fait gagner du muscle. J'aimerais simplement dire à M. Spicer et à son personnel que nous apprécions la courtoisie avec laquelle ils répondent à nos requêtes; ils sont toujours aimables. Qu'on les rencontre à la bibliothèque, dans les couloirs ou à la cafétéria, il y a toujours ce bon contact qui est si important ici sur la Colline. Ils doivent être félicités à cet égard.

Également, monsieur le président, lors de nos visites à Washington et à Londres l'automne dernier, des gens m'ont demandé des nouvelles de M. Spicer et de certains membres de son personnel et de leur dire bonjour à notre retour, et ma fierté d'homme politique en a pris un certain coup quand je n'ai pu le faire, ne me souvenant pas de leurs noms. Les bibliothécaires sur la scène internationale les connaissent assurément.

[Texte]

I would like to put a question to Mr. Spicer about a pet project that I talked about two years ago and he said he did not have the money then to do it I wonder if we have been any kinder to him since. That is, with regard to the school program—taking Parliament to the school and not only having the schools come to Parliament. Under this plan, we would have a number of good slides or a film on Parliament, pictures of the interior of the buildings, explanatory notes on the role of the Speaker, the actual day-to-day work of a member of Parliament, and so on. Have we been able to put anything like that together for a package to send into our schools across Canada?

• 1630

Mr. Spicer: I knew you would hit the weak point, after buttering me up. Thank you for your earlier comments. No, we have not. I think I pointed out when you first raised this that it had certain areas of unsure jurisdiction in that the House, for example, as a publication program. They have produced a number of publications, strangely enough under the auspices of the Restaurant. They are the people who run the little shop just off the Hall of Honour, which closed off one of the doors to our Reading Room. Although Mr. Laundry wrote the text of one of their publications and Madam Immarigeon wrote the text of another, the publications are prepared without our input. To produce the brochure you see on the Library, the photographer who did the work for the other publication was used by us, working with Mr. Frappier.

Beyond that we have not gone, although I think some of you may know of the initial programs we did—Mr. Frappier was responsible, the Associate Parliamentary Librarian. We had a program on the Library, on video cassette, and it could have been lent to people to show them how the Library operated. There had been talk of the Senate and the House, and perhaps Mr. Frappier could speak on that. I do not know just where that project is right now.

Mr. Frappier: Mr. Chairman, this was, at the time, an experimental program and was far from being perfect, as a matter of fact, it was so imperfect that I would not wish the members to use it in their own readings to show what the Library of Parliament was doing for parliamentarians.

At that time, we were looking into the possibility of getting involved in details, getting into the production of programs on videotapes. However, we found that it required a great deal of expertise; it would have been extremely costly and, therefore, we did not go into it. Rather than going into this type of activity, we have concentrated on getting what I would call taping facilities. We have acquired a TV set and a recorder and we can tape programs that are of interest to parliamentarians. To give an example or two, we have taped the Prime Minister's speech on a given occasion or the Premier of Quebec's speech to the Economic Club of New York, and so on and so forth. Now we are constituting a bank of tapes, of

[Traduction]

J'aimerais poser une question à M. Spicer au sujet d'un projet qui me tiens à cœur et dont je lui avait parlé il y a environ deux ans pour m'entendre dire qu'il n'avait pas les fonds nécessaires. Je me demande si nous avons été plus généreux depuis. Il s'agit du programme scolaire—faire venir le Parlement à l'école et non pas seulement les écoles au Parlement. Il s'agirait d'un programme avec projection de diapositives ou d'un film sur le Parlement, sur ce qui se passe à l'intérieur des bâtiments, expliquant le rôle de l'Orateur, le travail quotidien des parlementaires, etc. A-t-on pu réaliser un tel projet à envoyer dans toutes les écoles canadiennes?

M. Spicer: Je savais que toutes ces éloges préparaient une attaque sur un point faible. Je vous remercie de vos premières remarques. Non, nous n'avons pas pu. Lorsque vous avez soulevé la question la première fois, je crois vous avoir signalé qu'il y avait certains domaines posant des problèmes de compétence, dans la mesure où, par exemple, la Chambre a un programme de publication. Elle a publié un certain nombre de publications, fait assez étrange, d'ailleurs, sous les auspices du Restaurant. Ce sont ceux qui tiennent la petite boutique dans le Hall d'honneur qui a condamné une des portes d'entrée dans notre salle de lecture. Bien que M. Laundry ait écrit le texte d'une de leurs publications et M^{me} Immarigeon le texte de l'autre, ces publications sont faites sans notre participation. Pour la brochure sur la Bibliothèque, nous avons demandé au même photographe que pour les autres publications de travailler avec M. Frappier.

Nous n'avons pas été au-delà, bien que certains d'entre vous ont, je pense, connaissance de nos programmes initiaux—M. Frappier, le bibliothécaire parlementaire associé en était le responsable. Nous avons une émission sur vidéo-cassette sur la Bibliothèque, et elle aurait pu être traitée à ceux qui voulaient montrer comment fonctionnait la Bibliothèque. Il a été question d'émissions sur le Sénat et la Chambre et M. Frappier pourrait peut-être vous en parler. Je ne sais où en est exactement le projet à l'heure actuelle.

M. Frappier: Monsieur le président, à l'époque, il s'agissait d'un programme expérimental et il était loin d'être parfait, d'ailleurs, il était si imparfait que je ne souhaiterais pas que les députés l'utilisent dans leur propre circonscription pour montrer ce que la Bibliothèque du Parlement fait pour les parlementaires.

A cette époque, nous étudions la possibilité d'une participation accrue, d'une participation à la production des émissions sur bandes magnétoscopiques. Cependant, nous avons découvert que cela nécessitait de grandes connaissances techniques; que cela coûterait énormément cher et par conséquent, nous avons abandonné plutôt que de nous lancer dans ce genre d'activités, nous avons concentré nos efforts sur ce que j'appellerai la «magnétoscopie». Nous avons acheté une poste de télévision et un magnétoscope qui nous permet d'enregistrer les émissions pouvant intéresser les parlementaires. Pour vous donner un ou deux exemples, nous avons enregistré certains discours du premier ministre, ou le discours du premier minis-

[Text]

things that have appeared or have been aired on the national networks. This is really where we have concentrated, rather than going to a production of our own.

Mr. Spicer: I am sorry that it is not really a satisfactory answer. All I can say is that if you keep prodding it will not die.

The Chairman: Any other questions?

The Vice-Chairman, Gérard Duquet, suggested, Mr. Spicer, that if you needed any company on your trip to Strasbourg in May, he was a volunteer.

Vote 10 agreed to.

The Chairman: Shall the Chairman report to the House Votes 5 and 10 relating to Parliament for the fiscal year ending March 31, 1979?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much.

Prior to your leaving, I did not ask Philip Laundry to say anything because, as Chairman, I think it is my job to get the work of the Committee done as quickly as possible. But I would not want to let you leave without saying how much I think all members appreciate the research branch and the excellent job they do for us individually as well as the papers that they produce, which are of tremendous assistance to us all in the catalogues that come out. With that, I would like to thank you all for appearing before us this afternoon.

• 1635

You made it just in time, Mark. You get down for attendance anyway.

Mr. Stewart: Mr. Chairman, I am sorry that I missed one or two meetings in the past couple of months, but I am wondering if that question of independent members of Parliament has ever come before the Committee again; if not, when will it?

The Chairman: It has not come before the Committee again, Mr. Stewart, but it is something that we can certainly take up after Easter. We have no more meetings scheduled before the Easter recess. Perhaps after Easter it will be academic. I know there is a thing they call a plug that they pull around here every four or five years, and we may get that any time. But I will see to it that it is one of the priority items that is put on the agenda.

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

tre du Québec devant le Club économique de New York, etc., etc. Nous constituons à l'heure actuelle une banque de bandes magnétoscopiques que nous avons enregistrées à partir des émissions des réseaux nationaux. C'est dans ce domaine que nous avons mis tous nos efforts plutôt que de nous lancer nous-mêmes dans la production.

M. Spicer: Je suis désolé que cette réponse ne soit pas véritablement satisfaisante. Tout ce que je peux dire est que si vous continuez à insister, ce projet restera toujours en vie.

Le président: D'autres questions?

Le vice-président, Gérard Duquet, a proposé, monsieur Spicer, que si vous aviez besoin de compagnie pour votre voyage à Strasbourg en mai, il se portait volontaire.

Le crédit 10 est adopté.

Le président: Le président peut-il faire rapport à la Chambre des crédits 5 et 10 relatifs au Parlement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979?

Des voix: D'accord.

Le président: Je vous remercie infiniment.

Avant que vous ne partiez, je n'ai pas donné la parole à Philip Laundry car en tant que président, il est de mon devoir de faire en sorte que le travail du Comité se fasse le plus rapidement possible. Mais je ne voudrais pas vous laisser partir sans dire combien tous les députés apprécient l'excellence des services que nous fournit le personnel de recherche, tant individuellement qu'au niveau des documents produits, qui nous sont d'une très grande aide grâce à leur présentation sous forme de catalogue. Sur ce, j'aimerais tous vous remercier d'être venus ce matin.

Vous arrivez juste à temps, Mark. Vous serez inscrit sur la liste des présences.

M. Stewart: Monsieur le président, je m'excuse d'avoir manqué une ou deux réunions au cours des derniers mois, mais je me demande si la question des députés indépendants a été de nouveau soulevée; sinon, quand la sera-t-elle?

Le président: Elle n'a pas encore été de nouveau soumise au Comité, monsieur Stewart, mais c'est une chose sur laquelle nous allons certainement revenir après Pâques. Nous n'avons pas d'autres réunions de prévues avant l'intersession de Pâques. Mais parler d'après Pâques, c'est tout à fait théorique. Je sais qu'il y a ici une chose qu'on appelle une prise et qu'on débranche tous les quatre ou cinq ans, et cela peut arriver du jour au lendemain. Mais je veillerai à ce que cette question figure en priorité à l'ordre du jour.

Le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvel ordre.



If undelivered, return **COVER ONLY** to:
Printing and Publishing,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette **COUVERTURE SEULEMENT** à:
Imprimerie et Édition,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the House of Commons:

Lt-Col. D. V. Currie, Sergeant-at-Arms;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel.

From the Library of Parliament:

Mr. E. J. Spicer, Parliamentary Librarian;
Mr. G. Frappier, Associate Parliamentary Librarian.

De la Chambre des communes:

Lt-Col. D. V. Currie, sergent d'armes;
M. G. A. St-Jacques, directeur de l'Administration et du
Personnel.

De la Bibliothèque du Parlement:

M. E. J. Spicer, bibliothécaire parlementaire;
M. G. Frappier, bibliothécaire parlementaire associé.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 4

Thursday, April 13, 1978
Wednesday, May 24, 1978
Wednesday, May 31, 1978
Wednesday, June 7, 1978
Wednesday, June 28, 1978
Thursday, June 29, 1978
Wednesday, August 16, 1978

Chairman: Mr. Robert C. Coates

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 4

Le jeudi 13 avril 1978
Le mercredi 24 mai 1978
Le mercredi 31 mai 1978
Le mercredi 7 juin 1978
Le mercredi 28 juin 1978
Le jeudi 29 juin 1978
Le mercredi 16 août 1978

Président: M. Robert C. Coates

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Management and Members' Services

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent de la*

Gestion et des services aux députés

RESPECTING:

Matters pertaining to Members' Services

CONCERNANT:

Questions reliées aux services aux députés

APPEARING:

(See back cover)

COMPARAÎT:

(Voir à l'endos)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Third Session of the
Thirtieth Parliament, 1977-78

Troisième session de la
trentième législature, 1977-1978

STANDING COMMITTEE ON
MANAGEMENT AND MEMBERS' SERVICES

Chairman: Mr. Robert C. Coates
Vice-Chairman: Mr. Gérard Duquet

Messrs.

Comtois
Ellis
Halliday
Hopkins
Lambert (*Bellechasse*)
Lambert (*Edmonton West*)

COMITÉ PERMANENT DE LA
GESTION ET DES SERVICES AUX DÉPUTÉS

Président: M. Robert C. Coates
Vice-président: M. Gérard Duquet

Messieurs

MacGuigan
McIsaac
Stewart (*Cochrane*)
Symes—(12)

(Quorum 7)

Le greffier du Comité

Malcolm Jack

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, April 12, 1978:

Mr. Lambert (*Edmonton West*) replaced Mr. Elzinga.

On Thursday, April 13, 1978:

Mr. Trudel replaced Mr. Maine;

Mr. Elzinga replaced Mr. Lambert (*Edmonton West*).

On Friday, May 19, 1978:

Mr. Maine replaced Mr. Trudel.

On Tuesday, May 23, 1978:

Mr. Lambert (*Edmonton West*) replaced Mr. Elzinga.

On Wednesday, June 7, 1978:

Mr. Nystrom replaced Mr. Symes.

On Wednesday, June 28, 1978:

Mr. Benjamin replaced Mr. Nystrom;

Mr. MacFarlane replaced Mr. Hopkins;

Mr. Stewart (*Cochrane*) replaced Mr. McIsaac.

On Thursday, June 29, 1978:

Mr. Rodriguez replaced Mr. Benjamin.

On Tuesday, August 8, 1978:

Mr. Symes replaced Mr. Rodriguez.

On Wednesday, August 9, 1978:

Mr. McIsaac replaced Mr. Maine;

Mr. Hopkins replaced Mr. MacFarlane.

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Conformément à l'article 65(4)(b) du Règlement

Le mercredi 12 avril 1978:

M. Lambert (*Edmonton Ouest*) remplace M. Elzinga.

Le jeudi 13 avril 1978:

M. Trudel remplace M. Maine;

M. Elzinga remplace M. Lambert (*Edmonton Ouest*).

Le vendredi 19 mai 1978:

M. Maine remplace M. Trudel.

Le mardi 23 mai 1978:

M. Lambert (*Edmonton Ouest*) remplace M. Elzinga.

Le mercredi 7 juin 1978:

M. Nystrom remplace M. Symes.

Le mercredi 28 juin 1978:

M. Benjamin remplace M. Nystrom;

M. MacFarlane remplace M. Hopkins;

M. Stewart (*Cochrane*) remplace M. McIsaac.

Le jeudi 29 juin 1978:

M. Rodriguez remplace M. Benjamin.

Le mardi 8 août 1978:

M. Symes remplace M. Rodriguez.

Le mercredi 9 août 1978:

M. McIsaac remplace M. Maine;

M. Hopkins remplace M. MacFarlane.

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services
Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 13, 1978

(11)

[Text]

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 10:07 o'clock a.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Duquet, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Comtois, Duquet, Elzinga, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, McIsaac and Trudel.

Witness: From the House of Commons: Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Comtois, *it was agreed*,—That today's meeting be held *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13) the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 10.57 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, MAY 24, 1978

(12)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:36 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, Maine, McIsaac and Symes.

Other Member present: Mr. Elzinga.

Appearing: The Honourable James Jerome, Q.C., M.P., Speaker of the House of Commons.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Maine, *it was agreed*,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 5:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, MAY 31, 1978

(13)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:43 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, Maine and Symes.

Other Member present: Mr. Côté.

Witnesses: From the House of Commons: MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 13 AVRIL 1978

(11)

[Traduction]

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 10 h 07 sous la présidence de M. Duquet (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Comtois, Duquet, Elzinga, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, McIsaac et Trudel.

Témoin: De la Chambre des communes: M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel.

Sur motion de M. Comtois, *il est convenu*,—Que la séance d'aujourd'hui soit tenue à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 10 h 57 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 24 MAI 1978

(12)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 36 sous la présidence de M. Coates (président)

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, Maine, McIsaac et Symes.

Autre député présent: M. Elzinga.

Comparait: L'honorable James Jerome, c.r. député, Orateur de la Chambre des communes.

Témoins: De la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre et M. G. A. St-Jacques, Directeur de l'administration et du personnel.

Sur motion de M. Maine, *il est convenu*,—Que le Comité entreprenne ses travaux à huis clos.

Conformément au pouvoir conféré au Comité par le paragraphe 13 de l'article 65 du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 17 h 30 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 31 MAI 1978

(13)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 43 sous la présidence de M. Coates (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, Maine et Symes.

Autre député présent: M. Côté.

Témoins: De la Chambre des communes: MGen G. Cloutier, Sergent d'armes et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel.

On motion of Mr. Symes, *it was agreed*,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 5:15 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, JUNE 7, 1978

(14)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), MacGuigan, Maine, McIsaac and Nystrom.

Witnesses: From the House of Commons: MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Duquet, *it was agreed*,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 5:48 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, JUNE 28, 1978

(15)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 3:36 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Duquet, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Benjamin, Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), MacFarlane, MacGuigan, Maine and Stewart (*Cochrane*).

Other Member present: Mr. Allard.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House, MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms, Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel and Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services.

On motion of Mr. Maine, *it was agreed*,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 4:35 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Coates, assumed the Chair.

At 5:56 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, JUNE 29, 1978

(16)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 11:14 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Sur motion de M. Symes, *il est convenu*,—Que le Comité entreprenne ses travaux à huis clos.

Conformément au pouvoir qui lui est conféré par le paragraphe 65 (13) du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 17 h 15, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 7 JUIN 1978

(14)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 42 sous la présidence de M. Coates (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacGuigan, Maine, McIsaac et Nystrom.

Témoins: De la Chambre des communes: MGen G. Cloutier, sergent d'armes et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel.

Sur motion de M. Duquet, *il est convenu*,—Que le Comité entreprenne ses travaux à huis clos.

Conformément au pouvoir que lui confère le paragraphe 65 (13) du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 17 h 48, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 28 JUIN 1978

(15)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 15 h 36 sous la présidence de M. Duquet (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Benjamin, Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), MacFarlane, MacGuigan, Maine et Stewart (*Cochrane*).

Autre député présent: M. Allard.

Témoins: De la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre, MGen G. Cloutier, sergent d'armes, M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel et M. R. E. Thomas, directeur des services législatifs.

Sur motion de M. Maine *il est convenu*,—Que le Comité entreprenne ses travaux à huis clos.

Conformément au pouvoir que lui confère le paragraphe 65 (13) du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 16 h 35, le président, M. Coates, assume la présidence.

A 17 h 56, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 29 JUIN 1978

(16)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 11 h 14 sous la présidence de M. Coates (président).

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton West*), Maine, Rodriguez and Stewart (*Cochrane*).

Other Member present: Mr. Lajoie.

Witnesses: From the House of Commons: Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House, Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel and Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services.

On motion of Mr. Maine, *it was agreed*,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 12:43 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, AUGUST 16, 1978

(17)

The Standing Committee on Management and Members' Services met at 9:12 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Coates, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, McIsaac and Symes.

Witnesses: From the House of Commons: MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms and Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

On motion of Mr. Halliday, *it was agreed*,—That the Committee proceed *in camera*.

Pursuant to the authority conferred on the Committee by Standing Order 65 (13), the Committee proceeded to consider business of the Committee.

At 10:40 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le greffier du Comité

Malcolm Jack

Clerk of the Committee

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Halliday, Lambert (*Bellechasse*), Lambert (*Edmonton-Ouest*), Maine, Rodriguez et Stewart (*Cochrane*).

Autre député présent: M. Lajoie.

Témoins: De la Chambre des communes: M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre, M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel et M. R. E. Thomas, directeur des services législatifs.

Sur motion de M. Maine, *il est convenu*,—Que le Comité entreprenne ses travaux à huis clos.

Conformément au pouvoir que lui confère le paragraphe 65 (13) du Règlement, le Comité entreprend l'étude de ses travaux.

A 12 h 43, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 16 AOÛT 1978

(17)

Le Comité permanent de la gestion et des services aux députés se réunit aujourd'hui à 9 h 12 sous la présidence de M. Coates (président).

Membres du Comité présents: MM. Coates, Comtois, Duquet, Ellis, Halliday, Hopkins, Lambert (*Bellechasse*), MacGuigan, McIsaac et Symes.

Témoins: De la Chambre des communes: Le MGen G. Cloutier, sergent d'armes et M. G. A. St-Jacques, directeur de l'administration et du personnel.

Sur motion de M. Halliday, *il est convenu*,—Que le Comité siège à huis clos.

Conformément au pouvoir qui lui est conféré par le paragraphe 65 (13) du Règlement, le Comité passe à l'étude des affaires inscrites à l'ordre du jour.

A 10 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

June 28, 1978

From the House of Commons:

Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House of Commons;
MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel;
Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services.

June 29, 1978

From the House of Commons:

Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House of Commons;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel;
Mr. R. E. Thomas, Director of Legislative Services.

August 16, 1978

From the House of Commons:

MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms;
Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and
Personnel.

Le 28 juin 1978

De la Chambre des communes:

M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre;
MGen G. Cloutier, sergent d'armes;
M. G. A. St-Jacques, directeur d'administration et du
personnel;
M. R. E. Thomas, directeur des services législatifs.

Le 29 juin 1978

De la Chambre des communes:

M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre;
M. G. A. St-Jacques, directeur d'administration et du
personnel;
M. R. E. Thomas, directeur des services législatifs.

Le 16 août 1978

De la Chambre des communes:

MGen G. Cloutier, sergent d'armes;
M. G. A. St-Jacques, directeur d'administration et du
personnel.



If undelivered, return COVER ONLY to:
 Printing and Publishing,
 Supply and Services Canada,
 45 Sacré-Coeur Boulevard,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7
 En cas de non-livraison,
 retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
 Imprimerie et Édition,
 Approvisionnement et Services Canada,
 45, boulevard Sacré-Coeur,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

Third class
Troisième classe
 K1A 0S7
 HULL

APPEARING—COMPARAÎT

May 24, 1978

The Honourable James Jerome, Speaker of the House of Commons.

Le 24 mai 1978

L'honorable James Jerome, Orateur de la Chambre des communes.

WITNESSES—TÉMOINS

April 13, 1978

From the House of Commons:

Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

Le 13 avril 1978

De la Chambre des communes:

M. G. A. St-Jacques, directeur d'administration et du personnel.

May 24, 1978

From the House of Commons:

Mr. Alistair Fraser, Clerk of the House of Commons;
 Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

Le 24 mai 1978

De la Chambre des communes:

M. Alistair Fraser, greffier de la Chambre;
 M. G. A. St-Jacques, directeur d'administration et du personnel.

May 31, 1978

From the House of Commons:

MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms;
 Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

Le 31 mai 1978

De la Chambre des communes:

MGen G. Cloutier, sergent d'armes;
 M. G. A. St-Jacques, directeur d'administration et du personnel.

June 7, 1978

From the House of Commons:

MGen G. Cloutier, Sergeant-at-Arms;
 Mr. G. A. St-Jacques, Director of Administration and Personnel.

Le 7 juin 1978

De la Chambre des communes:

MGen G. Cloutier, sergent d'armes;
 M. G. A. St-Jacques, directeur d'administration et du personnel.

(Continued on the previous page)

(Suite à la page précédente)



CANADA

INDEX

STANDING COMMITTEE ON

Management and Members' Services

HOUSE OF COMMONS

Issues 1-4 • 1977-1978 • 3rd Session • 30th Parliament

Chairman: Mr. Robert C. Coates

INDEX

MANAGEMENT SERVICES

HOUSE OF COMMONS

MANAGEMENT SERVICES

- Coates, Mr. Robert C.** (Cumberland-Colchester North)
Election as Chairman, 1:8
House of Commons estimates, 1978-1979, 2:9-10, 18; 3:14-5
Library of Parliament estimates, 1978-1979, 3:20
- Committees, Parliamentary, proceedings, radio and TV broadcasting, 1:27**
- Comtois, Mr. J. Roland** (Terrebonne)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:21-2
House of Commons estimates, 1978-1979, 2:22
Members of Parliament, constituency office staff, salaries, 1:21-2
Members of Parliament, staff, 2:22
- Currie, Lt. Col. D.V.** (Sergeant-at-Arms, House of Commons)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:16
House of Commons estimates, 1978-1979, 2:21; 3:7-8, 14
- Debates** (official report), *see* House of Commons—Publications
- Dinsdale, Hon. W.G.** (Brandon-Souris)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:24-6
House of Commons, proceedings, radio and TV broadcasting, 1:24-5
- Duquet, Mr. Gerard** (Quebec East)
Election as Vice Chairman, 1:8
House of Commons estimates, 1978-1979, 3:7
- Ellis, Mr. Jack** (Hastings)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:17, 23, 29-30
House of Commons estimates, 1978-1979, 3:9-14
Members of Parliament, indemnity, 3:9-11
Parliament buildings, maintenance and building services, 3:13-4
- Frappier, Mr. G.** (Associate Parliamentary Librarian, Library of Parliament)
Library of Parliament estimates, 1978-1979, 3:19-20
- Halliday, Mr. Bruce** (Oxford)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:18-20, 27-9
House of Commons, proceedings, radio and TV broadcasting, 1:18-9, 28-9
Library of Parliament estimates, 1978-1979, 3:17
- Hopkins, Mr. Leonard** (Renfrew North-Nipissing East)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:26-7
Library of Parliament estimates, 1978-1979, 3:18-9
- House of Commons**
Administrative expenditures, transportation, equipment rentals, etc., 3:12
Estimates
1977-1978, supplementary (A), 1:14-31
1977-1978, supplementary (B), 2:9-12
1978-1979, 2:12-25; 3:5-15
Furniture and equipment, unauthorized removal, 3:14
Internal Economy Commission, 2:25
Pages, men and women, university students, 2:16-8
Subcommittee studying, 1:12
Proceedings, radio and TV broadcasting
Canadian Broadcasting Corporation sharing expenses, 1:28-9
Equipment and installation costs, 1:16, 20-1, 24-7; 2:12, 18, 22
Staff, salaries, 1:16-20, 24, 27; 2:12, 22
Tapes, distribution of, duplicating equipment, 2:24-5, 30
Publications, parliamentary, printing costs, increase, 1:16-24; 2:15
Publications, printing facilities, Confederation Building, upgrading, etc., 2:24-5
- House of Commons—Cont.**
Staff, salaries, overtime pay, 3:12
- Interparliamentary associations, Canada-U.S. meeting, New Orleans, reporting to House, 2:10-2**
- Jerome, Hon. James** (Speaker, House of Commons)
House of Commons
Estimates, 1977-1978, supplementary (B), 2:10-2
Estimates, 1978-1979, 2:12-25
Pages, 2:16-8
Interparliamentary associations, Canada-U.S. meeting, reporting to House, 2:11-2
Members of Parliament, indemnity, 2:15
Members of Parliament, staff, 2:13-6, 22-3
Parliament buildings, fire safety, 2:21
Parliament buildings, Metropolitan Life Building, renovations, 2:19-20
- Lambert, Mr. Adrien** (Bellechasse)
House of Commons
Estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:17-8, 27
Estimates, 1978-1979, 2:24-5; 3:5-8
Protective staff, salaries, 3:5-6
Parliament Hill, parking space, 3:6-8
- Lambert, Hon. Marcel** (Edmonton West)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (B), 2:11-2
House of Commons estimates, 1978-1979, 2:18-22, 25
Interparliamentary associations, Canada-U.S. meeting, 2:11
Parliament buildings, fire safety, 2:21
Parliament buildings, Metropolitan Life Building, renovations, 2:18-9
- Library of Parliament**
Audio-visual presentation, or publication, on Parliament for schools, etc., 3:19-20
Automation, data banks, 3:16-7
Estimates, 1978-1979, 3:15-20
Services, maintaining up-to-date information, international assistance, contacts, 3:17-8
Victoria Building location, 3:17
- MacGuigan, Mr. Mark** (Windsor-Walkerville)
House of Commons estimates, 1978-1979, 2:16-8, 24
- Maine, Mr. Frank W.** (Parliamentary Secretary to Minister of Public Works and Minister of State for Science and Technology)
House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:17-9, 28
- McIsaac, Mr. Clifford J.** (Battleford-Kindersley)
House of Commons
Estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:20-1, 29-30
Proceedings, radio and TV broadcasting, 1:20-1, 29-30
Publications, printing costs, 1:21
- Members of Parliament**
Constituency office staff, increasing, 2:22-3
Constituency office staff, revised classification and salaries, 1:15, 21-2; 2:13
Expenditures, transportation, moving, telephone, rentals, furniture, etc., 3:11-2
Indemnity (sessional allowance and expenses), COLA, Jan. 1/78, 2:15; 3:9-11
Staff, classification, global budget, etc., 2:13-4
Travel allowances, 2:13-5
18 additional, accommodation, *see* Parliament buildings—Confederation Building

Members of Parliament—Cont.

18 additional, office staff, constituency requirements, etc., 2:15-6;
3:12

Parliament buildings

Confederation Building, renovations, offices for additional members,
2:19-20
Fire safety, fire wardens, alarms and drills, 2:21
Maintenance and building services, expenditures, 3:13-4
Metropolitan Life Building, renovations, research units,
accommodating, 2:18-9

Parliament Hill, parking space, surveillance, 3:6-8

Printing Bureau, *see* House of Commons—Publications

Procedure

Agenda and procedure subcommittee, establishing, 1:8-9
Election of Chairman and Vice Chairman, 1:8
In camera meetings, 4:4-6
Transcript prepared for committee use only, 1:9-10
Quorum, meeting and printing of evidence, 1:9
Resolutions, referral to Mr. Speaker, 1:10
Subcommittees, establishing, 1:10-2

Reports to House, first, 1:13-4

St-Jacques, Mr. G.A. (Director of Administration and Personnel,
House of Commons)

House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A),
1:14-29
House of Commons estimates, 1978-1979, 2:22-4; 3:5-6, 9-14

Spicer, Mr. E.J. (Parliamentary Librarian, Library of Parliament)

Library of Parliament estimates, 1978-1979, 3:15-20

Stewart, Mr. Ralph W. (Cochrane)

House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A),
1:16-7
Library of Parliament estimates, 1978-1979, 3:20

Symes, Mr. Cyril (Sault Ste. Marie)

House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A),
1:22-4
House of Commons, publications, printing costs, 1:22-3

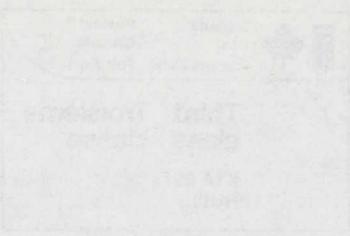
Thomas, Mr. R.E. (Director of Legislative Services, House of
Commons)

House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:19,
22-30

Travel, London, England, 1:13-4

Women, *see* House of Commons—Pages

Faint, illegible text in the top left corner, possibly bleed-through from the reverse side of the page.




Canada Post
 Postage paid

Postes Canada
 Port payé

Third class
Troisième classe

K1A 0S7
HULL

If undelivered, return COVER ONLY to:
 Canadian Government Printing Office,
 Supply and Services Canada,
 45 Sacré-Coeur Boulevard,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
 retourner cette COUVERTURE SEULEMENT
 Imprimerie du gouvernement canadien,
 Approvisionnement et Services Canada,
 45, boulevard Sacré-Coeur,
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

Members of Parliament—Cont.
 11 additional office staff, constituency requirements, etc. 2:15-6C
 3:12

Respect buildings
 Confederation building, renovations, offices for additional members
 2:19-20

Rif safety, the gardens, signs and drills 2:24

Restroom and building services, expenditures 3:10

Metropolitan Life Building, renovations, related work
 appropriations 3:12-3

Resident Hall, parking space, surveillance 3:4-5

Rising Boreas, see House of Commons—Public Works

Roberts
 Agenda and procedure subcommittee, establishing 3:8-9
 Election of Chairman and Vice Chairman 3:8
 In camera meetings 4:4-6
 Transcript prepared for committee use only 1:9-10
 Quorum, meeting and printing of evidence 1:9
 Resolutions, referral to Mr. Speaker 1:10
 Subcommittees, establishing 3:10-7

Spears to Home, first 1:13-4

Jacques, Mr. G.A. (Director of Administration and Personnel,
 House of Commons)
 House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A),
 1:14-29
 House of Commons estimates, 1978-1979, 1:22-4, 3:2-5, 5-14

House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A),
 1:16-7
 Library of Parliament—Cont.
 1:22-4
 House of Commons publications, printing costs 3:20-7

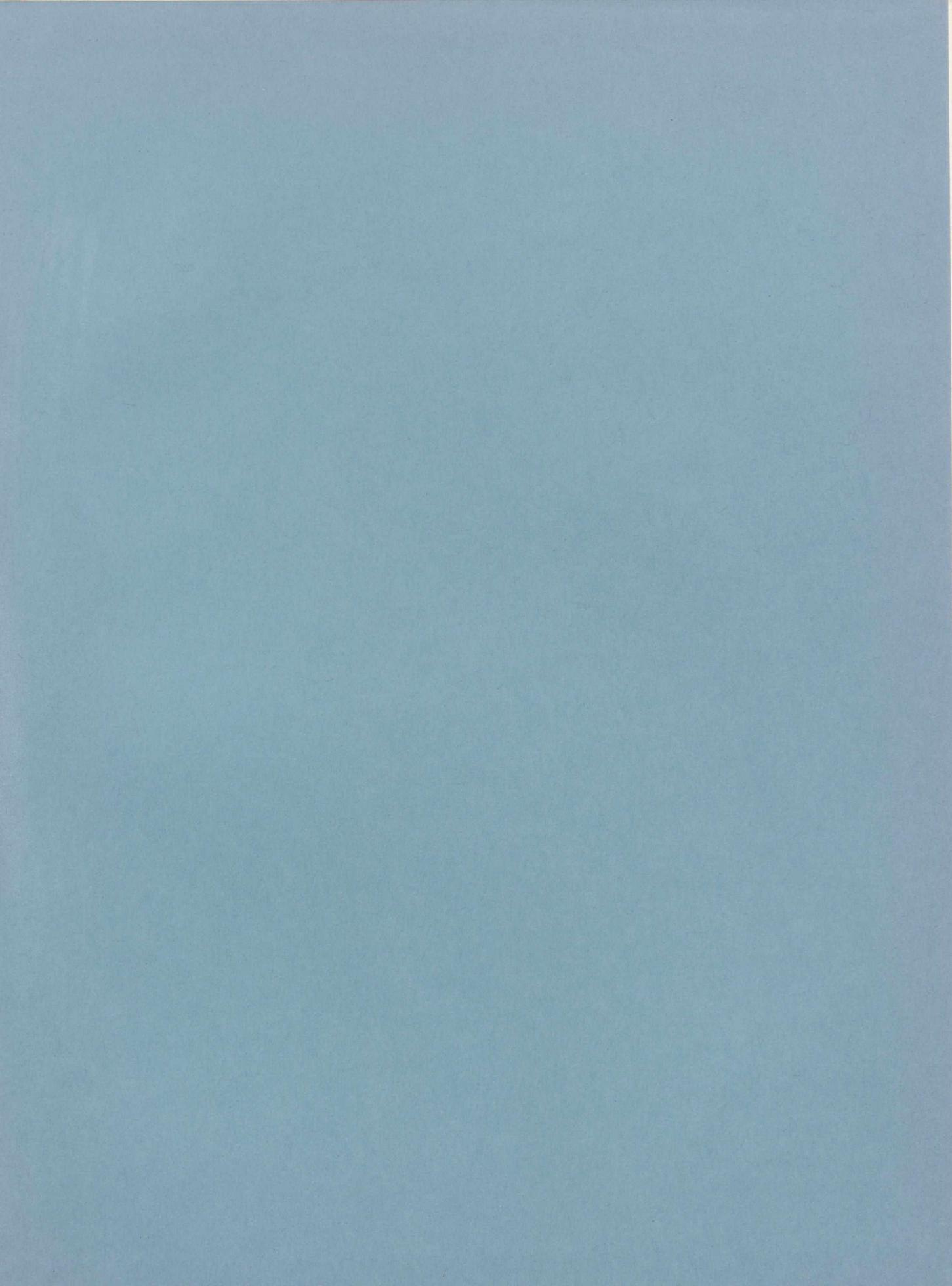
Spence, Mr. Cyril (Chief Librarian,
 House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A),
 1:22-4
 House of Commons publications, printing costs 3:20-7

Thomas, Mr. R.H. (Director of Legislative Services, House of
 Commons)
 House of Commons estimates, 1977-1978, supplementary (A), 1:19,
 22-30

Travel, London, England, 1977-2

Waters, see House of Commons—Budget

Note: See page 1 for Dates and Prices





CANADA

INDEX

COMITÉ PERMANENT

Gestion et services aux députés

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicules nos 1-4 • 1977-1978 • 3^e Session • 30^e Législature

Président: M. Robert C. Coates

CHAMBRE DES COMMUNES

INDEX

COMTE DE MONTREAL

Gestion de services aux députés

CHAPITRE DES COMITÉS

Publié en conformité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimerie de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

INDEX

COMITÉ DE LA CHAMBRE DES COMMUNES—COMPTE RENDU OFFICIEL

TROISIÈME SESSION, TRENTIÈME LÉGISLATURE

DATES ET FASCICULES

—1977—

Novembre: les 8 et 30, f.1.
Décembre: les 7 et 16, f.2.

—1978—

Février: les 8, 15 et 22, f.2.
Mars: les 1^{er} et 8, f.2; le 15, f.3.
Avril: le 13, f.4.
Mai: les 24 et 31, f.4.
Juin: les 7, 28 et 29, f.4.
Août: le 16, f.4.

- Association interparlementaire canado-américaine**, réunion à la Nouvelle-Orléans, 2:10-2
- Bibliothèque du Parlement**
Crédits pour 1978-1979, budget principal, 3:15-20
Rapport à la Chambre, 3:20
Fonctionnement du Parlement, diaporama à l'intention des écoles, 3:19
Ordinateurs, terminaux, 3:16
Personnel, déménagement, 3:17
- Bill déferé**
C-212. Conservateur de la colline du Parlement. M. Watson
- Chambre des communes**
Constables préposés au stationnement, etc., 3:5-8
Crédits pour 1977-1978, supplémentaires, 1:15-31; 2:10-2
Rapport à la Chambre, 2:10
Crédits pour 1978-1979, budget principal, 2:12-25; 3:5-14
Rapport à la Chambre, 3:14
Délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:16-7, 20, 24-30; 2:12, 15, 18, 22
Impressions, service, frais supplémentaires, 1:16-7, 19-20, 22-4; 2:24-5
Pages, 2:16-8
Personnel, traitements et salaires, 1:16, 18-9; 2:15; 3:12-3
- Coates, M. Robert C.** (Cumberland-Colchester-Nord)
Élection à titre de président, 1:8
- Comtois, M. J.-Roland** (Terrebonne)
Députés, personnel, 1:21-2; 2:22
- Crédits**
Pour 1977-1978, supplémentaires. *Voir* Chambre des communes
Pour 1978-1979, budget principal. *Voir* Bibliothèque du Parlement; Chambre des communes
- Currie, Lt. Col. D.V.** (Chambre des communes, Sergent d'armes)
Chambre des communes, crédits pour 1977-1978, supplémentaires, 1:16-7
Chambre des communes, crédits pour 1978-1979, budget principal, 2:21; 3:7-8, 14
- Députés**
Indemnités et allocations, 2:14-6; 3:9-12
Personnel, 1:15, 21-2; 2:13-4, 22
Voyage à Londres en Angleterre, autorisation, 1:13-4
- Dinsdale, l'hon. Walter** (Brandon-Souris)
Chambre des communes, délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:24-5, 30
Impressions, comité, 1:26
- Duquet, M. Gérard** (Québec-Est)
Élection à titre de vice-président, 1:8
Sous-comité du programme et de la procédure, 1:9
- Édifices du Parlement**
Édifice Confédération, 2:18-9
Édifice du Sud, 2:19
Édifice Métropolitain, 2:18-9
Entretien, 3:14
Exercice d'alerte au feu, 2:21
- Ellis, M. Jack** (Hastings)
Chambre des communes
Délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:29
Impressions, services, 1:23
Personnel, traitement et salaires, 3:12-4
Députés, indemnités et allocations, 3:9-12
Élection à titre de président suppléant, 1:14
- Frappier, M. G.** (Bibliothèque du Parlement, Bibliothécaire parlementaire associé)
Bibliothèque du Parlement, crédits pour 1978-1979, budget principal, 3:19-20
- Halliday, M. Bruce** (Oxford)
Bibliothèque du Parlement, crédits pour 1978-1979, budget principal, 3:17
Chambre des communes
Délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:27-8
Impressions, services, 1:19-20
Personnel, traitements et salaires, 1:19
- Hopkins, M. Leonard** (Renfrew-Nord-Nipissing-Est)
Bibliothèque du Parlement, crédits pour 1978-1979, budget principal, 3:18-9
Chambre des communes, délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:27
Question de Règlement—crédits, adoption, 2:24
- Impressions, comité**, 1:26
- Jerome, l'hon. James** (Sudbury; Orateur de la Chambre des communes)
Association interparlementaire canado-américaine, réunion à la Nouvelle-Orléans, 2:10-2
Chambre des communes
Délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 2:12, 15, 18
Pages, 2:17-8
Personnel, traitements et salaires, 2:15
Députés, indemnités, 2:14-6
Députés, personnel, 2:13-4, 22-3
Édifices du Parlement, 2:18, 20-2
- Lambert, M. Adrien** (Bellechasse)
Chambre des communes
Constables préposés au stationnement, etc., 3:5-8
Délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:27
Impressions, services, frais supplémentaires, 1:17-8; 2:24-5
- Lambert, l'hon. Marcel** (Edmonton-Ouest)
Association interparlementaire canado-américaine, 2:11-2
Chambre des communes, délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 2:18
Édifices du Parlement, 2:18, 20-2
- MacGuigan, M. Mark** (Windsor-Walkerville)
Chambre des communes, pages, 2:16
Séances tenues à huis clos, 2:18
- Maine, M. Frank** (Wellington; secrétaire parlementaire du ministre des Travaux public et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie)
Chambre des communes, personnel, traitements et salaires, 1:19
Travaux publics, crédits pour 1977-1978, supplémentaires, 1:17
- McIsaac, M. Cliff** (Battleford-Kindersley)
Chambre des communes, délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:20, 29-30
Chambre des communes, impressions, services, 1:21
Députés, indemnités et allocations, 3:10
Séances tenues à huis clos, 1:10
- Ordre de renvoi**
Bill, 4:3
Crédits pour 1977-1978, supplémentaires, 1:3; 2:3
Crédits pour 1978-1979, budget principal, 2:3
Députés, voyages à Londres en Angleterre, autorisation, 1:3
- Parlement**
Crédits pour 1977-1978, supplémentaires. *Voir* Chambre des communes

Parlement—Suite

Crédits pour 1978-1979, budget principal. *Voir* Bibliothèque du Parlement; Chambre des communes

Procédure

Président et vice-président, élection, 1:8

Président suppléant, nomination en l'absence du président et du vice-président, 1:14

Séances, impression des témoignages en l'absence de quorum, 1:9

Séances tenues à huis clos, 1:9-10, 14; 2:9

Sous-comité du programme et de la procédure, création, 1:8-9

Sous-comités divers, reconstitution. *Voir* Sous-comités

Voir aussi Députés-Voyages

Rapports à la Chambre

Premier, 1:4, 13; deuxième, 1:4; troisième, 2:4, 10; quatrième, 3:3

Sous-comités chargés de l'étude de diverses questions

Attestations de service et insignes, 1:11

Impressions, 1:10-1, 26

Indemnités de déplacement, demandes, 1:12

Logement, 1:11

Pages de la Chambre, 1:12

Personnel et dépôt des dossiers, 1:10

Téléphones et courrier traité sur ordinateur, service, 1:11

Spicer, M. E.J. (Bibliothèque du Parlement, bibliothécaire parlementaire)

Bibliothèque du Parlement, crédits pour 1978-1979, budget principal, 3:15-20

St-Jacques, M. G.A. (Chambre des communes, Directeur de l'administration et du personnel)

Chambre des communes, crédits pour 1977-1978, supplémentaires, 1:15-22, 24-5, 27-9

Chambre des communes, crédits pour 1978-1979, budget principal, 2:22-4; 3:5-6, 9-14

Stewart, M. Ralph (Cochrane)

Chambre des communes, délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:16-7

Séances tenues à huis clos, 1:14

Sous-comité du programme et de la procédure, 1:8-9

Symes, M. Cyril (Sault-Sainte-Marie)

Chambre des communes, délibérations, radiodiffusion et télédiffusion, 1:24

Chambre des communes, impressions, services, 1:22-3

Thomas, M. R.E. (Chambre des communes, Directeur des services législatifs)

Chambre des communes, crédits pour 1977-1978, supplémentaires, 1:19, 22-4, 26-30

Travaux publics, crédits pour 1977-1978, supplémentaires, 1:17

